

A Paris et à Nice

Des amis du « groupe Baader » commettent deux attentats

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F  
Algérie, 1 BA; Maroc, 1,30 dir.; Tunisie, 100 m.; Allemagne, 1 DM; Autriche, 8 sch.; Belgique, 10 fr.; Canada, 80 c. cts; Danemark, 2,75 kr.; Espagne, 20 pes.; Grande-Bretagne, 14 p.; Grèce, 18 dr.; Iran, 45 rls.; Italie, 230 L; Liban, 125 p.; Luxembourg, 10 fr.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas, 1,80 fl.; Portugal, 11 esc.; Suède, 2 kr.; Suisse, 0,90 fr.; U.S.A., 65 cts; Yougoslavie, 10 c. din.  
Tari des abonnements page 26  
5, RUE DES ITALIENS  
75217 PARIS - CEDEX 09  
C.C.P. 4207-23 Paris  
Télex Paris 36 6522  
Tél. : 770-91-29

## A QUELQUES JOURS DE L'ÉCHÉANCE

### Israël accepte de proroger pour six mois le mandat des « casques bleus » dans le Golan

La Syrie a accepté que soit prorogé pour six mois, et non, comme on s'y attendait, pour deux mois, le mandat des forces de l'ONU stationnées sur le Golan, qui vient à expiration le 31 mai. Les « casques bleus » sont donc autorisés à continuer de veiller au respect du cessez-le-feu israélo-syrien jusqu'au 30 novembre. Le gouvernement de Jérusalem a aussitôt donné son accord à cette prolongation. Pendant ce temps, de nouveaux affrontements se sont produits au Liban entre phalangistes et Palestiniens faisant huit morts le 21 mai.

Dans un rapport présenté au Conseil de sécurité, M. Kurt Waldheim souligne que le cessez-le-feu est « précaire ». Tant que de nouveaux progrès ne seront pas réalisés dans les négociations, ajoute-t-il, la situation sur tous les fronts israélo-arabes « restera instable et potentiellement dangereuse ».

Les raisons sans doute du fait que le gouvernement de Damas a accepté un répit de six mois. La nette délégitimation rapporta syro-iraquien à propos du partage des eaux de l'Euphrate, ainsi que la vive tension qui règne au Liban entre les phalangistes et les fedayin, préoccupe au plus haut point les dirigeants damascènes.

Les Syriens ont pu constater, par ailleurs, lors de leurs récents entretiens avec le président Sadate, le roi Hussein, que l'Égypte ne souhaite pas une nouvelle guerre avec Israël.

## RETIRANT PROVISOIREMENT SES MINISTRES

### Le parti socialiste portugais quittera le gouvernement s'il ne peut à nouveau publier son journal

M. Soares met en cause l'action du M.F.A.

Le conflit ouvert au Portugal le 18 mai par la prise en main par des ouvriers, en majorité communistes, du contrôle du quotidien socialiste « República », entraîne des conséquences politiques qui dépassent largement l'enjeu initial. En appelant à une grande manifestation de protestation dans la soirée, M. Mario Soares, secrétaire général du parti socialiste, a annoncé le jeudi matin 22 mai que son parti se retirait provisoirement du gouvernement et le quitterait s'il n'obtenait pas satisfaction dans cette affaire.

Désormais une « campagne à tous les niveaux contre le parti socialiste », M. Soares s'en est pris vivement à l'emprise du P.C. sur la vie publique : « Si l'on n'est pas communiste aujourd'hui au Portugal, on est un réactionnaire et un ennemi de la révolution. Notre peuple n'acceptera jamais qu'on lui impose une dictature communiste... »

### Une révision stratégique

De notre correspondant

Des ouvriers en grève s'approprièrent même à « marcher » sur les canalisations.

### Admettant qu'elle a peu contribué à la chute du régime Thieu

### La « troisième force » sud-vietnamienne ne s'attend pas à jouer un rôle politique important

S'il est gouverné par le G.R.P., le Vietnam du Sud semble être encore essentiellement administré par des comités révolutionnaires provisoires locaux, qui ont pour tâche de réorganiser la vie dans les campagnes et dans les villes.

Le porte-parole de l'O.L.P., M. Abou Maizer, a déclaré à Damas que la conférence de Genève serait vaine à l'échec si les États-Unis et Israël ne reconnaissent pas la représentativité de la « centrale » des fedayin.

## A partir du 1<sup>er</sup> juillet

### Les travailleurs immigrés pourront faire venir leur famille

Le conseil des ministres a adopté mercredi 21 mai diverses dispositions destinées à améliorer la condition des travailleurs immigrés, en particulier l'autorisation, pour tout étranger régulièrement installé en France, d'y accueillir sa famille à partir du 1<sup>er</sup> juillet; la création d'un office de promotion culturelle pour les immigrés; le mise en place d'un dispositif de formation des travailleurs étrangers, en vue de faciliter une meilleure insertion professionnelle des salariés lorsqu'ils regagneront leur pays d'origine.

Ces mesures sont-elles de nature à couper court aux critiques formulées à l'encontre d'une politique souvent inégale, caractérisée à la fois par l'abondance des bonnes intentions et la faiblesse des moyens mis en œuvre ?

Sur le fond, rien n'est changé. Il n'est pas question d'abroger le règlement contraignant instauré par les circulaires Marcelin-Faiteux. D'autre part, « compte tenu de la conjoncture économique », la suspension provisoire de l'immigration décidée l'an dernier n'est toujours pas rapportée.


Pourtant, plusieurs éléments positifs apparaissent à travers le socle d'organes Immigration planifiée. Pour le premier lois, les intérêts des pays d'origine sont pris en compte. La réhabilitation de l'immigration familiale constitue une sorte de désaveu au regard des textes actuels.

Les décisions de mercredi ne constituent qu'un premier pas. Elles demeurent soumises aux aléas de l'application administrative qui en sera faite. Il faudra juger aux cotés, et reconstruire M. Paul Dijoud.

Le négoce bordelais du vin sur la sellette

QUAND LES CHATEAUX SE REBIFFENT...

JOËL DE ROSNAY  
**Le macroscopie**  
Vest une vision globale



SEUIL

**AU JOUR LE JOUR**

**AVANÇONS**

Il est finalement réjouissant que la tradition fasse place dans nos institutions à l'avancement. Tout ce qui est avancé est désormais excellent.

Notre président est un libéral de type assez avancé, notre premier ministre appartient à une majorité avancée, notre politique étrangère est placée sous le signe du mondialisme avancé, notre politique économique sous la loi de l'inflation avancée et notre politique sociale sous le couvert de la continuité avancée.

D'ailleurs, la proposition inverse n'aurait aucun sens. Parler d'une société de type libéral retardé serait ridicule et malhonnête.

Et le donheur des Français, en fin de compte, c'est aussi de s'entendre dire : « La société de monsieur est avancée. »

BERNARD CHAPUIS.

**DE NEW-YORK A MONTRÉAL**

### Crise du livre ou nouvel essor ?

Si l'on excepte — pour des raisons d'amplement opposées — les États socialistes et les pays en voie de développement, le monde de l'édition traverse actuellement une période critique. Crise du livre, de la lecture ou problèmes d'adaptation de l'édition à de nouveaux besoins ou à de nouvelles conjonctures, comme il semble que ce soit le cas aux États-Unis, à la lumière du dossier qu'a établi Pierre Dormergues (lire pages 20 et 21).

Inflation galopante de la production, de la publicité, désordre de la distribution, concurrence envahissante de la formule de poche, telles sont les données auxquelles l'édition américaine doit faire face.

L'édition française, qui, à une échelle moindre, éprouve des appréhensions similaires, s'était rendue

en ne dit cependant que la est assurée sur les lignes du ce-le-feu jusqu'à fin novembre.

JACQUES MONOD  
« Ce livre vient à son heure. Il répond à une attente. Je lui prédis un très grand succès »

EDGAR MORIN  
« Avec « Le Macroscopie » arrive à ce point où la connaissance devrait commencer »

JACQUES ATTALI  
« Un livre capital, qui donne aux sciences humaines la dimension du vivant »

296 pages 35 F

**SEUIL**

«Ma plus grande satisfaction, c'est qu...

Tenir le pari du changement

Dans sa recherche constante d'un contact avec l'opinion publique, M. Giscard d'Estaing a quelques problèmes avec la presse...

simplicité des relations humaines et qu'il comptait d'autre part élargir le débat...

réforme fondatrice et la fixation des plus-values seraient votées et appliquées. Non, il ne reculerait pas devant la réforme de l'entreprise...

Voici les principaux extraits des déclarations faites par M. Giscard d'Estaing à l'issue de son déjeuner de presse mercredi 21 mai :

Faire disparaître les inégalités excessives

QUESTION. — Vous parlez avec insistance de la nécessité de réduire les inégalités sociales par la réduction des revenus excessifs. A quels revenus faites-vous allusion ?

connaître leur préférence pour la reprise du dialogue. La position française est de considérer devant les problèmes qui se posent, que le rôle du dialogue serait opportune. Nous précisons, l'heure actuelle et d'ailleurs avec d'autres pays...

PEINE DE MORT : notre prise de conscience doit progresser

Comment jugez-vous l'année d'option de M. Mitterrand ? Admettez-vous la peine de mort ? Publiez-vous un bilan santé ?

LES COMMENTAIRES DES QUOTIDIENS PARISIENS

LE FIGARO : intime conviction, « Allons-nous voir s'esquisser, puis se préciser le grand dessin... »

LES ECHOS : le pain blanc, « Reste à savoir si le président de la République ne sous-estime pas la force de résistance d'une partie des Français... »

LE QUOTIDIEN DE PARIS : la carence d'une philosophie, « Personne ne peut plus ignorer que M. Valéry Giscard d'Estaing est un grand dessinateur... »

LE FIGARO : intime conviction, « Allons-nous voir s'esquisser, puis se préciser le grand dessin... »

LE FIGARO : intime conviction, « Allons-nous voir s'esquisser, puis se préciser le grand dessin... »

Av. des Ternes Paris 17e Studios, 2, 3, 4, 5, 6 pièces 5 500 F le m2. Livraison 3e trimestre 1975. Renseignements et vente sur place lundi, jeudi, vendredi de 14h à 19h. Samedi de 10h à 19h.

M. KANAPA : le président de la République se livre à des pirouettes. M. Jean Kanapa, membre du comité central du parti communiste...

ENERGIE : la reprise du dialogue serait opportune. Vous parlez de la nécessité d'envoyer une hausse du prix du pétrole dans les circonstances actuelles ?

INFORMATION : il n'y a pas de censure. Vous avez droit à la médaille d'or du chômage, de la hausse des prix, de l'inflation...

هكازان الأهل

R DE PRES... U CHEF DE L'ÉTAT

France a connu une année paisible», déclare M. Giscard d'Estaing

de faire en sorte qu'ils se sentent qu'ils... en réalité des parlementaires à part entière...

Une large fraction de la majorité n'est pas favorable à la réforme foncière. Ces réserves ne posent-ils pas un problème en terme?

On a dit depuis mon élection qu'il y avait au sein de la majorité une tendance, une menace qui s'exercerait en sens contraire des réformes que je juge nécessaires. Vous conviendrait-il de voter les réformes qui lui étaient proposées. Elle l'a fait sur des textes qui étaient très controversés.

Le chef de l'Etat précise, d'autre part, que d'ici fin de l'année 1975 trois grands sujets — la réforme de l'éducation, la réforme de l'entreprise, la réforme foncière — devront être réglés.

Continueriez-vous à nous surprendre? Pour moi, il ne faut pas croire que le fait de surprendre est soit le désir d'inventer ou provoquer. Je crois qu'à l'heure actuelle les idées humaines, dans tous les pays du monde, sont en état de transformation et il est indispensable que leurs dirigeants leur donnent le mouvement de transformation.

L'AFFAIRE DU 8 MAI: une déclaration de paix

Le président de la République s'exprime sur la réimpression des commémorations du 8 mai. Il rappelle que, par une décision du général de Gaulle, mai n'est plus, depuis 1959, un jour férié.

On a pu me reprocher — ce reproche est injuste — la manière dont la décision a été annoncée. Je vous indique cependant que j'ai dit la veille au conseil des ministres et le lendemain qu'il ne fallait pas, sur ce sujet, un débat difficile entre ceux qui auraient dit: il faut continuer, et ceux qui auraient dit: il faut interrompre.

Je suis sûr — et je m'engage pas beaucoup — que l'opinion française, à la réflexion, verra cette décision. Je souhaite en même temps que les commémorations qui sont faites, que ceux qui sont touchés ou témoins, fassent apparaître du souvenir respectable, un autre de l'âme française qu'il convient de ne pas oublier, qui est à la fois la générosité et la fraternité.

Propos des activités nouvelles de son épouse, Giscard d'Estaing, après avoir indiqué que ce n'est pas fait que répondre à des invitations. Le milieu politique français a gardé une certaine réserve vis-à-vis de la présence féminine.

Pensez-vous que la concentration de seize centrales nucléaires — françaises, alle-

mandes, suisses — le long du Rhin soit réalisable pour les populations? M. Giscard d'Estaing assure que la France attirera l'attention de ses partenaires et veillera à ce qu'il n'y ait pas de densité excessive d'implantation de centrales nucléaires le long du Rhin.

DÉFENSE EUROPÉENNE: le problème ne peut pas être utilement abordé

N'êtes-vous pas en train de reconstruire la France dans une communauté européenne de défense, y compris par des accords secrets avec l'Allemagne sur l'utilisation d'armes atomiques tactiques françaises?

Il n'y a eu jusqu'à présent aucune conversation avec les responsables de l'Allemagne fédérale concernant l'implantation de nos unités dotées de moyens nucléaires tactiques en Allemagne fédérale. La question n'a pas fait l'objet de conversations avec les autorités politiques ou militaires de l'Allemagne fédérale.

Par contre, sur le problème de la défense européenne, j'ai été très net, et d'ailleurs je serais conduit à l'être à nouveau: j'estime que c'est un problème qui ne peut pas être utilement abordé.

Il existe, en effet, un certain nombre de raisons objectives de ne pas l'aborder, deux raisons objectives.

D'une part, les craintes — et je dirai les craintes explicites — que suscitent pour l'Union soviétique des projets d'organisation de défense européenne dans lesquels l'Union soviétique voit, au moins à terme, le risque d'une certaine menace ou d'une certaine pression militaire européenne vis-à-vis d'elle-même.

Si bien que le problème de l'organisation d'une défense européenne à mon avis, ne peut pas être utilement abordé dans les circonstances actuelles, et plutôt que de le dire de manière enveloppée, il vaut mieux le dire d'une façon claire, car si on ne le dit pas, on risque d'être trompé.

A ce propos, le chef de l'Etat confirme, en réponse à une autre question, que la diplomatie française a commis, selon lui, une erreur, et à un certain moment de l'hiver 1974, en développant l'idée que sans doute il serait possible de mettre en place un d'entreprendre une action commune de défense européenne.

Rencontrerez-vous le président Ford à Bruxelles et, dans l'affirmative, ne craignez-vous pas que cette conversation apparaisse comme un sous-produit du « sommet » de l'OTAN?

M. Giscard d'Estaing indique qu'il se rendra au direct offert par le roi des Belges et que, à cette occasion, il aura un entretien avec M. Ford.

Cette conversation, ajoute-t-il, s'effectuera donc à l'invitation du roi des Belges et ne s'effectuera pas dans le cadre des procédures de discussion de l'OTAN, qui se dérouleront par ailleurs et suivra les modalités habituelles de la représentation française.

Quelles sont les chances d'une reprise, avant la fin de l'été, de la conférence entre producteurs et consommateurs de pétrole?

Comment faire l'union économique, puis politique, de l'Europe? M. Giscard d'Estaing souligne que la France est retenue dans le « serpent » monétaire européen sans poser de conditions et sans mettre de

préalables. La France, dit-il, a posé un certain nombre de problèmes d'ordre technique, mais notre retour au « serpent » n'était pas lié à une réponse positive à ces questions.

VIETNAM: la contribution de la France

L'échec des Etats-Unis au Vietnam a-t-il affaibli leur poids dans le monde occidental?

Je ne le crois pas. Je crois que les derniers événements au Vietnam, sous d'autres aspects, notamment celui de nos rapports avec le Vietnam, ont permis de mieux saisir la situation mondiale.

Je suis convaincu que dans cette région du monde elle-même — d'ailleurs, on l'observe au Laos et on le ressent en Thaïlande — l'échec de la politique américaine au Vietnam du Sud et au Cambodge a des conséquences sur la politique de cette partie du monde.

Le chef de l'Etat précise la politique française au Vietnam.

Nous n'avons pas à apprécier les positions politiques intérieures qui sont prises par les nouvelles autorités du Vietnam. C'est un pays qui a connu des déchirements, des convulsions, et qui recherche une forme nouvelle d'organisation politique.

Il n'indique d'ailleurs que, en ce qui nous concerne, nous nous sommes efforcés — et nous le sommes toujours — de contribuer à éviter la bataille suicidaire pour Saigon.

Dans l'action qui a été conduite et qui a eu pour objet, vous le savez, de maintenir le Vietnam dans une situation de paix, nous avons eu recours à d'autres alternatives que l'alternative purement militaire.

J'ai noté ensuite que la politique qui avait été suivie au cours des derniers mois concernant le Vietnam avait permis, malgré la nature même de la transition, aux rapports entre la France et le Vietnam d'être pratiquement inchangés au travers de cette profonde perturbation.

Je souhaite que le Vietnam puisse se consacrer à ses tâches de développement et de paix après sa longue épreuve, et bien entendu, l'amitié française lui reste acquise, et, dans la mesure où les autorités vietnamiennes le souhaitent, nous verrons quelle est la contribution que la France peut apporter à la reconstruction et au développement du Vietnam.

Puis il définit ce qu'il entend par « politique mondialiste ».

Le mondialisme, dit-il, cela ne consiste pas à être bien avec tout le monde, encore que, d'une façon générale, si ce peut être, il vaut mieux être bien avec tout le monde.

Je crois donc que reconnaître qu'il existe des problèmes mondiaux, que ces problèmes doivent être traités en des modalités mondiales, qu'à partir du moment où une partie du monde veut les traiter, une autre partie du monde ne peut pas refuser de les traiter.



grands problèmes économiques, monétaires et même politiques. à l'heure actuelle, dépend d'un débat et d'une éthique de délibération à dimension mondiale.

SÉCURITÉ: l'U. R. S. S. n'a pas d'intention agressive

Que pensez-vous des propos de M. Teng Hsiao-ping concernant la menace militaire soviétique sur l'Europe?

Je considère que les dirigeants de l'Union soviétique n'ont pas de programme d'intention militaire agressive à l'encontre de l'Europe occidentale, et ceci est un des principes de notre politique. D'ailleurs si nous avions pas cette opinion, que signifierait la politique de détente?

Donc, ma réponse est de considérer qu'il n'y a pas de volonté d'utilisation de ce potentiel militaire par l'Union soviétique en direction de l'Europe occidentale.

Quelle réflexion vous suggère ce qui se passe au Portugal?

M. Giscard d'Estaing rappelle qu'il recroira le mois prochain le président Costa Gomes et souhaite que l'évolution du Portugal rapproche ce pays, autant que possible, des structures de la vie démocratique et européenne.

Comment expliquez-vous la hausse du franc?

Je crois que la politique économique française, depuis un an, a été diagnostiquée comme étant une politique économique solide et traitant des difficultés auxquelles nous avions fait face.

Comment appréciez-vous les chances de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe?

Nous souhaitons sa conclusion, car je crois qu'il n'est pas bon qu'une telle conférence des lors qu'elle a été ouverte, se prolonge indéfiniment et s'abandonne pas à ses conclusions.

Quels sont votre plus grande satisfaction et votre plus grand regret?

Ma plus grande satisfaction, c'est que (...), dans ce monde qui a connu la violence, les affrontements, les bouleversements, au total, la France a connu une année paisible.

(Publicité)

Advertisement for SIMICA PARTEN VACANCES. Includes text: 'COMMENT FAIRE? SI JE PARIS EN VACANCES... FAUT QUE JE CHANGE DE VOITURE...', 'SI JE CHANGE DE VOITURE... J'AI PLUS D'ARGENT POUR PARTIR...', 'CHEZ SIMICA CHRYSLER, JE PEUX PARTIR AVEC UNE SIMICA 1100 NEUVE...', '... PAYER LE VERSEMENT COMPTANT DU CREDIT AVEC LA PERTE DE MON ANCIENNE VOITURE... ET LA 1ère MENSUALITE... 3 MOIS APRES...', 'C'ETAIT CA LA SOLUTION! VOTRE CONCESSIONNAIRE SIMICA-CHRYSLER VOUS EN DIRA PLUS LONG!'

# LE « DÉJEUNER DE PRESSE »

## LA C.G.T. ET LA C.F.D.T. MANIFESTENT LEURS RÉSERVES A L'ÉGARD D'UNE ÉVENTUELLE INVITATION A L'ÉLYSÉE.

Des dirigeants de la C.G.T. et de la C.F.D.T. ont commenté les propos tenus par le président de la République dans une interview au Figaro selon lesquels les syndicats pourraient être prochainement invités à l'Élysée.

« Les invitations faites à la commission existent nécessairement la vigilance et n'appellent pas de réponses particulières », a déclaré M. Henri Krasinski, secrétaire de la C.G.T.

« Le bureau confédéral de la C.G.T. ajoute-t-il, se déterminera lorsqu'il sera saisi et saura précisément s'il s'agit d'une discussion vraie des revendications les plus importantes des travailleurs et non d'un acte de propagande ».

De son côté, M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., a déclaré que sa confédération « a des choses à dire au président, mais elle n'a pas à l'Élysée pour n'importe quoi... »

« Si nous sommes invités, a ajouté le dirigeant de la C.F.D.T., nous irons demander l'ouverture de négociations et mettre au point des procédures de négociations sur les revendications clés qui se traitent au niveau national : retraités à soixante ans, indemnisation du chômage, SMIC, prestations familiales, et exprimer nos exigences pour stopper l'inflation et rétablir le plein emploi ».

### Monsieur le Maire,

Pour apporter de l'argent à votre commune, lisez en page 34 la lettre que Honeywell vous adresse.

## Au fil du courant

L'inaltérable optimisme du président de la République a encore fait merveille mercredi. Le jour même où l'on apprenait une nouvelle baisse de la production industrielle vingt-quatre heures après qu'il ait lui-même admis que le chômage atteignait « un seuil critique », le chef de l'État s'est contenté de rejeter la responsabilité des événements sur une « conjoncture qui, depuis six mois, n'a pas répondu aux prévisions et aux annonces concernant une reprise spontanée et forte de l'économie mondiale ».

Mieux même : M. Giscard d'Estaing a fait référence à ses « qualités de précision » en la matière.

N'est-ce pas lui, pourtant, qui déclarait le 8 décembre 1973, que l'objectif gouvernemental devait être d'« assurer l'emploi, même s'il vient à être menacé par l'évolution de l'économie mondiale » ? Lui aussi qui promettait, le 27 août suivant, que tout serait fait « pour maintenir un haut niveau d'emploi » ? Lui encore qui affirmait, le 26 novembre dernier, qu'il fallait « maintenir l'emploi », et que le gouvernement avait les moyens

de « conduire l'expansion » ? De conférence de presse en conférence au coin du feu, le chômage a pratiquement doublé. Le nombre des Français à la recherche d'un emploi a dépassé le million, selon les normes internationales du Bureau du travail de Genève, et l'on s'attend à le voir progresser encore de plusieurs centaines de milliers au cours des prochains mois, avec l'arrivée des jeunes sur le marché du travail.

### Echec de l'aide publique à l'emploi

Incapacité de prévoir l'événement ou d'anticiper ? La question, d'évidence, n'aîné pas la sérénité présidentielle ; mais comme il faut bien faire face à l'ennemi de la production et à la dégradation de l'emploi, le chef de l'État annonce une étape supplémentaire de relance par « l'investissement productif » et des mesures spécifiques sur l'emploi. Pourquoi ne pas s'y être résolu plus tôt et surtout de façon plus efficace ? La relance par l'investissement aurait dû intervenir dès l'hiver ; elle aurait été plus énergique si elle avait été plus sévère et s'était accompagnée d'une stimulation de la consommation dans les secteurs de sous-emploi massif, et le péril inflationniste était moins grand.

Quant à l'aide publique à l'emploi, elle a, sous la forme décidée depuis un an par le gouvernement, pratiquement échoué : un jeune chômeur seulement sur quinze (soit au total dix mille) a signé le contrat de formation proposé par M. Granet. Comment imaginer que l'opération puisse se répéter sur une échelle plus vaste si elle n'est accompagnée de mesures plus efficaces ?

Une nouvelle version est donc imaginée : donner, en partie au frais de l'État, la formation indispensable aux jeunes, mais après les avoir embauchés, le Trésor acquittant en outre les charges sociales relatives aux heures de travail que les jeunes en question effectueraient dans les entreprises.

### Europe 1: Giscard et Blum

« La nécessaire revalorisation du travail manuel — dont on prend enfin conscience — c'est bien. Mais elle ne se fera pas sans la promotion sociale et politique de la collectivité des travailleurs. Cette dimension n'a semblé manquer dans l'analyse de M. Giscard d'Estaing ».

« Cela me conduisit à faire un parallèle entre le chef de l'État et un autre aristocrate de la politique : grand bourgeois, comme lui ; à coefficient intellectuel élevé, comme lui ; haut fonctionnaire d'origine, aussi : il venait du Conseil d'État, comme M. Giscard d'Estaing de l'Inspection des finances ; mais il avait, lui, le sens de la promotion collective du peuple et c'est pourquoi celui-ci l'avait reconnu comme un de ses chefs. Il s'appelait Léon Blum ».

JEAN ROIBONNAT.

## EUROPE

### Turquie

## M. Kissinger tente de relancer le dialogue gréco-turc

De notre correspondant

Ankara. — Le vingt-deuxième conseil ministériel du CENFO s'est ouvert jeudi matin 22 mai dans la capitale turque, en présence de M. Kissinger, qui est accompagné de ses adjoints, MM. Sison et Hartman, chargés respectivement du Proche-Orient et des affaires européennes. Londres, de moins en moins chaleureux envers la posture de défense, dont il fut pourtant l'un des membres fondateurs, n'a dépeché que M. Hatterley, adjoint du secrétaire au Foreign Office, tandis que l'Iran et le Pakistan sont représentés par les chefs de leur diplomatie.

Tout porte à croire que, dans les semaines, le secrétaire d'État américain renouvellera ses efforts pour obtenir des concessions turques à Chypre.

La délégation britannique, qui du dialogue gréco-turc engagé à Athènes a rejoint son pays industriel et agricole à Rome, le Pakistan et l'Iran, pour leur part, ont clairement fait savoir qu'ils soutiennent la politique turque à Chypre.

D'autre part le quotidien Cumhuriyet croit savoir que le conseil ministériel du CENFO examinera entre autres un rapport préparé par la Commission de lutte contre les mouvements subversifs prévoyant une collaboration plus étroite entre organisations de sécurité de Turquie, de l'Iran et du Pakistan.

Le gouvernement de M. Demirel s'efforce d'établir avec le régime républicain du peuple un synd de consultation dans le domaine de la politique étrangère. M. Kissinger pourrait d'ailleurs rencontrer, comme en mars dernier, M. Evrenk, chef du P.R.P., afin de prendre son avis sur le problème chypriote. L'opinion turque, si sa part considère que la décision du Sénat américain d'autoriser l'embargo sur livraisons d'armements n'a compte tenu du fait que le Parlement des représentants a résolu de manière définitive, qu'une « scène » destinée à faciliter les contacts de M. Kissinger avec dirigeants turcs.

ARTUN UNSA

### Grèce

## L'opposition reprend l'offensive contre le projet de Constitution

De notre correspondant

Athènes. — La trêve politique due à l'irritation générale après les déclarations de M. Demirel sur Chypre (le Monde du 20 mai) aura été de courte durée. Les partis de l'opposition ont repris la bataille qu'ils mènent contre certains des seize articles de la Constitution qui restent à voter. Le gouvernement s'étant refusé à modifier l'article concernant l'élection du successeur du chef de l'État dans les cas de décès ou de démission, l'opposition en signe de protestation s'est retirée de la salle des séances.

Le gouvernement, qui, ces derniers jours, avait accepté plusieurs modifications à son projet, considère que, dans les circonstances présentes, l'adoption de l'opposition est « inadmissible ». Alors que seuls les députés de la majorité poursuivraient l'examen des derniers articles à voter, le ministre de la Justice a fait remarquer que le gouvernement avait donné la preuve de son esprit de coopération en acceptant déjà 114 modifications réclamées par ses adversaires.

Les partis de l'opposition répliquent que le gouvernement n'a fait de concession que sur des articles d'importance secondaire, alors qu'il s'est montré intransigent sur les points fondamentaux de la nouvelle Constitution. Ils avancent également que, compte tenu des difficultés qu'affronte le gouvernement sur le plan extérieur, ils ont fait preuve de bonne volonté et évité d'aggraver ses difficultés. Mais, selon eux, le projet du gouvernement débouté non sur une Constitution authentiquement démocratique, mais sur une Constitution fautive sur mesure pour la Nouvelle Démocratie, le parti de M. Caramanlis, majoritaire au Parlement. Si le gouvernement fait voter une pareille Constitution, les partis de l'opposition déclencheront dans tout le pays une campagne pour sa révision.

Les relations entre le gouvernement et l'opposition sont donc

devenus très tendues. Or le premier ministre est appelé à dire d'importantes responsabilités dans le domaine de la politique étrangère. Il doit décider maintenant si non le rendez-vous prévu avec M. Demirel à Bruxelles à la fin de ce mois surtout préciser la position de la Grèce sur Chypre, le contact avec la Turquie, les relations avec les États-Unis l'OTAN. Or l'opposition se tait encore plus intransigeante. Il s'agit des grands problèmes nationaux. M. Caramanlis ne balancerait pas à supporter le poids de semblables responsabilités et il invitera probablement l'opposition à y participer. Impliquerait la formation d'un cabinet d'union nationale.

Cette perspective pose de nombreux problèmes. Le parti majoritaire acceptera-t-il de donner une partie de ses acquis politiques et les partis de l'opposition ne manqueraient-ils pas de domaines à une éventuelle discussion aux dépens de leur pouvoir ?

D'autre part, la date des élections des principaux responsables de la dictature va être fixée ou sera-t-elle.

MARC MARCEL

# ACHETEZ UN LOGEMENT NOUS PRÊTONS.



Si l'argent vous manque pour être vraiment chez vous, vous pouvez penser aux prêts immobiliers du CIC, dont les taux viennent de baisser. Les prêts immobiliers, c'est notre affaire et nous n'avons jamais cessé de prêter. Vous n'êtes pas

obligés d'avoir épargné la totalité de la somme nécessaire pour acquérir votre logement, construire votre maison ou procéder aux aménagements de votre foyer qui rendront votre vie plus agréable et plus facile. Nous pouvons vous aider selon vos besoins et vos projets.

Dans chaque succursale du CIC, un spécialiste peut étudier votre cas personnel et vous conseiller.



## CIC. CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

On peut demander davantage au CIC.



1,60  
2,00

## CAPEL

habillé en long comme en large  
Magasin principal: 74 boulevard de Sébastopol 75003-Paris. 272.25.09  
Capel sélection: centre com. Maine-Montparnasse 75015-Paris. 558.73.61

## HAÏTI

GRANDE FÊTE DE LA LIBERTÉ  
Mardi 27 mai à 20 h.  
Au programme:  
• Intermédiation, chants  
• Buffet haïtien.  
• Projection du long métrage: HAITI, LE CHEMIN DE LA LIBERTÉ  
Un film qui démonte les mécanismes du système politico-culturel d'Haïti.  
THÉÂTRE BA-BA-CLAN  
50, bd Voltaire (13e)  
Métro Oberkampf

## nouvelle frontière

proposé de nombreuses formules de voyages

## DECOUVERTE INDIVIDUELLE

Vous avez des tas d'idées vos voyages et vous n'avez de nous qu'un transport à marché.

PARIS/ATHÈNES... 890F  
BRUXELLES  
PARIS/NEW YORK... 1050F  
PARIS/DELHI... 2100F  
PARIS/RIO... 2350F

## CIRCUITS ORGANISÉS

Groupes de 30 personnes un accompagnateur Nouv. Frontières - Itinéraire prop. l'avance-Hébergements et ports intérieurs réservés.

du 01/07 au 25/07  
du 06/08 au 03/09

## LE BRÉSIL

Découverte du Brésil  
4850 F  
avec transport Paris/B... en jet.

## BOÛTE À DÉCOUVRIR - BRÉSIL

NOUVELLES FRONTIÈRES  
23 ans. Bénévoles-Associés  
75014 PARIS

Tel. 32.37.51 et 32.37.52

Non  
Février  
Pas  
Ville  
Je désire recevoir le brochure sur le voyage

مكتبة المجلد

LA SITUATION AU PORTUGAL

Une révision stratégique

DPE Turquieinger tente de dialogue grec

ne souhaite pas la dictature militaire > déclare M. Alvaro Cunhal

bonne (A.P.). — M. Alvaro Cunhal, secrétaire général du P.C.P., a déclaré que les accords de totalitarisme lancés par son parti « n'avaient pas fondement ».

« Nous refusons ce concept totalitaire », a-t-il déclaré au cours d'une interview de presse le 22 mai à la télévision dans le cadre d'une conférence de presse organisée à la suite de la publication de son livre « Le Portugal, un pays qui ne souhaite pas la dictature militaire ».

(Suite de la première page.) Néanmoins, cette formation, devenue parti par la force des choses, n'est pas parvenue à se définir dans un espace politique traditionnellement connu.

Le moment tant attendu par les socialistes venant enfin d'arriver : « Comment pouvons-nous administrer ce qui n'est qu'une organisation aussi minime que celle de nos pays ? » a demandé M. Soares, qui n'a pas attendu quinze jours après les élections pour demander des élections locales.

Le moment tant attendu par les socialistes venant enfin d'arriver : « Comment pouvons-nous administrer ce qui n'est qu'une organisation aussi minime que celle de nos pays ? » a demandé M. Soares, qui n'a pas attendu quinze jours après les élections pour demander des élections locales.

Le moment tant attendu par les socialistes venant enfin d'arriver : « Comment pouvons-nous administrer ce qui n'est qu'une organisation aussi minime que celle de nos pays ? » a demandé M. Soares, qui n'a pas attendu quinze jours après les élections pour demander des élections locales.

Espagne

Plusieurs prêtres basques ont été torturés

La tension persiste dans le Pays basque espagnol, où plusieurs prêtres détenus depuis la proclamation de l'état d'exception ont été torturés.

de lésions aux reins, à la rate et aux intestins. Les médecins qui le soignent affirment qu'il a peu de chances de survivre.

(De notre correspondant.) Madrid. — Dix prêtres basques ont été arrêtés en Biscaye depuis la proclamation de l'état d'exception le 25 avril dernier.

A Madrid, le 18 mai, le Père Carlos Jimenez de Parga, prêtre ouvrier, a été appréhendé, et une amende de 500 000 pesetas (environ 40 000 F) lui a été infligée pour avoir participé à une réunion non autorisée d'habitants du quartier ouvrier de Vallecas.

APRES L'INCENDIE DE LA FOIRE DE PARIS... LES MEUBLES POULIN 36, Faubourg Saint-Antoine - Paris (343.61.22)

Les entreprises de distribution ont aujourd'hui, au-delà du contrôle de caisse, des besoins nouveaux : analyse des ventes, rotation des stocks, calcul des marges.

NCR imagine et construit des systèmes informatiques exactement adaptés aux besoins de chaque secteur d'activité. Par exemple, les systèmes de saisie des données.

LIQUIDATION TOTALE chez VOG 34, rue Tronchet, Paris 9. 3 DERNIERS JOURS Super-Braderie sur les Prix

Le combat pour les syndicats

De même que le M.D.P. avait facilement pu s'imposer au niveau des administrations locales, le parti communiste avait pu étendre tout son poids au niveau des organisations syndicales pendant les semaines qui ont suivi le renversement du régime de M. Caetano.

Pourtant, un an plus tard, le parti communiste obtenait aux élections d'excellents résultats dans des villes industrielles comme Setúbal, Barreiro et Marinha-Grande, dans des régions de prolétariat agricole comme Beja et Évora, dans les centres politiquement développés comme Lisbonne et Porto.

Le parti du centre démocratique et social (C.D.S.) proteste contre l'arrestation de M. Rui Pena, membre de la commission politique du parti. Le C.D.S. déclare que cette arrestation, opérée au cours du week-end par quatre hommes en civil au domicile de M. Pena, est « arbitraire et injuste ».

SI VOUS MESUREZ 1 m 80 ou plus (jusqu'à 2 m 10) SI VOUS ETES FORT JOHN RAPAL GRANDES TAILLES

BUREAUX A LOUER OU A VENDRE France-Evry

EVRY: L'ANNEE DE LA REUSSITE.

Le 25 février 1975, Evry était la capitale de la France. M. V. G. d'Estaing y présidait le conseil des ministres. Le 18 mars 1975 c'est au tour du Ministre de l'Équipement, M. R. Galley d'inaugurer le centre ville et l'agora.

France-Evry: le centre d'affaires. Cinquante entreprises sont déjà installées à Evry. Parmi elles: IBM, la SNECMA, Belin-Nabisco, General Dynamic, les Presses universitaires de France.

France-Evry: premier centre d'affaires de la ville nouvelle. France-Evry: certainement les plus beaux bureaux de la région parisienne. 280 F le m² Valeur 2° trimestre 1974. Livraison immédiate.

Grèce tion reprend le projet de Co

EL



# EUROPE

## Allemagne fédérale

### RENOVÉ AU 30 MAI

# procès du « groupe Baader-Meinhof » procès engagé sur une bataille de procédure

Stuttgart. — Avant même que le tribunal président de la même chambre de la cour de Stuttgart, ait pu commencer la lecture des quelques pages de l'accusation, le groupe Baader-Meinhof a été révisé la fin du mois. La date de procédure qui était fixée a été lancée par les soins des accusés dès l'ouverture de la première audience. Le procès, d'ordinaire marqué un tel au départ du président, et de l'aide du procureur.

Quand, peu avant 9 heures, les accusés, Andreas Baader, Iron Meinhof, Ulrike Meinhof et Jan-Carl Raspe, menottes aux mains et enchaînés à leurs poignets, ont pénétré dans la salle d'audience, ils ont pratiquement vidé. La salle des visiteurs et des journalistes, bien que commencée plus de deux heures auparavant,

De notre envoyé spécial

n'était pas encore terminée. Les mesures de sécurité sont telles, dit-on, que, même un oiseau ne pourrait s'approcher de l'édifice sans être repéré. Le premier barrage de police se situe environ 400 mètres avant l'entrée. Premier contrôle d'identité pendant que la voiture est soigneusement filmée par un policier. Avant de pénétrer dans la salle, où, les deux mains passées molles dans leurs poignets, ils ont subi une fouille minutieuse pratiquée par deux policiers en civil, le « journaliste accablé » ne doit pas passer inaperçue dans les archives d'identité. La veille, la police l'a pourtant déjà photographié et lui a établi une carte spéciale qu'elle conserve dans ses archives. Seul un bloc-note et un crayon sont autorisés. Tous les autres objets sont confisqués pour être rendus seulement à la sortie.

donné une interprétation extensive de la loi autorisant l'expulsion des avocats. Le texte prévoit en effet, que l'expulsion est possible « sur des cas particuliers ». Le procureur craint que la décision de la cour ne constitue un motif de cassation et demande l'ajournement du procès jusqu'à ce que la première chambre de la cour d'appel de Stuttgart se soit prononcée sur l'expulsion des trois avocats en tant que défenseurs des autres accusés. En attendant, M. Croissant, Stroebel et Greenwald ont été révisés dans leurs droits et peuvent rendre visite à leurs « noupiettes » clients. Il ne fait guère de doute qu'une expulsion sera prononcée contre eux ce vendredi 23 mai, mais avec trois avocats et trois accusés, il existe trois combinaisons possibles, chacun changeant chaque fois de client. Cette bataille de procédure risque donc de durer encore plusieurs semaines.

## A Paris

### COMMANDO «PUIG ANTIC-RIKE MEINHOF» REVENDEUR DE L'ATTENTAT CONTRE LA MAISON DE SUÈDE

Immuable où sont installés la tou de Suède et le magasin de location des automobiles Volvo, avenue des Champs-Élysées, à 8-8, a été gravement endommagé, mercredi 21 mai, par un attentat à l'explosif. L'engin, qui a été déposé au bas d'une cage d'escalier, a explosé vers 22 heures provoquant une incendie et des dégâts matériels. Malheureusement, il n'y a pas eu de blessés. L'attentat a été revendiqué par un commando « Puig Antic - Ulrike Meinhof » dans un communiqué publié à la presse quelques heures plus tard. Cette organisation porte le nom du militant anarchiste catalan, exécuté à Barcelone, en 1937, et celui de l'une des accusées du procès du groupe Baader-Meinhof, qui a été arrêtée à Stuttgart.

Proposé de ce procès, les auteurs du communiqué, rappellent la prise d'armes à l'ambassade de R.F.A., à Bonn, le 24 avril dernier, ayant voulu manœuvrer leur dédicte avec les accusés et le président de la République fédérale. Nous invitons les révolutionnaires à faire rentrer l'attentat et le déroulement de ce procès dans la pratique.

Autre attentat à l'explosif a été commis le 21 mai, à l'encontre du bâtiment du conseil de la République fédérale d'Allemagne. On a retrouvé sur les lieux des traces de presse relatant le début du procès de Stuttgart et sur lesquelles avaient été écrits des mots anarchistes.

La salle d'audience, aménagée dans la forteresse qui a été spécialement construite en face de la prison de Stuttgart-Stammheim, tient à la fois de la salle de gymnastique et de l'atelier d'usine. L'édifice artificiel sur les murs de béton et le plastique blanc des meubles diffusent une lumière blafarde. Les accusés, amalgamés par leur grève de la faim de l'été dernier, avaient fait un cercle de flotter dans un monde irréel. Ils semblaient à la fois amusés par le spectacle et étonnés par leur geste de la faim de l'été dernier, avaient fait un cercle de flotter dans un monde irréel. Ils semblaient à la fois amusés par le spectacle et étonnés par leur geste de la faim de l'été dernier, avaient fait un cercle de flotter dans un monde irréel.

Dès le début de la séance, la défense, conduite par les quatre avocats ayant la confiance des accusés, est passée à l'attaque. Elle a tout d'abord demandé — en vain — que les gardiens assis entre les accusés soient éloignés de la salle. Elle a ensuite demandé la communication confidentielle entre les avocats et leurs clients. Le ton est dur : « On cherche à criminaliser la défense », déclare M. Von Fliedner. Puis les défenseurs demandent que les trois avocats, M. Croissant, Stroebel et Greenwald, exclus de la défense de Baader, soient autorisés à défendre chacun un des trois autres accusés. Après plus d'une heure de délibération, la cour refuse car « l'expulsion prononcée contre les trois accusés s'étend à toute la procédure ». « Il n'y a plus qu'à remplacer le président par un général de la Bundeswehr et ses assesseurs par d'autres officiers. Ensuite on pourra former un tribunal », déclare M. Schilly, avocat de Gudrun Ensslin.

Toutefois, le procureur général a senti le danger. Dans les attendus de sa décision, la cour a

## LA DÉTENTE NE PEUT PROSPÉRER QUE DANS LA MESURE OÙ BERLIN PROSPÈRE, déclare M. Kissinger à Berlin-Ouest.

Berlin-Ouest (A.F.P.) — « A l'âge thermodynamique, il n'existe pas d'alternative à la paix (...), mais l'Amérique ne cherchera jamais à établir cette paix en abandonnant ses principes ou en sacrifiant ses amis », a déclaré M. Kissinger, mercredi 21 mai à Berlin-Ouest, devant le Parlement de la ville.

« La détente, a-t-il dit, ne peut prospérer que dans la mesure où Berlin prospère. L'Europe ne vivra en sécurité que si vous (les Berlinois) vivez en sécurité. Toute a été l'initiative de l'Amérique depuis trente ans. Elle n'a pas changé. Au nom du président Ford et du peuple américain, je réitérerais aujourd'hui nos liens historiques. » Le secrétaire d'État a précisé que le gouvernement de Washington continuera de veiller à « une action appliquée » de l'accord quadripartite de Berlin.

« M. Henry Kissinger a reconnu que « compte tenu de la complexité de ce problème, on ne peut s'attendre que l'accord quadripartite soit exempt de frictions dans son fonctionnement quotidien ». « Personne cependant à l'Ouest ne peut nier les avantages pratiques que cet accord et les conventions qui en ont résulté ont apportés aux deux parties ».

● ERRATUM. — Dans l'article paru sous le titre « Pour une fête de la liberté » (Le Monde du 21 mai, page 15), Maurice Duverger demandait que le gouvernement de Bonn donne en pleine souveraineté à la Communauté européenne l'emplacement d'un des grands camps de concentration afin d'y élever un monument de la liberté. Il ajoutait : « — celui de Buchenwald ou celui de Dachau par exemple. » Il fallait lire : « — celui de Neuengamme ou celui de Dachau par exemple. » Le camp de Buchenwald, en effet, situé en R.D.A., est déjà à moitié érigé en monument national et visité par un grand nombre de jeunes.

● L'ancien étudiant Lothar Gend (trente-deux ans), membre d'un groupe terroriste d'extrême gauche, a été condamné, mercredi 21 mai, à quinze ans de prison pour tentative de meurtre dans trois cas et à trois mois de prison pour tentative de meurtre en juillet 1973, alors qu'il était en compagnie d'une autre terroriste, Gabriele Kroebner-Tiedemann, condamnée entre-temps à huit ans de prison. Il démontait les plaques minéralogiques de voitures en stationnement. Tous deux ont ouvert le feu sur les policiers et blessés l'un d'entre eux. — (A.F.P.)

## TRAVERS LE MONDE

### Bolivie

LE REPRESENTANT DE LA SOCIÉTÉ GULF-OIL, M. Donald Chiquita, a été placé, lundi 23 mai, en résidence surveillée. Le gouvernement de La Paz a, d'autre part, ouvert une procédure judiciaire contre la compagnie pétrolière, qu'il accuse d'avoir versé des pots-de-vin à certains fonctionnaires. Le président de la compagnie a été cité à comparaître. — (Reuters).

### Hongrie

DES SOCIOLOGUES HONGROIS Ivan Szelenyi, György Tot et son épouse Mme Zsuzsa Tot ont reçu l'autorisation d'émigrer, apprenant-nous de source hongroise à Paris. L'émigré

vain hongrois György Konrad avait adressé récemment une requête à M. Janos Kadar, premier secrétaire du parti, en faveur de M. Szelenyi (Le Monde du 13 mai). M. Konrad et son épouse ont l'intention de s'établir en France.

### Venezuela

DES ÉTUDIANTS ET DES PROFESSEURS de la région de Puerto-Ordaz, en Guyane, à 700 kilomètres au sud-est de Caracas, se sont associés mercredi 21 mai au mouvement de revendications des travailleurs des mines de fer en grève depuis le 15 mai. Pour la seconde fois depuis la nationalisation des mines de fer au mois de janvier, l'activité est totalement paralysée. — (A.F.P.)

**RENE TAVERNIER**

# L'AFFAIRE PORTAL

préface de JEAN DUTOURD

Les conséquences de l'affaire Portal dépassent le destin particulier de cette famille infortunée. Il ne s'agit donc pas pour l'auteur d'être un chroniqueur minutieux mais un témoin.

PRESSES DE LA CITE

**le refuge formation**

organisme de formation professionnelle continue

Stages de :

- Mathématiques et Informatique
- Statistiques et calcul des probabilités
- Recherche opérationnelle
- Prévisions et simulations
- Gestion des entreprises
- Fiscalité à l'usage des Entrepreneurs
- Marketing et Commercial
- Comptabilité
- Droit des Affaires
- Production et maintenance
- Formation Humaine
- Secrétariat
- Langues :
- (Allemand, Anglais, Arabe, Espagnol, Hébreu, Italien)

Pour tous les problèmes de formation continue, nos conseillers sont à votre disposition au téléphone ou sur rendez-vous

**LE REFUGE FORMATION**

10, Rue de Chabot (75010 PARIS)

Tel : 42.73.90 (225 55 12)

**rivages**

Des expéditions jeunes et des SUPERCHARTERS dont on revient... à des prix dont on ne revient pas!

Exemples :

MAROC	25 jours	1.050 F
TOURNAI	25 jours	1.350 F
SENEGAL	21 jours	2.250 F

Supercharters :

MAROC	700 F	TUNISIE	1.200 F
Etc...			

Mais aussi des formules plus classiques :

MAROC	2 sem.	1.200 F
IRLANDE	1 sem.	800 F
GRÈCE	2 sem.	1.350 F

Veillez à adresser gratuitement le Journal-Programme RIVAGES.

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Code Postal : .....

À retourner à RIVAGES, 538, rue St-Jacques, 75014 Paris - Lit. A 08

**"LA POMME A TOUT FAIRE"**

Cristallin et métal argenté - Hauteur 18 cm.

Coupe à fruits... 190 F... Bonbonnière...



**LANCEL**


Opéra - Rond-Point des Champs-Élysées  
C.J.P. Porte Maillot - Parly 2 - Vélizy 2 - Créteil

**BROCANTE A LA BASTILLE**

ancienne gare de la Bastille

**du 23 Mai au 1er Juin 1975**

ouvert de 12 à 21 h - vendredi de 12 à 23 h  
samedi et dimanche de 10 h à 21 h



**Depuis 25 ans, le temps mis à parfaire nos finitions ne nous a jamais empêché de livrer nos appartements à temps.**


Nous avons un principe : faire les choses à fond. C'est pourquoi, chez nous, vous trouverez la même perfection jusque dans les moindres détails. Nous étudions minutieusement la répartition des surfaces pour qu'elles soient plus agréables à vivre. Nous choisissons les meilleurs matériaux pour les mettre au service du confort. Il ne reste plus qu'une chose à faire : s'installer et vivre heureux. C'est vrai. Nous mettons probablement plus de temps que les autres à parfaire nos finitions. Bien organisés, cela ne nous a jamais empêché de livrer à temps.

**Les Jardins de Talma**  
Les cuisines, parfaitement bien équipées, sont le rêve de toutes les femmes. Du studio au 5 pièces.  
1, rue Talma, Brunoy 91.

**Lasson XII**  
Des chambres agréables. Avec un beau balcon donnant sur un jardin où il fait bon se réveiller.  
Du studio au 5 pièces.  
9-15, rue Lasson, Paris 12<sup>e</sup>.

**Chephren**  
Un beau séjour en L vous offre un agréable coin salle à manger. Du 2 au 5 pièces.  
85-95, boulevard de la Gare, Paris 13<sup>e</sup>.

**Le Saint Saëns**  
Des surfaces bien distribuées : pendant que vous recevez, vos enfants dorment au calme.  
Du studio au 6 pièces.  
2-18, rue St Saëns, Paris 15<sup>e</sup>.



**Avec nos associés, nous avons beaucoup construit**

De la résidence de grand luxe à la maison individuelle en passant par l'immeuble traditionnel et même la tour d'habitation la plus haute d'Europe, nous avons déjà réalisé plus de 85.000 appartements.

Bien sûr, nous ne faisons pas "cavalier seul". Nous avons le soutien de nos actionnaires : les plus importantes banques et compagnies d'assurances de France.

**Avec la CORI, nous avons beaucoup vendu**

La CORI fait aussi partie du groupe SACI. Elle est aujourd'hui l'une des premières centrales de vente immobilière de France.

Ses principaux atouts : Un service marketing assurant une totale connaissance des motivations et des besoins des acquéreurs. Une force de vente dont le rôle est de conseiller avant de vendre.

La CORI a en portefeuille 4.300 appartements. Parmi lesquels il y a sûrement celui dont vous rêvez. N'hésitez pas - demandez-lui conseil -

254, boulevard Saint Germain  
75007 Paris tél. 260.38.22


**SACI. Que notre expérience de constructeur vous rassure.**

**CORI**

### La légèreté d'un costume d'été, la tenue d'un costume d'hiver

Ce qu'il faut attendre d'un costume de demi-saison ? Pour Lanvin 2, il doit avoir la tenue d'un costume d'hiver mais aussi une légèreté qui convienne à la saison ; si les nuances sont plus claires, volontiers pastel, la coupe n'en est pas moins habillée : c'est un costume de ville.

Quant au tissu, l'assortiment de Lanvin 2 est si étendu que c'est au fond une affaire de goût et de circonstances. À vous de choisir entre les mohair et laine, les délicates soies sauvages, les résistants fil à fil ou encore ces merveilleux peignés de 280 grammes. De 1100 à 1750 F.



**LANVIN**  
2, rue Cambon, Paris 1er. Tél. 260 33-83

### Monsieur l'Ingénieur,

Pour assurer le meilleur rapport des améliorations que vous préconisez, lisez en page 34 la lettre que Honeywell vous adresse.

---

Participez à un **GROUPE de RENCONTRE** "Week-end des 30 (sabr), 21 et 22 juin prochains Communication et dialogue, écoute et expression, développement personnel, vécus à travers les relations et la dynamique d'un groupe de rencontre.

Enseignements et inscriptions : Tél. : LYO. 39-13  
Se reporter à l'ouvrage de C. Borez : "Les Groupes de rencontre" (Démot).

## AFRIQUE

### Madagascar

Ouvert à Tananarive il y a deux mois

## LE PROCÈS DES ASSASSINS DU COLONEL RATSIMANDRAVA RESTE ENTOURÉ D'INCERTITUDES

De notre envoyé spécial

Ouvert il y a deux mois à Tananarive, le procès destiné à faire la lumière sur l'assassinat du colonel Ratsimandrava, mais le 11 février dans la capitale malgache, n'a pas progressé de façon décisive.

Lundi 31 mai, la famille du colonel assassiné a décidé de cesser d'être partie civile au procès dans lequel sont impliqués trois cent deux accusés, parmi lesquels MM. Philibert Tsiranana, ancien président de la République, André Rasampoa, ancien vice-président.

L'affaire déjà assez floue du « complot de décembre » : des officiers militaires à l'époque, venaient renverser le régime du général Ratsimandrava, vieux de deux ans seulement, mais déjà à demi-paralysé par des dissensions internes. Une fois le complot écarté, sans trop de mal, certains officiers auraient été mis aux arrêts de rigueur, et l'un d'eux, le colonel Bréhard Rajasonjison, ira se réfugier, le 21 janvier, au camp d'Antanimora, occupé par le Groupement mobile de police (le G.M.P., anciennes forces républicaines de sécurité, recrutées surtout parmi les soldats).

On attend également de sa s'il est exact que le gendarme aurait eu vent, dès le 7 février d'une tentative d'enlèvement si le balisage du parcours arrêté par la voiture du chef d'Etat avait été reconnu, les gendarmes chargés d'assurer la sécurité (ce qui n'a jamais été) n'ont pas été troués sur place ? — n'ont pas été muniqués à la défense qui, de côté, aurait répondu à faire connaître des habitants du pays pour ne pas compromettre leur sécurité.

Tananarive. — Les Malgaches aiment un jeu, le « solitaire », qui consiste à sauter assez habilement trente-sept boules pour les éliminer ainsi toutes, sauf la dernière, placée au centre. Ce qui requiert, paraît-il, une bonne dose de réflexion surtout dans le choix décisif de la première boule. La pratique de ce jeu doit être d'un grand recours, pour qui tente de dénouer ce « procès du siècle », fait aux mutins du camp d'Antanimora et aux assassins présents du colonel Ratsimandrava, un officier de gendarmerie abattu le 11 février, six jours seulement après son accession à la tête de l'Etat.

Les événements vont alors se précipiter. Le général Razanandrasoa démissionne son gouvernement le 25 janvier et, après dix jours d'aterrissements, finit par remettre les pleins pouvoirs à son ministre de l'intérieur, le colonel Ratsimandrava, qui forme aussitôt un cabinet plus homogène, et tente de négocier la fin de la « rébellion » d'Antanimora. Le coup de théâtre intervient au moment même où la nouvelle d'un compromis filtre : le 11 février, peu après la tombée de la nuit, l'escorte du chef de l'Etat tombe dans une embuscade, alors qu'il se fait reconduire à sa résidence. Le colonel Ratsimandrava est tué d'une seule balle, qui a traversé le cœur, comme le révèle l'autopsie pratiquée par l'un de ses cousins.

On attend également de sa s'il est exact que le gendarme aurait eu vent, dès le 7 février d'une tentative d'enlèvement si le balisage du parcours arrêté par la voiture du chef d'Etat avait été reconnu, les gendarmes chargés d'assurer la sécurité (ce qui n'a jamais été) n'ont pas été troués sur place ? — n'ont pas été muniqués à la défense qui, de côté, aurait répondu à faire connaître des habitants du pays pour ne pas compromettre leur sécurité.

« Plus on va dans cette affaire, plus on sent que des points restent à éclaircir », observe-t-on dans les milieux militaires. On ne saurait mieux dire : à l'issue de deux mois d'audiences, le procès reste toujours à la merci d'un rebondissement. Mais il pourrait tout aussi bien finir en « queue de poisson ». Certes, afin d'éviter « la concorde, la fraternité et l'unité nationale », le directeur militaire, qui gouverne l'Etat depuis le meurtre, a décrété l'amnistie pour ceux qui ne sont pas prévenus pour complicité, ou pour participation à l'assassinat de l'ancien chef de l'Etat. Mais on croit la décision, sur près de trois cents prévenus, dont une centaine sont déjà en liberté provisoire, il n'en restera que trente à quarante, dont le cas pourrait être tranché dans les prochains jours devant un tribunal militaire spécial, nommé par le directeur, et dont le président sera un magistrat.

La nuit même, le général Razanandrasoa, ministre du cabinet, forme un directeur militaire de dix-huit officiers, qui impose la loi militaire. La reddition d'Antanimora ne s'effectue pas sur-le-champ, ni sans effusion de sang (vingt et un morts, dix-sept blessés graves, compte tenu des victimes de l'attentat). Le siège du parti socialiste malgache de MM. Tsiranana et Rasampoa se poursuit en état de rébellion en règle. En comptant les mutins d'Antanimora et quelques inculpés supplémentaires, le directeur militaire se retrouve donc alors avec près de trois cents prévenus sur les bras. Le « procès du siècle » va s'ouvrir dans une atmosphère assez tendue.

Il y a également d'autres venus : le colonel Ratsimandrava qui ne voit dans l'ordre M. Christian Bora d'organiser le mouvement de M. André Rasoanaivo secrétaire général du parti socialiste malgache, qui aurait donné de l'argent au G.M.P. en lui refusant une voiture. « Ses sortirs gratuits », nous dit l'occasion d'une suspension de séance, le commandant Isidore du camp d'Antanimora.

### La thèse de l'enlèvement

Un fait est cependant clair : les trois survivants d'un commando de cinq hommes, qui ont mené l'enlèvement, sont des membres du G.M.P. d'Antanimora. Ils disent avoir reçu leurs ordres de M. Christian Bora, un commissaire de police, qui dirige l'enquête menée par les gendarmes. Ils reconnaissent qu'on leur a commandé de tuer le chef de l'Etat. Mais à l'audience, ils se rétractent, assurant avoir été malmenés, balayés trois jours et trois nuits sans manger, et enchaînés deux par deux, avec interdiction de communiquer. La déposition de M. Christian Bora concordera : l'ordre était de « kidnapper » le colonel Ratsimandrava et de l'acheminer vers le camp d'Antanimora, situé aux abords de l'agglomération de Tananarive. Il n'aurait jamais été question de l'éliminer physiquement.

### Une deuxième version des faits

C'est ici qu'intervient la deuxième version de l'attentat, celle du commando paralysé. Une mystérieuse équipe de quatre hommes à bord, aurait été aperçue, à deux reprises, sur place. Des membres de l'escorte du chef de l'Etat (six ou sept gardes du corps qui suivaient dans une jeep la Peugeot 404 noire du colonel) disent avoir vu trois ou quatre personnes en civil dans une impasse voisine. Bref, les tirs seraient venus d'ailleurs, et le commando

### Une troisième version des faits

de G.M.P. se serait fait « doubler » par une mystérieuse équipe de hommes assez habiles, pour que le commando du G.M.P. se voit écarté du meurtre.

Selon la procédure d'exception choisie, l'enquête confiée à la gendarmerie, dont le colonel Ratsimandrava est l'ancien chef, a été

### en direct du Brésil

**6800 F** sofa + 2 fauteuils en cuir retourné prix catalogue 7.550 F




en peau naturelle: 7.970 au lieu de 8.860 F

**Brésil: des matières premières en abondance**  
**Brésil: un coût de fabrication très réduit**  
**Brésil: une aide efficace de l'état à l'exportation**  
**Brésil: un transport bon marché par conteneur**  
**Brésil: des conditions douanières spéciales**

**La Boutique du Brésil** des prix exceptionnels une collection de 22 modèles design cuir véritable en 11 merveilleux coloris: 4.950 à 19.950 F le salon de 5 places crédit possible.

43 avenue de Friedland Paris 8<sup>e</sup> tél. 359.22.10

### Une gamme de : 10, 11, 13 et 15 CV.



## NOUVELLES FORD GRANADA

**SADVA** 19, rue de Presbourg, PARIS (11<sup>e</sup>) Tél. : 533-37-08  
129, bd Jean-Jacques, 92 - CLICHY Tél. : 730-71-13

## QUINZAINE DU DIAMANT

15% de remise et le crédit gratuit (6 mois)



**MP**  
8, PLACE DE LA MADELEINE - PARIS  
138, rue Lafayette Paris • 86, rue de Rivoli Paris  
92 Colombes 65, rue Saint-Denis • 93 Montreuil 217, rue de Paris

Une deuxième version des faits

C'est ici qu'intervient la deuxième version de l'attentat, celle du commando paralysé. Une mystérieuse équipe de quatre hommes à bord, aurait été aperçue, à deux reprises, sur place. Des membres de l'escorte du chef de l'Etat (six ou sept gardes du corps qui suivaient dans une jeep la Peugeot 404 noire du colonel) disent avoir vu trois ou quatre personnes en civil dans une impasse voisine. Bref, les tirs seraient venus d'ailleurs, et le commando

de G.M.P. se serait fait « doubler » par une mystérieuse équipe de hommes assez habiles, pour que le commando du G.M.P. se voit écarté du meurtre.

Selon la procédure d'exception choisie, l'enquête confiée à la gendarmerie, dont le colonel Ratsimandrava est l'ancien chef, a été

**JEAN-CLAUDE POMON**  
(1) 1 F malgache = 0,08 F.

## Les Estérelles

Une solution de tranquillité pour votre argent... et pour vous

A 20 minutes du cœur de Paris (St-Lazare). Au centre de Cormeilles-en-Parisis. Dans un cadre de verdure et d'air pur, immeubles livrables fin 1975 - du studio à 7 pièces, des appartements entièrement aménagés et décorés dans les plus beaux détails se trouvent facilement ou seront une résidence agréable pour vous ou vos enfants.

14, boulevard Carnot - 95240 CORMEILLES - Tél. 1975

هنا من الأمل



# AFRIQUE

## LE CONFLIT DU SAHARA ESPAGNOL

### La mission d'enquête de l'ONU se rend au Maroc

Après s'être rendue à El Aïoun (Sahara espagnol) puis à Madrid, la mission d'enquête de la commission de décolonisation des Nations unies devait arriver le jeudi 22 à Rabat et gagner ensuite Agadir et autres villes sahariennes.

La visite de la mission de l'ONU coïncide avec un regain de tension dans le territoire administré par l'Espagne. Plusieurs camps de main contre les troupes espagno-

les ont été revendiqués ces derniers jours par deux mouvements nationalistes, le Front Polisario (favorable à l'indépendance, hostile au rattachement au Maroc) et le Front pour la libération et l'unité (pro-marocain).

D'autre part, le secrétaire général d'un autre mouvement — l'Union nationale saharienne — M. Khalil Henna Ould el Rachid, et deux membres du comité exécutif de ce parti (que Madrid avait reconnu) ont gagné

le Maroc et fait allégeance à Hassan II. M. el Rachid a dénoncé au cours d'une conférence de presse, la « répression » exercée au Sahara occidental par les Espagnols.

Toutefois, a-t-il précisé, je n'ai pas eu connaissance d'exécution d'opposants.

Notre envoyé spécial rend compte ci-dessous de la situation aux confins sahariens du Maroc.

« Pour nous, il n'y a pas de frontière »

artaya. — A 30 kilomètres du littoral atlantique, quelques baraquements de planche et de toile marquent le lieu où se situe le Maroc de la Seguiet el Hamra — la partie nord du Sahara occidental administré par l'Espagne. A peu de distance de ces baraquements, deux tentes, maisonnées en terre battue, jeunes commandants portant signe des parachutistes, quelques soldats en tenue de campagne, c'est le poste marocain. En face, à un kilomètre et demi, légèrement à l'est, une masse blanche d'un fortin défilé par des coupures, c'est le poste espagnol. A l'intérieur, le sable émergeant des pierres et les lignes bleues des « chouchous » du désert. Nous sommes lieu-dit « le Crochet ». (1) Non loin de la dépression de Tah et celle de la mer des lacs, à l'est du point de passage et offi-

ciers marocains patrouillent pour empêcher les passages.

« Il y en a quand même... Bien sûr, en dehors de lieux officiels. Ce que ce sont, nous ne les empêchons pas, car, de part et d'autre du 27<sup>e</sup> parallèle, les Reguibat et les Tekna sont chez eux. S'ils veulent retourner dans la Seguiet el Hamra, alors, nous ne les empêchons pas. Les Espagnols s'y opposent, comme s'ils étaient en territoire neutre. Leur position est politique, comme ils ont redouté ces rencontres sur les sables du désert et du feu. C'est ainsi qu'a pris sans nouvelle compter le problème des « réfugiés » — un mot que je refuse en l'occurrence, car peut-on être « réfugié » de sa patrie dans sa patrie ? »

Les messages de nos temps ont rythmé la vie de ces tribus

tant du Sahara) ne sont sédentarisés. Tan-Tan, chef-lieu de la province de Tarfaya, n'était, en 1968, lors du transfert de cette dernière par les Espagnols aux autorités marocaines, qu'une place militaire avec ses casernes et quelques habitations. Elle est devenue un chantier permanent. Maisons en terre brune compacte ou en aggloméré de ciment s'élevaient sur les sables. On achève la piste d'un aérodrome où les avions des lignes intérieures pourront bientôt se poser. « L'effort financier de l'Etat en faveur de cette province désertique, nous a dit le gouverneur, M. Salah Zemrag, va jusqu'à la détermination des terres de prendre possession. Tan-Tan fut la première commune des îles Canaries. Bien des choses pouvaient être importées et vendues ici sous forme de commerce. Mais c'est les Espagnols qui ont fermé les sables du « Crochet », le négoce avec les Canaries a cessé également. »



du Sahara espagnol au Maroc et vice-versa.

Des touristes en jeep ou en dromadaire l'empruntent. D'autres, en sac au dos, bivouaquent seuls, chèvres, chiens et chiens, en quête d'un « stop » pour passer plus loin, vers El Aïoun ou Tarfaya. On ne « passe » que 2 fois par semaine, le lundi et le jeudi.

« Si cela ne tenait qu'à nous, serait tous les jours, nous à la commandant, car, pour nous, il n'y a pas de frontière. C'est le Maroc. Au-delà des lignes, c'est encore le Maroc. Les Espagnols ne visent les seppois que le lundi et le jeudi. Et vous aussi, par conséquent ? »

« Je ne vois rien. Nous ne sommes pas un poste frontière. Ce que, encore une fois, il ne s'y agit de frontière intérieure au Maroc. Nous renseignons les étrangers de passage, à la commandant Hassan ben sur appartenant à cette génération d'officiers formés après indépendance. Aguerri dans les sables du corps expéditionnaire marocain au Golan, il compte le de sans déplacement visible de ses. Tout près de là, il a foré puis et trouve de l'eau — la nasse dans cette aridité. Que faites-vous de ces baraquements ? Il y a-t-il des magasins ? Ce sont des magasins fermés, aque lundi et chaque jeudi s'y vit un souk (marché). Les 25 des tribus Reguibat et Tekna, qu'ils soient en deçà ou au-delà du 27<sup>e</sup> parallèle, s'y renouent. Or, depuis environ 1968, les Espagnols ont fermé le territoire administré par le Maroc de la Seguiet el Hamra et du Rio de Oro. Les troupes de l'armée marocaine de libération qui ont menagé à s'y implanter. Au fil des ans, estiment les responsables marocains, environ vingt-cinq mille Sahraouis (châ-

#### « Le Sahara est marocain »

De Tan-Tan et des camps de nomades, une chanson s'élève : « Le Sahara est marocain ! Hassan II est notre roi ! Nous avons fait la répression des soldats de Franco ! » Dans un tonisme-

#### LOUIS GRAVIER.

(1) Dans le langage de cette région, le terme français s'est imposé, s'agit, semble-t-il, d'un glissement phonétique à partir du terme espagnol « el cruce » (le croisement).

### Porte-monnaie - Porte-billets bicolore



Opéra - Rond-Point des Champs-Élysées  
C.I.P. Porte Maillot - Paris 2 - Vélizy 2 - Créteil

### COLLECTEUR ESPAGNOL

ACHETE  
TABLEAUX ESPAGNOLS XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles

Agarot, Anselmo-Camacho, Arteta, G. Baccarot, Barja, J. Bellver, Aureliano de Berastain, G. Bilbao, R. Canals, Cardenas, Castañer y Estorach, E. Casas, Franco Castro, J. Concha, V. Cordero, U. Cusa, P. Delgado, Domingo-Marquez, Domingo Almaraz, Roberto Domínguez, Echevarría, Forner, J. Gallegos, B. Galofre, García Ramos, Gasso, F. Giménez Gual, J. Gómez, J. Harbino Jimenez-Aranda, Leon Y Escobedo, Lizasoain, E. Lucas, Lucas Villanar, F. Madrazo, E. Madrazo, Marcelino de Urquía, Martí y Alcázar, Martínez-Abadía, E. Martínez-Cubells, S. Martínez-Cubells, Mas y Fontdevila, S. Molinos, Molinos, J. Miró, F. Miralles, Manrique, J. Martín, Menéndez-Pidal, J. Navarro, Nicolás-Ojeda, L. Novet, Benjamín-Pascual, Pabloschi, G. Perez-Villanar, L. Pizarro, C. Pla, F. Prodlia, Dario de Rosellina, A. Rovira, Elacocha, M. Rico, L. Romero de Torres, S. Rovira, E. Sala Saldaña, Sanchez-Estrella, Sanchez-Pardo, J. Martel, E. Sureda, J. Sureda, M. Urral, Ramon de Zabala, Valentin de Zabala, J. Zabala, Zabala.

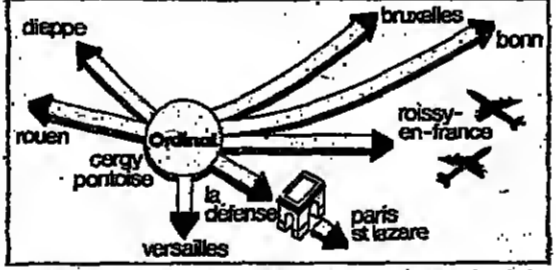
HOTEL DE CASTIGLIONE, 40, Fg-Saint-Honoré - Paris (2<sup>e</sup>)  
Téléphone 265-07-50 ou 265-77-50  
pour quelques jours  
Mme OLIVER  
agence comptant au plus haut prix.

## Deux questions à se poser quand on veut implanter ses bureaux dans la région parisienne

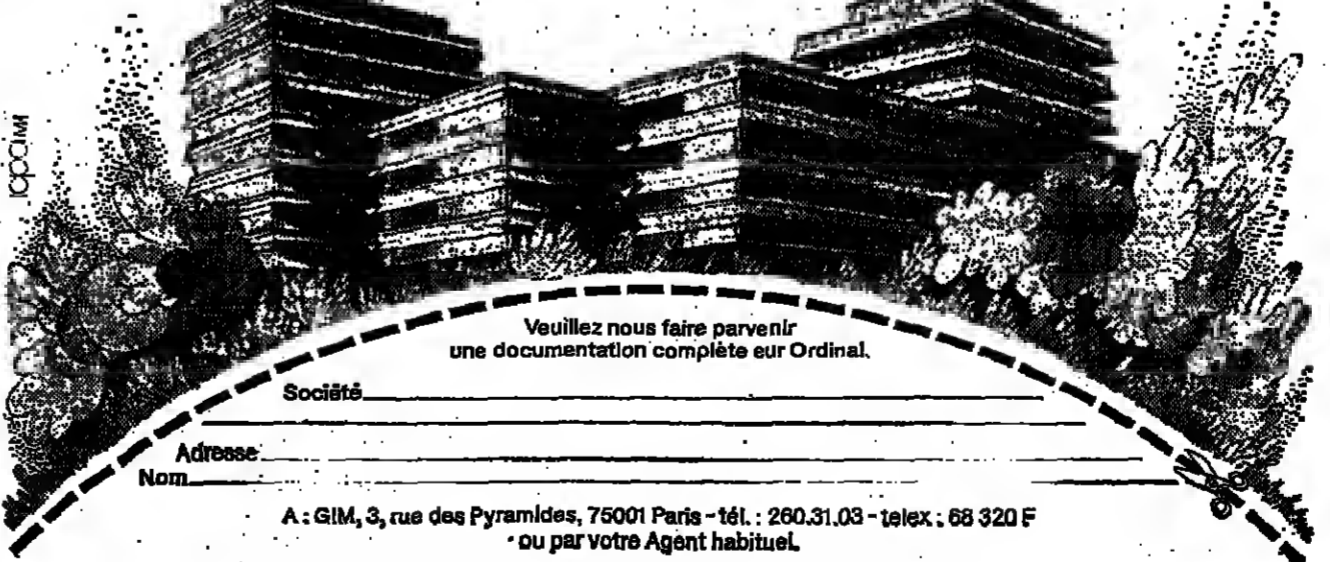
**1** Doit-on choisir Paris ou la région parisienne ?  
On est souvent fortement tenté de s'implanter à Paris. Bien sûr, c'est la capitale et c'est encore le grand centre administratif de la France. Mais Paris-Centre c'est aussi des prix au m<sup>2</sup> et des charges qui grèvent lourdement les frais généraux. Et puis tout change vite... Surtout la région parisienne.

Cergy-Pontoise, villa nouvelle, sur l'axe Ouest-Nord-Est du courant d'affaires européen à 30 mn de l'Etoile est en soi un centre administratif complet. Conçue et structurée pour accueillir les firmes internationales aussi bien que françaises.

**2** Où trouver un complexe de bureaux qui réponde parfaitement aux besoins de ma firme ?  
De plus en plus les structures des firmes modernes appellent des conceptions de bureaux souples. Ordinal à Cergy a été conçu pour répondre à ce besoin croissant de flexibilité. Bureaux classiques, paysagés ou semi-paysagés ont été prévus - assurant le calme nécessaire à une ambiance de travail optimale. Son architecture originale, la qualité des équipements, une conception ultra-moderne, air conditionné, aires de parking, accès, etc., font d'Ordinal un programme-pilote. En plus Ordinal comprend un ensemble commun de services à la disposition de tous. Banques - restaurant - centre commercial. Point très important, vous ne payez à Ordinal que 2.950 francs H.T. le m<sup>2</sup> utile, prix ferme et définitif. 12.000 m<sup>2</sup> seront livrés en 1<sup>re</sup> tranche en octobre 1975, à la vente ou en location, et 35.000 m<sup>2</sup> suivront en 2<sup>e</sup> tranche. Pour plus de détails veuillez nous adresser le coupon ci-dessous.



— près de l'Oise avec ouverture sur le réseau fluvial — à 30 mn de l'aéroport Roissy-Charles de Gaulle, Cergy sera bientôt un grand centre d'affaires. De nombreuses Sociétés par milliers les Minnesotas 3M France, ont déjà choisi Cergy.



Veuillez nous faire parvenir une documentation complète sur Ordinal.

Sociétés

Adresse

Nom

A : GIM, 3, rue des Pyramides, 75001 Paris - tél. : 260.31.03 - telex : 68 320 F - ou par votre Agent habituel.

re il y a deux ans  
DU COLONEL BASTON  
D'INCERTITUDES

Estère

Vacances de grande famille

TROPEZ HOTEL BYBLOS

PHONE (91) 874002 - TELEX 87 225 F



ASIE

ROCHE-ORIENT

Après l'assassinat de leurs officiers américains à Téhéran

LES LIENS ÉTROITS LES ÉTATS-UNIS ET L'IRAN DEMEURENT

Le département d'Etat... l'assassinat, mercredi 12 mai, en plein centre de Téhéran, de deux officiers américains (voir la page 22)...

Liban NOUVEAUX RONTHEMENTS MEURTRIERS ENTRE PHALANGISTES ET PALESTINIENS

Personnes, dont deux Palestiniens, ont été tués et une dizaine blessés lors d'un attentat à l'explosif...

DIPLOMATIE

Satisfaction discrète à Washington à l'annonce de la participation de W. Giscard d'Estaing au dîner de Bruxelles

Washington. — La nouvelle de l'annonce à Bruxelles, autour de la table de M. Giscard d'Estaing...

PETIT DÉJEUNER DES QUATRE PARIS LE 28 MAI

La réunion des quatre ministres français, britannique, allemande et américaine...

Vietnam Le rôle politique de la < troisième force >

(Suite de la première page.) Que reste-t-il aujourd'hui des espoirs de ceux qui ne voulaient ni du communisme ni du régime de M. Thieu...

Conditions de détention, formation de la troisième force qui avait été la détente des prisonniers politiques...

La suite de ses propos montre que certaines dirigeants de la troisième force se sont ralliés aux vainqueurs...

Quel est le rôle de l'avocat qui croit, dit-il, à la possibilité d'un « état spécial » pour le Vietnam du Sud ?

« Les vainqueurs sont les gens du G.R.P. »

M. Tran Ngoc Lieng croit-il que la troisième force pourrait être représentée au gouvernement ?

L'ACCUEIL DES RÉFUGIÉS EN FRANCE Les enfants du < Baby Lift >

« Voici 1 000 000 de francs et un Boeing 747. Remenez-nous de Saigon... enfants du < Baby Lift >... »

« L'armée sera la première à être réunifiée. » Ce propos du vice-président du conseil... »

« Le Front patriotique fait la loi dans le pays. Le conseil des ministres, on l'est maintenant depuis le départ de quatre ministres de droite... »

Birmanie PÉKIN EXPRIME SA CONFIANCE AUX COMMUNISTES

Pékin (A.F.P.). — Le Quotidien du peuple a publié, mercredi 21 mai, un message du comité central du P.C. chinois au parti communiste birmanien...

Laos L'armée est en voie de réunification

Le gouvernement de Vientiane a interdit aux ressortissants laotiens, mais aussi aux résidents chinois, vietnamiens et khmères de quitter le royaume...

Un régime d'une rare efficacité

L'armée, en voie d'unification de Pathet-Lao n'a-t-elle pas, dès mardi, fait entrer discrètement dans Vientiane des chars et des pièces de D.C.A. ?

Cambodge CENT CINQUANTE FRANÇAIS N'AUROIENT PAS QUITTÉ LE PAYS

On est sans nouvelle de cent cinquante Français immobilisés en route de France à Phnom-Penh et qui n'ont pas été évacués par le dernier convoi qui a passé la frontière thaïlandaise...

GRANDE RÉCEPTION A PARIS POUR FÊTER LA VICTOIRE

Quelques deux mille personnes ont assisté, mercredi soir 21 mai, à une réception donnée à Paris par M. Pham Van Ba...

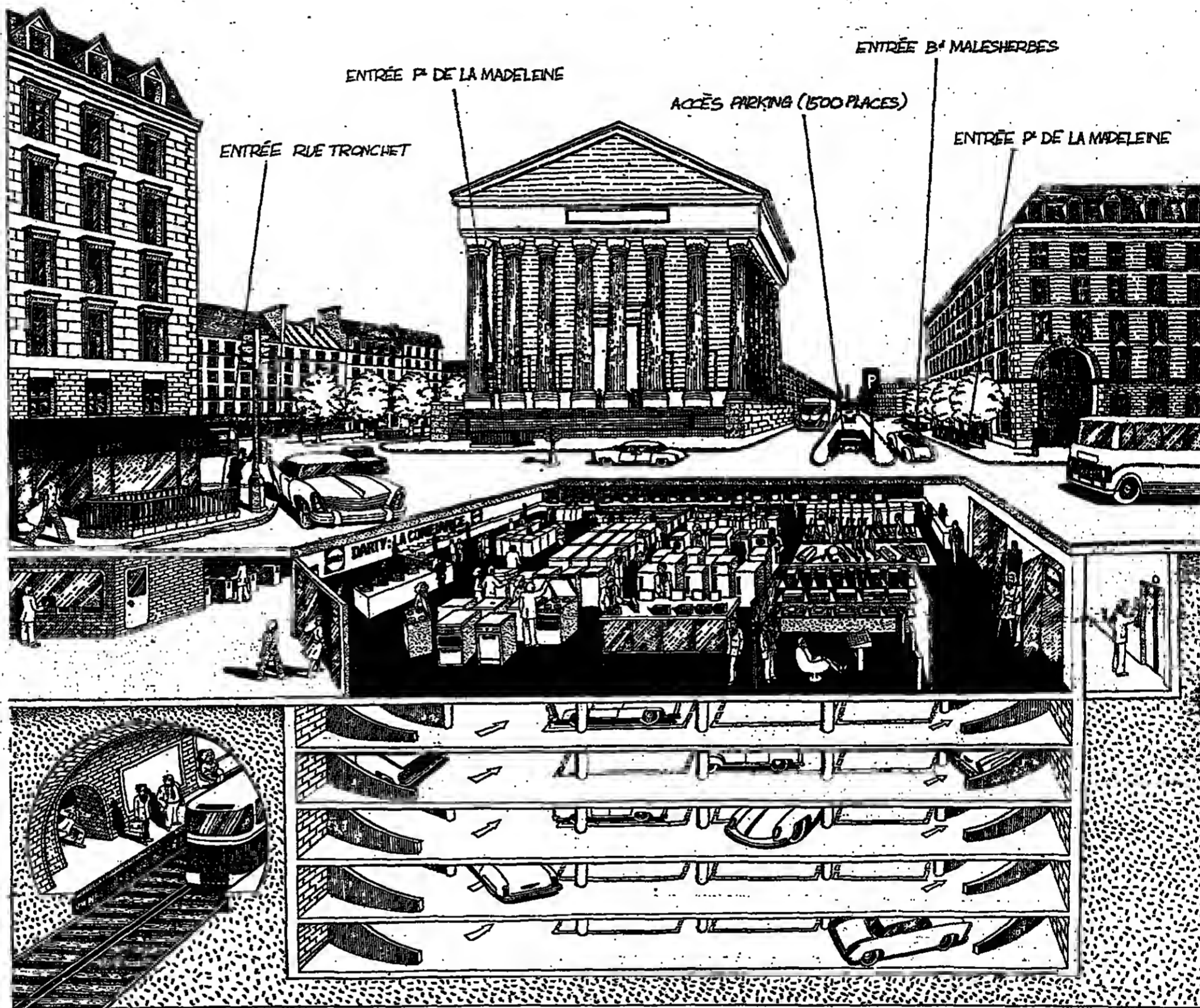
LE CONGRÈS AMÉRICAIN A VOTÉ UN CRÉDIT DE 455 MILLIONS DE DOLLARS POUR L'AIDE AUX RÉFUGIÉS

Washington (A.F.P., A.P.). — A la suite d'une commission mixte des deux Chambres, le Congrès a adopté, le mercredi 12 mai, un projet de loi autorisant le gouvernement à consacrer 455 millions de dollars à l'aide aux réfugiés d'Indochine...

Monsieur le Directeur

Pour réduire vos charges de structure, lisez en page 34 la lettre que Honeywell vous adresse.

# Darty-sous-la-Madeleine : Pour les prix les plus bas, descendez !



Darty enfin au cœur de Paris ! Pour profiter des prix les plus bas de France, il vous suffit de descendre sous la Madeleine. A pied, par le métro à la station Madeleine ou en voiture, sans problème, avec 5 étages de parking pour vous garer. Dans les trois cas, vous ne pouvez pas vous tromper : Darty-sous-la-Madeleine, c'est juste sous la Madeleine.

En électroménager, Hi-Fi ou télévision, vous y ferez vos achats avec la protection du Contrat de Confiance Darty. Par exemple, si vous trouvez moins cher ailleurs, Darty vous rembourserait la différence et vous offrirait, en plus, une bouteille de champagne.



**En plus, pour l'ouverture, venez parier avec nous : des dizaines de polaroids et des centaines de cadeaux à gagner !**

75 - PARIS 8<sup>e</sup> : Darty-sous-la-Madeleine - Parking place de la Madeleine.  
 75 - PARIS 11<sup>e</sup> : 25 à 35, bd de Belleville. M<sup>o</sup> Couronnes ① ⑦  
 75 - PARIS 13<sup>e</sup> : 168, av. de Choisy. M<sup>o</sup> Pl. d'Italie. . . . . ② ⑦  
 75 - PARIS 18<sup>e</sup> : 128, av. de St-Ouen. M<sup>o</sup> Pte de St-Ouen ① ⑦  
 75 - PARIS 20<sup>e</sup> : 3 à 7, av. de la Pte-de-Montreuil.  
 M<sup>o</sup> Pte de Montreuil . . . . . ② ⑦ ⑧

78 - ORGEVAL : Centre Commercial "Art de Vivre" ① ② ⑧  
 91 - THIAIS RUNGIS :  
 Centre Régional de la "Belle Epine" . . . . . ③  
 92 - CHAILLON : 151, av. Marcel-Cachin. RN 306 ③ ⑤ ⑥  
 93 - BAGNOLET : Pte de Baguollet.  
 M<sup>o</sup> Gallieni. Au pied du Novotel. . . . . ③ ⑥  
 93 - BONDY : 123 à 133, av. Gallieni. (Bus 147 D) . . . ② ⑤ ⑥

93 - PIERREFITTE : 102-114, av. Léonie. RN 1 . . . . . ② ③ ⑥  
 94 - CHAMPIGNY : 12, av. R. Salengro.  
 La Fourchette. RN 4 . . . . . ② ③ ④  
 94 - CRETEIL : Centre Régional Créteil "Soleil" . . . . . ③  
 95 - CERGY-PONTOISE :  
 Centre Régional "Les 3 Fontaines" . . . . . ③

LÉGENDES : ① Nocturne le mercredi jusqu'à 21 h 30 - ② Nocturne le vendredi jusqu'à 21 h 30 - ③ Nocturne le mardi, mercredi, jeudi, vendredi jusqu'à 21 h - ④ Ouvert le dimanche matin  
 ⑤ Ouvert le dimanche toute la journée - ⑥ Fermé le lundi - ⑦ Fermé le lundi-matin - ⑧ Fermé le mercredi.

**Darty le seul spécialiste électroménager, Hi-Fi, TV qui ose vous signer le Contrat de Confiance.**

هنا من الأهل

# Le sort des collectivités locales préoccupe les sénateurs

Le Sénat a longuement discuté, le 21 mai et le 22, jusqu'à 9 heures du soir, de la question des finances locales, liée à celle de l'unité communale. Dans leur très grande majorité, les sénateurs ont été favorables à la loi proposée par le ministre de l'Intérieur, M. Michel Poniatowski. Beaucoup ont été déçus par le fait que le ministre de l'Intérieur, M. Michel Poniatowski, n'ait pas proposé de mesures plus concrètes et plus immédiates.

**Le Sénat et le ministre de l'Intérieur** ont discuté, le 21 mai et le 22, jusqu'à 9 heures du soir, de la question des finances locales, liée à celle de l'unité communale. Dans leur très grande majorité, les sénateurs ont été favorables à la loi proposée par le ministre de l'Intérieur, M. Michel Poniatowski. Beaucoup ont été déçus par le fait que le ministre de l'Intérieur, M. Michel Poniatowski, n'ait pas proposé de mesures plus concrètes et plus immédiates.

attentions la réforme d'ensemble, car ce n'est pas en réformant la patente et en remboursant la T.V.A. que l'on résoudra le problème des finances locales.

M. DESCOURES (D.S.) demande que l'on substitue progressivement à la suppression de l'impôt local à l'économie improductive de l'Etat. Mais ce développement de la démocratie locale implique, dit-elle, une nouvelle répartition des ressources.

d'Etat, ministre de l'Intérieur : « Je voudrais bien savoir comment les communes où va se construire une centrale nucléaire pourront couvrir les frais qui vont leur incomber ? »

M. COGNROT (P.C.) dénonce la pratique des transferts de charge, dont les Français sont victimes : la participation de la ville aux frais de la S.A.T.F., précise-t-il, est passée en un an de 290 à 490 millions. Quant aux frais de police (une police pourtant nationale), ils s'élevaient à 280 F par

habitant. Pour M. BOLEAU (Union cent.) « les finances de l'Etat se nourrissent de l'inflation tandis que les finances locales meurent ».

M. LESTOQUART (P.C.) souligne le cas des communes minières où les Houillères, naguère, géraient tout, et qui maintenant se dégagent de leurs charges au détriment des budgets locaux. Dans la réponse qu'il a faite aux orateurs, M. PONIATOWSKI a notamment apporté les précisions suivantes :

« On a évité le risque de décalage des échéances d'impôts locaux. Neuf mois au minimum devront désormais les séparer en vertu d'une décision dont la prise en compte au Sénat.

« C'est dans le budget prochain que seront prévues les ressources du fonds d'équipement. Le comité de gestion comportera une majorité d'élus. » M. Raybaud, déclare le ministre, « il convient d'accéder, les délégations de crédits, je pense que mon ministère a, sur ce point, préché l'exemple. »

## Des intentions qu'il va falloir financer

En annonçant solennellement, devant le grand conseil des communes de France, que le gouvernement lançait un plan de cinq ans en faveur des collectivités locales, le ministre de l'Intérieur entendait, sans doute, donner aux élus le sentiment qu'il voulait s'attaquer à l'ensemble des problèmes de fonctionnement — et parfois de structures — des communes et des départements français.

Cette vision globale doit, dans l'esprit de M. Poniatowski s'opposer au saupoudrage — d'ailleurs assez parcimonieux jusqu'ici — de mesures de sauvetage et déamorcer les manifestations de mauvaise humeur ou d'inquiétude de très nombreux élus locaux, dont tout pourtant n'appartient pas, tant s'en faut, à l'opposition.

mesures touchant davantage à la « fonction publique locale » seraient étudiées. En reconnaissant que communes et départements devaient être dotés d'un personnel suffisant en qualité et en quantité, qu'il s'agissait de former, et que ministres et adjoints devaient percevoir des indemnités correspondant à leurs charges, il aura sans doute donné quelque espoir à nombre d'élus qu'inquiète la situation des communes à cet égard, mais, là encore, les solutions pratiques à ces problèmes devront d'abord être budgétaires.

M. NAYROU (P.S.) évoque les pertes financières des communes rurales qui doivent financer 30 % au produit fiscal de l'Etat alors qu'elles doivent financer 60 % des équipements locaux. « Pour agir sur les finances, indique M. Chauvin, il faut définir les responsabilités de l'Etat et celles des collectivités locales qui trop souvent, financent des constructions destinées à services de l'Etat ; mais il faudrait pas prendre prétexte de cette nécessité pour renvoyer à des constructions destinées à services de l'Etat ! »

M. PONIATOWSKI conclut : « L'assainissement des finances de l'Etat, qui n'est pas si ancien, a pris de longues années. Celui des finances locales ne peut également qu'être progressif. Mais la décision du gouvernement de le mener à bien par un effort régulier est désormais arrêtée. Pour 1976, un fonds d'aide à l'équipement local sera créé. Il sera alimenté par une fraction du produit de la loi foncière qui sera prochainement discutée par le Parlement et par un apport net du budget de l'Etat. »

M. MONT (Union cent.) cite la déclaration de M. Poniatowski le 12 avril à Mâcon. Le ministre y affirmait notamment que les deux tiers de l'effort national d'équipement étaient assurés par les collectivités locales. « Il reste, ajoute le sénateur de la Loire, à tirer les conséquences de ces constatations. »

M. MONT (Union cent.) cite la déclaration de M. Poniatowski le 12 avril à Mâcon. Le ministre y affirmait notamment que les deux tiers de l'effort national d'équipement étaient assurés par les collectivités locales. « Il reste, ajoute le sénateur de la Loire, à tirer les conséquences de ces constatations. »

Le ministre de l'Intérieur s'est engagé à mener sur l'ensemble de ces questions « une réflexion plus hardie ». Cette hardiesse, toutefois, ne se manifestera pas dans l'immédiat vis-à-vis des régions, qui demeureront de simples établissements publics : si le gouvernement promet d'accroître leurs moyens, d'assouplir leurs modes d'intervention et d'étudier leurs compétences, il ne lui semble pas utile de modifier la loi du 5 juillet 1972 qui les a créés et organisés, dans un sens généralement considéré comme fort restrictif.

M. JEAN COLIN (Union cent.) résume principalement au programme de la modernisation des services de la fiscalité locale et au certain nombre de la réforme. « On a souligné, dit-il, le déséquilibre existant dans la chaudière. »

M. MONT (Union cent.) cite la déclaration de M. Poniatowski le 12 avril à Mâcon. Le ministre y affirmait notamment que les deux tiers de l'effort national d'équipement étaient assurés par les collectivités locales. « Il reste, ajoute le sénateur de la Loire, à tirer les conséquences de ces constatations. »

M. MONT (Union cent.) cite la déclaration de M. Poniatowski le 12 avril à Mâcon. Le ministre y affirmait notamment que les deux tiers de l'effort national d'équipement étaient assurés par les collectivités locales. « Il reste, ajoute le sénateur de la Loire, à tirer les conséquences de ces constatations. »

M. MONT (Union cent.) cite la déclaration de M. Poniatowski le 12 avril à Mâcon. Le ministre y affirmait notamment que les deux tiers de l'effort national d'équipement étaient assurés par les collectivités locales. « Il reste, ajoute le sénateur de la Loire, à tirer les conséquences de ces constatations. »

M. MONT (Union cent.) cite la déclaration de M. Poniatowski le 12 avril à Mâcon. Le ministre y affirmait notamment que les deux tiers de l'effort national d'équipement étaient assurés par les collectivités locales. « Il reste, ajoute le sénateur de la Loire, à tirer les conséquences de ces constatations. »

## vous invite à ses 4 journées d'information sur la formation permanente

**Sous le haut patronage**

- du Secrétariat d'Etat auprès du premier ministre chargé de la Formation professionnelle ;
- du Ministère du Travail ;
- du Ministère de l'Education ;
- du Secrétariat d'Etat aux Universités ;
- de la Chambre Syndicale Nationale des Organismes de Formation ;
- de la Chambre Syndicale des Sociétés d'Etudes et de Conseil ;
- de la Confédération Générale de l'Artisanat Français.

**EXPO-FORMATION**

fera le point sur la Formation Permanente et donnera à 20.000 visiteurs tous les moyens d'être totalement informés.

**COMMENT ?**

- PAR UNE EXPOSITION permettant un contact direct auprès de ses 160 participants représentatifs de l'ensemble du secteur Formation.
- PAR UNE ANIMATION ouverte à tous et composée de conférences, débats traitant des sujets d'actualité.

**PROGRAMME DES DEBATS**  
(FP pour Formation Permanente - fp pour Formation Professionnelle)

MERCREDI 28	JEUDI 29
La FP dans son contexte international	La FP aujourd'hui et demain en France
1) La fp et les travailleurs immigrés	1) La FP est-elle un retour à l'école ?
2) Le modèle français de management est-il exportable ?	2) Séances de créativité : avenir de la FP
1) Vendra-t-on le savoir-faire : la France exportatrice de FP ?	Evolution de la FP dans le contexte du marché du travail
2) Les expériences de fp à l'étranger	FP : Alibi ou utopie ? Impératif industriel ou stratégie de changement social
De 14 h. à 16 h. : débat sur la presse spécialisée	
De 17 h. à 19 h. : Réinsertion des femmes dans la vie professionnelle	1) Organisation cartulaire de la FP
	2) fp et éducation permanente

**VENDREDI 30**  
fp et formation permanente

De 14 h. à 16 h. : débat sur la presse spécialisée

De 17 h. à 19 h. : Réinsertion des femmes dans la vie professionnelle

**SAMEDI 31**

Journées d'information

Mini-forums permanents : CIDJ, CIO, APEC

Exposition itinérante du CNIFE

**ENTREE LIBRE**

De 10 h. à 19 h. sans interruption

Samedi 31 mai de 10 h. à 17 h.

29 mai nocturne jusqu'à 22 h.

Métro : Porte Maillot

**PALAIS DES CONGRÈS**

PORTE MAILLOT

**28-31 MAI 1975**

EXPO-FORMATION  
33, avenue du Maine  
Tour Maine-Montparnasse  
B.P. 25 75755 PARIS CEDEX 15  
Tél. : 538-74-31

PALAIS DES CONGRÈS  
PORTE MAILLOT  
28-31 MAI 1975

ENTREE LIBRE  
De 10 h. à 19 h. sans interruption  
Samedi 31 mai de 10 h. à 17 h.  
29 mai nocturne jusqu'à 22 h.  
Métro : Porte Maillot

# M. Bourges affirme que les crédits militaires représenteront

Le débat des « premières », tel est apparu celui que l'Assemblée nationale a consacré mercredi 21 mai aux problèmes de la défense. C'était au effet et M. Vallignat (R.L.) l'a souligné, la première grande discussion de la législature consacrée à ce sujet. C'était ensuite la première fois que M. Yvon Bourges s'adressait aux députés quatre mois après sa nomination au ministère de la défense. Il le fit avec aisance, assurance et fermeté, voire même avec une pugnacité, dont

les députés communistes firent les frais. C'était également la première intervention de M. Stahlin, député — désormais non-inscrit — de Paris, depuis l'affaire des Mirage — en novembre 1974. Son apologie de l'alliance atlantique et de la solidarité occidentale fut accueilli dans un silence qui tenait surtout de l'indifférence, et en l'absence de M. Bourges.

On retiendra surtout les débats du général Marcel Bigard,

secrétaire d'Etat à la défense, « tout neuf dans cette arène » ; une arène où il joua à merveille de sa situation de bleu, usant de sa « malice » pour boucler les usages et la routine parlementaires. M. Charles Bignon, qui présidait la séance et avait cru pouvoir maintenir dans les formes une éloquence d'une brutalité toute militaire, y renoua bien vite l'ancien l'orteur s'adressant « au camp socialiste » ou « au jeune play-boy du parti communiste ».

Compte tenu de l'importance du sujet et de l'importance que le gouvernement lui attache, M. JACQUES CHIRAC, premier ministre, a tenu à prendre la parole dès le début de cette discussion pour déclarer : « La France est un pays pacifique. Elle veut seulement dissuader, c'est-à-dire décourager l'agression. Elle s'est ainsi forgée de ses propres mains un arsenal nucléaire dont plus personne ne songe à soulever. Elle a dès lors acquiescé la capacité d'exercer sa défense et d'engager son destin en toute sérénité. Notre défense est indépendante, et la lucidité manifestée il y a neuf ans pour recourir notre libre arbitre nous permet aujourd'hui de l'affirmer avec sérénité. A cet égard, je tiens à confirmer qu'il n'y a aucun changement dans notre ligne de conduite. » Puis il ajoute : « Aucun pays ne peut s'en remettre à une autre pour assurer sa sécurité et son indépendance. Il peut y avoir report de responsabilité, à l'origine, démission (...) Tout en réaffirmant avec force notre volonté pacifique, nous entendons poursuivre notre politique dans le domaine nucléaire afin de doter notre pays d'un armement moderne et suffisamment dissuasif. Nous poursuivons la même effort en faveur des armements conventionnels de nos armées de terre, de mer et de l'air. C'est à ce prix que nous serons à l'abri de toute agression. »

de certains. Nos armées sont les armées de la nation tout entière, et nous n'admettons pas que des minorités agissantes puissent leur entreprises antinationales de démolition.

M. D'AILLIERES (R. L. Sarthe) souligne que la France demeure un membre à part entière de l'alliance atlantique et estime nécessaire que les nations occidentales demeurent solidaires. Puis il ajoute : « La dissuasion nucléaire (avantage politique, avantage économique) tant discutée dans le passé, est aujourd'hui admise par la plupart des Français. Elle ne doit toutefois pas être excluse. D'où la nécessité de passer des forces armées conventionnelles modernes. On peut avoir certaines des missions qui leur sont confiées, procéder à la réorganisation de certains commandements et services, mais l'ensemble du système nous paraît cohérent et à la mesure des moyens financiers de la France. »

Evoquant ensuite la condition militaire, il rappelle que les statuts concernant les officiers et les sous-officiers sont en préparation et souhaite que les espoirs qu'ils suscitent ne soient pas déçus. Abordant le recrutement en cause du service national, il déclare : « Il ne faut pas s'exagérer le nombre des vœux contestataires, mais nous devons examiner avec réalisme ce problème. Nous souhaitons le maintien d'un service obligatoire, mais nous sommes ouverts à toute discussion sur sa durée et sur ses modalités. »

Pour M. LE THEULIE (O.D.R., Sarthe), « toute notre politique de défense repose sur la dissuasion. Pour quelle soit crédible, précise-t-il, il nous faut à la fois un matériel de haute qualité et une volonté politique sans faille. Voilà pourquoi il ne pose qu'une seule question à M. Bourges : « Notre effort est-il suffisant pour que notre défense soit crédible ? » son avis, « il faut réorganiser nos forces, en redéfinir les missions, poursuivre le considérable effort qui a été mis en œuvre de capturer les centres vulnérables, plus que les difficultés matérielles, suscitant le malaise et le doute. »

Après avoir souligné que, dans une stratégie de dissuasion, « les responsabilités ne se partagent pas », il déclare : « Une défense moderne ne s'impose pas à nous, elle est notre choix. Nous l'avons affectée, nous entendons la confirmer et consacrer à notre défense les efforts nécessaires. C'est notre devoir d'améliorer la condition militaire dans ses aspects matériels, mais également et surtout dans son aspect psychologique et moral (...). Nos armées sont depuis quelques mois l'objet d'incidents regrettables et scandaleux. Nous ne saurions rester indifférents aux tentatives de destruction de l'institution militaire qui apparaît le but affiché

### M. CHEVÈNEMENT (P.S.) : « Une ligne Maginot nucléaire »

M. PIERRE VILLON (P.C., Alier) relève, pour la dénoncer, « la nouvelle doctrine, aventuriste et monstre », « consistant à nous engager prématurément dans la guerre nucléaire et prendre ainsi la responsabilité du déclenchement de la guerre nucléaire ».

Après avoir affirmé que l'armement nucléaire n'a guère de valeur sur le plan de l'efficacité militaire, il s'inquiète de la mise sur pied d'une force de frappe ouest-européenne à laquelle participerait notamment l'Allemagne fédérale et déclare : « La constitution d'une nouvelle communauté européenne de défense nucléaire serait un coup mortel à la détente en Europe et, ce faisant, vous accepteriez que la France ne soit plus maîtresse de ses décisions. D'ores et déjà la force de frappe française, dépendant du système de détection aérienne de FOTAN, ne pourrait être mise en œuvre sans l'accord des Etats-Unis. »

Pour M. MAX LEJEUNE, président du groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux, « sans un sys-

tème de défense moderne, la France serait à la merci d'une instrumentation politique, d'une instrumentation, dont le danger est plus réel qu'on ne l'imagine ».

A son avis, la politique de défense française doit comporter trois orientations : nationale, européenne et atlantique.

— Nationale : « Car la France, grâce à sa force de dissuasion, entend garder la maîtrise des décisions au sein des frontières de son indépendance politique » ;

— Européenne : « Car notre sort est intimement lié à celui de nos voisins, et l'indépendance que l'on veut assurer à la France ne peut être que dans l'union de l'Europe » ;

— Atlantique : « Car l'alliance du même nom reste nécessaire à la sécurité de la France, notre force de dissuasion dépendant du système de capturer le radar de FOTAN sans lequel elle serait pratiquement aveugle. »

M. CHEVÈNEMENT (P.S., Bel-

### L'entrée des communistes dans la Résistance

Un vif incident a opposé les députés communistes à M. Bourges. Ce dernier avait précisé, en réponse à des propos de M. Chevènement (P.S., Belfort), qu'il avait été arrêté le 21 mai 1941 par les Allemands, et alors que le parti communiste n'avait pas encore rallié le parti de la liberté.

Ces propos sont inexactes, a déclaré M. Chevènement, et tous les Français sachant le rôle joué par le parti communiste, et par d'autres, dans la Résistance.

C'est sans doute ce qu'estimé de son côté M. Villon (P.C., Alier), pour tous ceux qui, comme moi (arrêté le 3 octobre par la police de Pétain) et des centaines de camarades, dont beaucoup sont morts, avaient répondu à l'appel du 10 juillet 1940, dans lequel Maurice Thorez et Jacques Duclos appelaient tous les patriotes à se regrouper autour de la classe ouvrière, ardente et générale, dans sa lutte pour la liberté.

« Je n'ai jamais eu l'intention de mettre en cause votre patriotisme », a répondu le ministre de la défense, mais veuillez reconnaître qu'il y avait d'autres patriotes que les communistes ; j'ai simplement rappelé que le parti communiste n'avait pris officiellement position qu'après le mois de juin 1941.

Cette affirmation a provoqué de vives réactions sur les bancs des députés communistes, qui ont alors décidé de quitter l'hémicycle en signe de protestation.

En séance de nuit, M. Emmanuel Hamel (rtp. Ind. Rhône) devait, dans un rappel au règlement, dénoncer les propos de M. Baillon (P.C., Paris), qui, à l'issue du débat de mardi, lui aurait déclaré que les « communistes ne le laisseraient plus parler » à la suite de ses attaques répétées à leur égard. M. Hamel a affirmé qu'il n'accepterait pas la violence et continuerait de parler.

(fort) estime que, contrairement à l'opinion exprimée par M. Chirac, le malaise de l'armée et la crise de la défense « sont des problèmes dont personne ne nie la gravité ». Puis il déclare : « Au-delà des symboles et y a un seul problème : celui des rapports entre l'armée et le peuple. Or les jeunes Français ont-ils quelque chose de commun à défendre dans la société française de 1975 ? N'y a-t-il pas une contradiction croissante entre l'idée d'une défense nationale et la réalité d'une société qui se dissout (...) Qu'y a-t-il à défendre en France qui ne soit aujourd'hui déjà américain ou en voie de le devenir ? Non seulement cette société-là, mais, parmi ceux qui y acquiescent, il en est beaucoup qui restent attachés à l'indépendance nationale. »

L'orateur déclare encore : « La priorité donnée à la dissuasion nucléaire a fait négliger les autres éléments de notre système de défense. La défense opérationnelle du territoire n'a pas les moyens de son ambition. En ce qui concerne les forces de manœuvre et d'intervention, l'armée française est, de toutes les armées européennes, la plus sous-développée (opinion que conteste aussitôt M. Bourges). Quant à l'arme nucléaire tactique, elle est inutilisable pour la manœuvre militaire, inutile pour la manœuvre politique et de surcroît dangereuse, car elle échappe au contrôle du politique. » Au total, est-il exagéré de dire que la France n'est pas défendue ?

M. YVON BOURGES, ministre de la défense, déclare : « La France, qui a profondément conscience de ses limites et de ses possibilités, dispose maintenant du troisième armement nucléaire dans le monde. La possession de l'arme nucléaire n'a toutefois de valeur que soutenue par la volonté politique de ne pas accepter de menace directe sur le territoire national. »

### M. BOURGES : un redressement budgétaire en 1976

Répondant ensuite à M. Le Theulie, M. Bourges explique : « Nous poursuivons un travail de simplification et d'unification de nos structures militaires afin de forger un outil adapté à ses missions en fonction de nos possibilités. En ce qui concerne les dépenses, les dépenses militaires et les types d'armes, la décision consacrera l'efficacité et la crédibilité de notre système nucléaire de dissuasion. Nous devons, dans le même temps, renouveler en profondeur nos forces conventionnelles, les remodeler, les moderniser et travailler à maintenir notre force nucléaire à l'état de haut niveau scientifique et technique aussi longtemps que possible. Cela dit, reconnaît le ministre, avec un budget de défense de 2,9 % du P.N.B., tenir nos objectifs serait un gouffre ; aussi, dans le budget de 1976, le redressement sera entrepris. »

Abordant les problèmes humains, le ministre souligne que l'armée, attachée à la démocratie, est un corps exemplaire, mais il faut faire « une juste place aux

Le ministre observe alors : « Dans le domaine de la défense, les socialistes et les communistes, allés par un programme de gouvernement, soutiennent des positions inconciliables. M. Villon craint qu'on ne se serve de l'arme nucléaire et M. Chevènement qu'on ne s'en serve pas ! » et il résume que « la doctrine du parti socialiste en la matière est d'utiliser leurs armes variables ».

### M. VILLON : « L'arme nucléaire, c'est un moyen de génocide. Vous êtes liés, dans l'O.T.A. à des pays qui ont montré qu'ils étaient capables de commettre des agressions, alors que pas un seul fois le camp socialiste l'a fait. »

M. BOURGES : « Comment osez-vous demander au gouvernement de s'engager à ne prendre aucune décision face à une agression ? Voulez-vous donc la France désarmée ? Jamais un gouvernement n'acceptera cela ! »

M. VILLON : « L'arme nucléaire, c'est un moyen de génocide. Vous êtes liés, dans l'O.T.A. à des pays qui ont montré qu'ils étaient capables de commettre des agressions, alors que pas un seul fois le camp socialiste l'a fait. »

M. BOURGES : « Et la Horvitz ? Et la Tchecoslovaquie moniteur Villon ? Je croyais que vous condamniez ces agressions, mais je vois que vous préférez l'oublier. »

M. VILLON : « Nous avons condamné une intervention militaire opérée en réponse à des modifications internes survenues dans un pays. Mais d'être à l'intervention, non une agression s'agissent de pays qui apparaissent à la communauté européenne par le traité de Varsovie. »

Quant à la réalisation d'une union européenne qui ignorerait ni la diplomatie ni la défense, elle exigerait, à son avis, « une autorité et une volonté politiques assurées. En attendant, la France est sincèrement attachée à une coopération bilatérale ou multilatérale des industries d'armement. »

M. VILLON (P.C.) ne relève

## Le conformisme n'a jamais été synonyme d'objectivité.

## Et l'informatique est une affaire de choix rationnel.

Voici faisons object de choisir meywell Bull

كلمة الجليل

مكتبة الأمل

ASSEMBLÉE NATIONALE  
représentative

POLITIQUE

En 1976 plus de 3 % du produit national brut

L'affaire atomique ? C'est bien compliqué... devait reconnaître Bigeard... « ou peut en discuter à l'infini... Et c'est bien ce que veut huit heures durant, quelque vingt-cinq orateurs, sous l'œil d'un secrétaire d'Etat avouant qu'il était loin de s'imaginer qu'il y avait entre les Français de si profondes divisions... Et de si tristes souvenirs... à preuve, le vif incident qui opposa Bourges et la majorité aux députés communistes.

« Il n'y a pas que dans les casernes que le dialogue est difficile à mener », confiait M. Chevènement (P.S.). « Dialogue de sourds », reconnut M. Bourges. Il est vrai que la face-à-face gouvernement-opposition tourne très vite à la guerre de tranchées, la majorité comptant les coups. De part et d'autre on s'efforce surtout de décaler le début de la cuirasse adverse. D'un côté on oppose les socialistes aux communistes; de l'autre MM. Mataron et Debré à MM. Max Lefevre et Stehlin.

La présence de M. Bigeard contribua à « décriper » le débat. Le secrétaire d'Etat faisant naître, à défaut d'un don sacré, une majorité de sourires. Son atout « numéro » contribua surtout à noyer dans la confusion un débat dont on peut se demander s'il fut vraiment celui que réclamait une situation jugée sérieuse par de nombreux orateurs.

PATRICK FRANCÉS.

M. VILLON : « Vous n'avez répondu en ce qui concerne le caractère agressif de votre allié américain au Vietnam... »

M. CHEVÈNEMENT (P.S.) constate : « En fait de contradictions, il y en a beaucoup... »

M. DRONNE (G.F., Sarthe) insiste sur les problèmes de la condition militaire... « Il ne faut, à son avis, et c'est ce que le budget de 1976 doit refléter, que de réduire le niveau du service actif au minimum techniquement indispensable ».

M. GARRIAC (U.D.R., Aveyron) demande de son côté que le gouvernement prenne position sur l'extension éventuelle du camp de Larzac... « M. MOUROU (U.D.R., Indre) prend acte avec satisfaction des déclarations du chef de l'Etat et des engagements du ministre concernant le budget de 1976 ».

M. DALBERA (P.C., Eure) expose la position de son groupe sur le problème des appelés puis il évoque le cas d'un jeune militaire dont la participation à une émission de télévision a été censurée... « M. BOURGES rappelle à ce sujet que la loi interdit aux appelés en uniforme de prendre part à des manifestations politiques ».

M. BOURGES rappelle à ce sujet que la loi interdit aux appelés en uniforme de prendre part à des manifestations politiques... « M. COUSTE (apparenté U.D.R., Rhône) précède pour faire face à une situation étonnante et alarmante à une majorité substantielle des crédits militaires ».

LE GÉNÉRAL BIGEARD : tout neuf dans cette arène

Intervenant pour la première fois à l'Assemblée, le général LUCIEN BIGEARD, secrétaire d'Etat à la Défense, déclare : « Tout neuf dans cette arène, mais un peu surpris. Ces propos vous intéressent tous, nous nous nous intéressons tous, nous nous nous intéressons tous... »

M. VOILQUIN (R.L., Voorges), président de la commission de la Défense, se déclare favorable à une réforme du service... « La vocation ne serait pas exclusivement militaire... »

M. JACQUES CRESSARD (U.D.R., Ile-et-Vilaine), rapporteur du budget (crédite de l'augmentation des armées, souligne notamment « les insuffisances graves qui affectent aussi bien la situation des personnels que leurs conditions de vie et de travail... »

M. FANTON (U.D.R., Paris) relève l'évolution favorable de l'opinion en faveur de la force nucléaire... « Il mentionne la possibilité de doter les forces nucléaires tactiques d'une autonomie complète ».

M. DE RENNEBETOT (U.D.R., Finistère), évoque la modernisation du service militaire dans la marine nationale... « M. CRESSARD, le père des intitulés serait celle qui consiste... »

La séance est levée à 2 h. 30.

Inspecteur général de l'armée de l'air

LE GÉNÉRAL SAINT-CRICO REÇOIT SA CINQUIÈME ÉTOILE

Sur proposition de M. Yvon Bourges, ministre de la Défense, le conseil des ministres a pris la disposition de nommer des affaires étrangères, pour occuper le poste de chef de la section armement à la délégation permanente de France au conseil de l'Atlantique nord... « M. BOURGES indique qu'en matière d'information un important effort sera mené grâce aux revues TAM et Armée d'aujourd'hui... »

Le général Maurice Saint-Cricq a commandé en 1965 le Centre d'expérimentation aérospatiale militaire de Mont-de-Marsan... « M. BOURGES indique qu'en matière d'information un important effort sera mené grâce aux revues TAM et Armée d'aujourd'hui... »

Voici les raisons objectives de choisir Honeywell Bull.

- La protection de votre investissement rendue possible par une série évolutive : la série 60... Le niveau G1 est conçu comme premier équipement et ne nécessite aucune modification des structures de votre entreprise... L'un et l'autre sont intégrés à une série de conception globale qui vous permet de faire évoluer votre système informatique selon vos besoins sans rupture, donc au moindre coût... C'est l'informatique transactionnelle, qui évite de passer par un service centralisé et rend l'ordinateur totalement disponible à chaque instant pour tous ses utilisateurs dans l'entreprise... Le premier équipement informatique : Niveau G1... L'évolution du premier équipement : Niveau G2...

Notez ici les raisons objectives en faveur de son concurrent.

Honeywell Bull

Le groupe de réflexion et proposition U.D.R. présidé par M. Hector Rolland, député-maire de Moulins, et qui comprend une cinquantaine de députés, a reçu le 21 mai, le général Lucien Bigeard, secrétaire d'Etat à la Défense... « M. BOURGES rappelle à ce sujet que la loi interdit aux appelés en uniforme de prendre part à des manifestations politiques ».

Le communiqué du conseil des ministres

- Le conseil des ministres s'est réuni à l'Élysée, mercredi 21 mai, sous la présidence de M. Valéry Giscard d'Estaing... « M. André Rossi, porte-parole du gouvernement, a donné lecture du communiqué officiel suivant : »
● MAGISTRATS ÉTRANGERS
● IMMIGRATION
● COOPERATION FRANCO-CUBAINE
● CONCURRENCE COMMERCIALE
● MESURES INDIVIDUELLES
● SERPENT COMMUNAUTAIRE
● GRANDES SURFACES

is etc è.
ffaire

## Cette année, les Bahamas avec Plein Soleil!

Ne croyez pas les Bahamas "hors de prix". Par exemple 8 jours à Nassau au Flagler Inn (hôtel 4 étoiles), directement sur la plage, ne vous coûteront que 2.250 F\*

Demandez la brochure "Plein Soleil" à votre agent de voyages ou Air Bahama 32, rue du 4 Septembre, 75002 Paris, tél. 742.52.26

Nom..... Adresse.....

\* Transport en jet, logement, petit déjeuner et transferts (sic. A. 49)



### ODOUL

## Garde-meubles

208 10-30

RIDEAUX VOILAGES  
**Marcel SELCER**  
 Maître Artisan Tapissier  
 1, impasse Druinot  
 Paris 12 628.35.30

## POLITIQUE

POINT DE VUE

# La technocratie se porte bien

par JACQUES ELLUL (\*)

La crise actuelle prouve que les technocrates et leurs collaborateurs, si soucieux de prospective, à la différence de groupes comme le Massachusetts Institute

of Technology ou les écologistes, n'avaient rien prévu. Maintenant que la difficulté est là, incapables apparemment de trouver la réponse technique, ils hésitent et blâment. Ils passent au catastrophisme sans ébaucher l'ombre d'une stratégie d'ensemble.

Depuis les dizaines de siècles que des généraux perdent des guerres, je n'ai pourtant pas encore vu que l'on ait réussi à éliminer les généraux : ce n'est pas parce que des technocrates n'ont rien prévu et subissent un échec que la catégorie peut être mise en danger. Autre remarque : l'incompétence est largement partagée. Les spécialistes de science politique et de science économique n'ont eux non plus strictement rien prévu de cette crise. Ils sont incapables actuellement d'analyser le système capitaliste et encore plus d'y trouver des remèdes. Ce sont eux qui, il y a vingt ans, haussaient les épaules devant les analyses sur la société technique et ses crises potentielles. Mais il faut aller plus loin : il y a

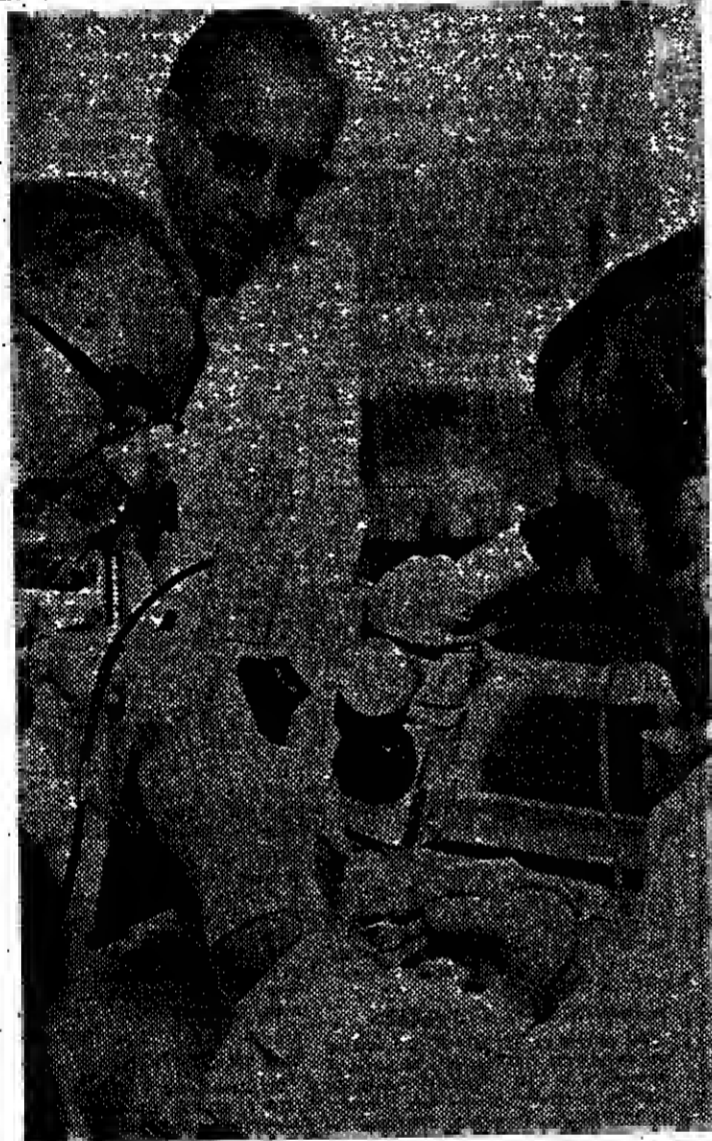
### Lentilles de contact miniflexibles. Encore plus petites. Plus légères. Plus douces.

A la gamme de ses lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles, YSOPTIC vient d'ajouter les miniflexibles : flexibles en raison de leur extrême minceur, ces mini-lentilles au contact très doux sont agréables à porter et totalement invisibles pour votre entourage. Si vous êtes encore réticent ou si vous avez dû renoncer à porter d'autres modèles de lentilles, venez les essayer. Gratuitement. Il y a de grandes chances pour qu'elles vous conviennent.



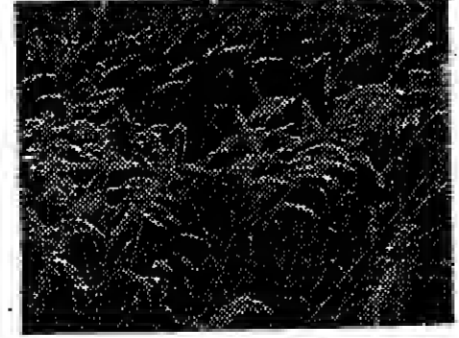
Informez-vous chez :  
**YSOPTIC**  
 80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS  
 Tél. : 522.15.52

Documentation et liste des correspondants  
 gratuits et échangés sur demande.



## 6 milliards d'hommes à nourrir...

L'an 2000 verra plus de 6 milliards d'hommes se partager cette terre. Il faudra bien leur permettre à tous de vivre d'une façon décente et en bonne santé. Sans oublier pour autant les autres besoins essentiels tels que l'habillement et le logement.



**Hoechst, votre partenaire**  
 Chez Hoechst, 165 000 collaborateurs répartis dans 120 pays, travaillent sans relâche à l'amélioration de la qualité de vie chez l'homme moderne : ils protègent sa santé, l'habillent, rendent son habitat plus confortable et, surtout, mettent tout en œuvre pour continuer d'assurer son alimentation, particulièrement en cette période de croissance démographique accélérée.

**Ensemble, pensons plus loin**  
 Ces objectifs ambitieux ne peuvent être atteints que grâce à des méthodes de travail et de réflexion nouvelles. Chez Hoechst, les experts de toutes disciplines collaborent étroitement et mettent en commun tous leurs moyens pour résoudre intégralement les problèmes les plus complexes de notre société.

Hoechst France gère l'ensemble des intérêts du Groupe en France et dans les pays africains d'expression française, dans les secteurs suivants : produits chimiques, résines synthétiques, matières plastiques, fibres, colorants, produits auxiliaires, produits thermiques, gaz industriels, travail des métaux, ingénierie, films et feuilles plastiques et techniques de reprographie.



Pour en savoir plus sur les activités de Hoechst, demandez-nous notre brochure d'informations générales où vous trouverez les réponses à vos questions.

**Hoechst France**  
 Tour Roussel Nobel  
 Cedex 3  
 92000 Paris La Défense

# Hoechst pense plus loin

malentendu à la fois sur la qualité des technocrates et sur le processus du développement technique. technocratie en ce sens n'existe pas parce qu'il n'y a pas encore de véritable technique politique, ni technique certaine de prévisions basées, ni de technique assurée de décision portant sur des situations comportant des centaines de paramètres.

Il ne faut pas céder à l'illusion l'ordinateur central, du grand cerveau qui établirait les prévisions et décisions parfaitement rationnelles tenant compte de toutes les données. Un technicien même de niveau élevé ne possède actuellement aucune technique globale suffisante pour un appareillage de substitut. La technocratie est en réalité l'administrateur de niveau supérieur dans son secteur, forcément il peut, en effet, posséder la plus des données, peut effectivement des prévisions, et peut imposer conclusions aux hommes politiques parce que ceux-ci ne peuvent entrer dans l'analyse complexe ces problèmes.

L'homme politique porte un ment exister et fait entendre des mots d'appréciation non technique qui est louable, mais généralement de peu de poids à la fois. Les technocrates, ce ne sont pas MM. Giscard d'Estaing ou Chirac mais bien la OATAR, les pontes, les O.A.F., etc., c'est là réside le vrai pouvoir. Quand techniciens ont établi les données d'un problème technique, ils exercent une véritable dictature, l'aménagement du territoire ou hors de tout contrôle réel peut et encore meles des populations l'installation de centrales atomiques et contre tout, sans ces milliers de décisions minutieusement technocratiques de décisions, modifient la réalité, même de la société beaucoup profondément que les grands options politiques.

### Un mur de silence

Face à ces organisations, on heurte à un mur de silence, machine qui roule sans tenir compte des protestations. Comme le tout récemment un préfet de région. Quand on plan technique e sur les rails, il n'y a plus d'orange, ça ira jusqu'au bout. Voilà la véritable technocratie, celle-là se porte très bien.

Et c'est pourquoi la question plus du tout politique ! Il suffit voir le drame actuel de l'énergie nucléaire. Les hommes politiques n'ayant que des moyens de conscience très limités, votent d'instinct l'implémentation des centrales en fonction d'avantages super immédiats, qui peuvent en France leur assurer une cote électorale, sans tenir aucun compte des questions de fond. Le problème n'est pas celui de l'incompétence des hommes politiques (thème traditionnel), mais des motivations de décisions : or, le technocrate a par l'administrateur fournit à des motivations évidemment satisfaisantes.

Encore un mot : le processus de développement technocratique pas, comme semble le croire Schwartzberg, un processus pré-déterminé. Le technocrate connaît évidemment des techniques mais celles-ci progressent à l'instinct par autodétermination et par très pragmatisme du "Trial Error". Une technique n'est achevée : elle est sans cesse en question par les résultats et le technicien la reprend, l'adapte, l'abandonne éventuellement. L'échec fait partie de la vie de la technocratie : il est condition de sa progression.

L'échec de technocrates mistes ou financiers ne signifie la fin de leur malheureuse vie publique, mais seulement le départ de nouvelles recherches permettant de maîtriser une crise ultérieure. Et c'est justement pourquoi le technicien ne d'instinctivement ce qu'il faut dans un cas imprévu : comme médecin devant une maladie ignorée, il cherche. Il n'est pas chef charismatique qui, les yeux clos, divulgue le secret de la céleste. Il rassemble des faits, données, il raisonne et tire conclusions.

Trop tard ? Oui, pour cette fois. Pas pour celle de demain et sentira forcément un bon coup de train commun avec celle d'aujourd'hui. Fin des technocrates. Tout au plus de tel ou tel qui le cas se sera trompé, mais les autres restent en question de l'union de notre société sans éliminer peu à peu l'homme que pseudo-décisionnaire (me reste comme parvenu) et à l'instinct pour le sérieux, et non la parade, la multitude des clients, couvrant la multitude de leurs particuliers qui font la vie d'une société.

(\*) Professeur à l'université de Bordeaux.

هكذا من الأهل







# ÉDITION

## PREMIÈRE FOIRE INTERNATIONALE DU LIVRE DE MONTRÉAL

### Des débuts encourageants

Selon les estimations des organisateurs de cette première Foire internationale du livre de Montréal, qui vient de se tenir du 15 au 19 mai, place Bonaventure, ses résultats ont été plus qu'encourageants : 465 éditeurs y ont exposé individuellement, 32 stands nationaux et collectifs ont regroupé 1 338 éditeurs, soit au total 63 pays participants répartis sur les cinq continents et comptant aussi bien le Japon que Cuba, la Corée que les pays de la Ligue arabe, l'Australie que l'Inde, la Roumanie que la Suède.

Les visiteurs professionnels ont été nombreux et intéressés : 451 éditeurs non exposants, venus en observateurs ; 461 bibliothécaires ; 198 libraires ; 397 universitaires ; 838 ressortissants des industries connexes (arts graphiques, reliure, etc.) ; 6 000 membres de collectivités (acheteurs scolaires, maisons d'édition spécialisées dans l'enseignement, etc.) ; près de 500 écrivains, dont un certain nombre de Français (Gilbert Cesbron, François-Régis Bastide, Jean Cayrol) ; des agents littéraires ; des journalistes.

Quant au grand public, on peut évaluer son affluence à plus de cent mille personnes.

Cela pour le quantitatif qui ne prouve pas sans que comparé avec celui des années à venir voyons pour le qualitatif.

**Trois objectifs**

Cette première Foire internationale du livre sur le continent nord-américain s'est fixée trois objectifs essentiels.

Le premier : une confrontation et une analyse des moyens de l'audio-visuel et du livre, de l'impact éventuel du premier sur le second. Inaugurée par un duel dont on attendait beaucoup entre Robert Escarpit et Marc Lohau, le débat tenu court, les deux adversaires ayant plus juxtaposé des points de vue inconfondibles que réussi à établir une communication, objet et condition d'une concertation fructueuse. Il est prévu que, pour l'an prochain, sur le thème voisin de « l'événement et le document » (image et imprimé), le dialogue entre deux auteurs se prolongera dans des travaux d'établir qui en étudieront les éléments jusqu'à un final de synthèse.

Le second objectif de la manifestation était de constituer un

## VIENT DE PARAÎTRE

- Histoire littéraire**
- ROBERT KANTERS, ROBERT AMADOU : *Ambrosio littéraire de l'occident*. — D'Histoire à André Breton... (Seghes, 326 p., 36 F.)
- Histoire**
- DUIC DE CASTRIES : *La France et l'indépendance américaine*. — Pourquoi et comment la France favorisa la naissance des États-Unis. (Librairie des grandes traductions, 121 p., 19 F.)
- EMMANUEL BOURASSIN : *La Cour de France à l'époque médiévale*. — La vie quotidienne dans l'entourage des rois, de 987 à 1483. (Librairie académique Perrin, 416 p., 52 F.)
- Littérature étrangère**
- THOMAS MANN : *Considérations d'un apollinien*. — Le journal de l'écrivain pendant la guerre de 1914-1918. Une certaine idée de l'Allemagne. Traduit de l'allemand par Louis Serrano et Jeanne Naudet. Introduction de Jacques Bruner. (Grasset, 490 p., 54 F.)
- RIEDRICH DURRENMATT : *Le Chien d'A.* — Une hypothèse romanesque sur la mort de Salluste. Traduit de l'allemand par Walter Weideli. (Albin Michel, « Les grandes traductions », 121 p., 19 F.)
- DANS LES « POCHE »**
- SIMONON : « Les Inconnus dans la maison », « Vasselin », « Le Hérisse d'Avignon », « La Vierge sur bébé Donge », « Les Pitard ». (Folio, Gallimard, 7,50 F. chacun.)
- JACQUES GUILLEMEZ : « Histoire de la parole communiste chinoise ». Nouvelle édition revue et augmentée. De la naissance du parti, en 1921, à la conquête du pouvoir en 1949. (Folio, Gallimard, 475 pages, 34,90 F. chacun.)
- « A PROPOS DU PROCÈS SAADAT-MERKHOV, FRACTION ARMÉE ROUGE ». — Un dossier, en même temps qu'un pamphlet, 2 les auteurs : Saadad-Merkhov et la justice allemande. (L'As, 254 p., 18,90 F.)
- Société**
- PHILIPPE ALFONSI et PATRICK PESNOT : *Vies à gauche*. — Un Français sur deux a voté pour l'union de la gauche, le 19 mai 1974. Que veulent-ils, que pensent-ils ? Trente-cinq longues interviews le disent, en parlant de la vie quotidienne. Avec la collaboration de Pierre-Alexandre Digne. (Albin Michel, 464 p., 39 F.)
- GENEVIEVE DE FESLOUAN : *Que sont les femmes socialistes en France ?* — Dans une thèse remise à jour, l'auteur, maître-assistante de sociologie à l'université de Rouen, analyse la « parole » — très relative — de ces Françaises qui exercent un métier réputé par excellence masculin. Elles étaient six mille en 1968, elles sont près de dix mille aujourd'hui. (P.U.F., 172 p., 29 F.)
- Présentés cette semaine
- BERNARD CLAVEL, par Michel Rogoo (Seghes, « Écrivains d'hier et d'aujourd'hui », 182 p., 15 F.)
- BARBEY D'AUREVILLE, par Hubert Juin. (Seghes, « Écrivains d'hier et d'aujourd'hui », 190 p., 15 F.)
- PEGUY L'INSURGE, par Jean Bessière. Un Féry de sensibilité libérale. Le premier livre d'une nouvelle collection « Traces », dirigée par Roger Dadoun. (Payot, 207 p., 42,40 F.)
- Documentaire**
- RICHARD BERDIN : *Nom de code : Bébé*. — Le récit de l'histoire, raconté par un témoin. (Gallimard, 581 p., 39 F.)
- PIERRE BERT : *Le sens vert*. — L'histoire des vins de Bordeaux, racontée et commentée par un de ses protagonistes. (Albin Michel, 244 p., 29 F.)
- Arts**
- EROS A. POMPEI. — Un très bel ouvrage réalisé à partir d'une collection du musée de Naples, rendu peu accessible jusqu'à présent. Texte de Michel Guzzi. Photos en couleurs d'Anna Maria. (Laffont, 171 p., 89 F.)
- JEAN-BAPTISTE MAUROUX : *Louis Souver, peintre sibérien et poète*. — Après la remarquable étude de Michel Thévenaz sur le peintre soviétique, Louis Souver (« Le Monde des livres » de 28-2-1975), une approche lyrique

**ARC**  
carnet trimestriel de poésie

Directeur : CLAUDE ESTERAN

VI  
PRINTEMPS 1975

HENRI MICHAUX  
survivant de la catastrophe

PIERRE CUMFERRER  
homme obscuro

JACQUES DUPIN  
un récit

JEAN DAIVE  
Dipica, réplique

BORIS PASTERNAK  
lettre de Toulon

ALAIN-CHRISTOPHE RESTRAT  
conférence oral morte

CLAUDE ESTERAN  
Mousses tibétiques

RUDOLF BORGARDT  
Volcan

RENÉ DAUMAL  
lettre à Roland de Ranville

avec des poèmes de  
ANTOINETTE  
et  
JOAQUIN FERRE

160 pages - 16 illustrations  
la poésie est F  
l'abonnement annuel : 75 F

MARGOT ÉDITEUR  
13, rue de Tchécos, 75008 Paris



Simone de Beauvoir  
et la lutte des femmes

**L'ARC** 61

Chez les bons libraires (15 F) ou franco (C.C.P. Marseille 5.321-61)  
L'ARC - Chemin de Rapastanca - Aix-en-Provence  
Abonnements (4 numéros) : France, 40 F - Etranger, 45 F.  
Diffusion librairie : Nouveau Quartier Latin

Sont encore disponibles et envoyés franco, 10 F le numéro :  
27 L'OPERA - 34 FREUD - 35 DUBUFFET - 36 JOYCE - 38 HEGEL  
39 BUTOR - 40 BEETHOVEN - 41 MELVILLE - 43 KLOSSOWSKI  
44 BATAILLE - 45 FELLINI - 46 MERLEAU-PONTY - 48 MAUSS  
49 DELEUZE - 50 GLUTENBERG - 51 XENAKIS - 52 MICHELET  
53 ARAGON - 54 DERRIDA - 55 BRECHT  
56 BARTHES - 57 VICTOR HUGO  
58 LACAN - 59 DUCHAMP - 60 JAKOBSON

## EN SOUSCRIPTION AU PRIX DE LANCEMENT sans égale comme sans précédent HISTOIRE LITTÉRAIRE DE LA FRANCE

Cette collection a comme ambition de traiter de la littérature comme d'une partie de toute l'histoire de notre nation, de faire, en somme, le portrait de chaque époque afin de rendre plus intelligible le portrait

- C'EST UNE ŒUVRE COLLECTIVE**
- Histoire littéraire absolument nouvelle, à laquelle deux cents spécialistes, universitaires, écrivains, linguistes, historiens, sociologues, musicologues, critiques ont travaillé en commun plusieurs années, cette collection, dirigée par Pierre ABRAHAM et Roland DESNE, offre toutes les garanties de sérieux et d'objectivité dans la recherche.
- DIRECTEURS DES TOMES**
- Tome I : Des origines à 1453 : Jean-Charles PAYEN (faculté de Caen).
- Tome II : 1453 à 1600 : Henri WEBER (faculté de Montpellier).
- Tomes III et IV : 1600 à 1715 : Annie UBERSFELD (Sorbonne), Roland DESNE (université de Reims).
- Tomes V et VI : 1715 à 1794 : Michèle DUCHET (École normale supérieure de Fontenay), et Jean-Marie GDULEMOT (faculté de Tours).
- Tomes VII et VIII : 1794 à 1848 : Pierre BARBERIS (École normale supérieure de Saint-Clément) et Claude DUCHET (université de Vincennes).
- Tomes IX et X : 1848 à 1914 : Claude DUCHET.
- Tomes XI et XII : 1914 à nos jours : Michel DECAUDIN (Sorbonne), et André DASPRE (université de Nice).
- L'ICONOGRAPHIE**
- L'illustration a la double originalité de réunir un nombre d'images encore jamais rassemblées pour accompagner l'étude des écrivains, et de renouveler l'iconographie tant par le nombre de la présenter que par le choix des documents peu connus.
- L'effort vise ici à rendre sensible, concrète, cette connaissance des hommes et des choses du passé, en explorant, avec les yeux des peintres, des dessinateurs et des photographes, les domaines de la vie sociale comme ceux de la vie littéraire et intellectuelle.
- PRÉSENTATION**
- Douze volumes élégamment reliés, gravés à l'or fin d'après des fers originaux ;
  - Des milliers d'illustrations en noir et couleur, très souvent inédites ;
  - Typographie en Times corps 10, impression en deux couleurs avec notes infrapaginales.
- EN ANNEXE**
- Chaque volume comporte une bibliographie, un index des ouvrages et des auteurs cités et, ce qui est très important, une suite de tableaux chronologiques et synoptiques spécialement étudiés pour chaque époque, si bien que, d'un seul coup d'œil, le lecteur qui se réfère à une date précise prend connaissance non seulement de l'œuvre publiée, mais des événements de toute nature se rapportant à cette même date.

## PLUS QU'UNE ENCYCLOPÉDIE C'EST UN VÉRITABLE PANORAMA DES IDÉES ET DES ARTS — DEMANDE DE DOCUMENTATION —

à retourner à Culture Arts et Lettres (C.A.L.)  
148, rue de Faubourg-Poissonnière, — 75010 PARIS.

Intéressé par l'Histoire Littéraire de la France (Éditions Sociales), je désire être documenté sur cette collection. Si je décide de souscrire, je bénéficierai des conditions exceptionnelles de lancement.

Nom et prénom : .....

Adresse complète : .....

Profession : .....

Téléphone : .....

M. 5

Signature : .....

**LIQUE**

**MAU GUTH**  
CHAT BEAUTÉ

**UN INSTANT EN UN PAROLE**

**GUTH**





**Vient de paraître :**

## LE CADEAU DU ROI

Tome XVIII du Journal d'une Antiquaire  
par Yvonne de Bremond d'Arès

un volume relié, 242 pages, format 19,5 x 12,5

HACHETTE  
et chez l'auteur : 20, rue du Fg-Saint-Honoré - Paris

Michel Soulié

## Le cartel des gauches ... et la crise présidentielle

JEAN DULLIEN, ÉDITEUR

### TRACES

collection nouvelle dirigée par Roger Dodon

Phyllis Chesler  
**Les femmes et la folie**  
Préface d'Henri Clouzot  
Jean Bastaire  
Péguy l'insurgé

... La Chine à l'ordre du jour  
Jacques Guillermez  
**Histoire du Parti Communiste Chinois**  
édition entièrement revue dans la Petite Bibliothèque Payot  
Tome 1 : des origines à la république soviétique chinoise / FRP 257  
Tome 2 : de Yanou à la conquête du pouvoir / FRP 258

J. Huizinga  
**L'automne du Moyen-Age**  
précédé d'un entretien avec Jacques Le Goff  
Margarete Mitscherlich  
**L'amour, la haine et l'agression**  
Alfred Adler  
**Ecole et psychologie individuelle comparée** FRP 259  
Catalogue sur demande aux Éditions  
**PAYOT**  
106, boulevard Saint-Germain, Paris.

## recherches

**Vient de paraître :**

N° 17 - HISTOIRE DE LA PSYCHIATRIE DE SECTEUR  
Aujaleu, Bailly-Sollin, Bellini, Bonnafé, Daumézon, Guattori, Mignot, Oury, Sivadon, Torrubio, Tosquelles, etc.  
612 pages, dessins ..... 60 F

N° 18 - CAHIERS DE L'IMMUABLE/1  
64 pages, « cartes » et légendes ..... 15 F  
de Fernand Deligny.

Déjà parus :

N° 13 - LES ÉQUIPEMENTS DU POUVOIR (280 pages) ..... 32 F  
N° 14 - L'IDÉAL HISTORIQUE (144 pages) ..... 20 F  
« Une stimulante mise en cause des méthodes et théories de l'histoire. » (« Les Annales », décembre 1974.)  
N° 15 - LA COOPÉRATION EN PRATIQUE (210 pages) ..... 30 F  
N° 16 - LES DEUX SAUSSURE (Sémiotique) (145 pages) ..... 20 F  
49, rue Dalaux, 94120 Fontenay-sous-Bois - Téléph. : 873-03-11  
Les libraires parisiens peuvent s'approvisionner à la Librairie Simoniot, 10, rue Tournefort - 75005 Paris

nouvelles/cinéma  
livres/études  
bandes dessinées  
interviews/dessins  
reportages/photos  
libres propos

la revue de l'actualité littéraire de la

## science-fiction

littérature d'aujourd'hui

En vente chez votre marchand de journaux ou à  
HORIZONS DU FANTASTIQUE, 11, rue Cadet, 75004 Paris  
Le n° 12 F - 0 n° 24 F - 12 n° 102 F  
Documentation gratuite en nous retournant cette annonce.

# LE COURRIER DE L'HISTOIRE

VUES PAR UN AMÉRICAIN

## Les mutations de l'Europe technicienne

« L'EUROPE TECHNICIENNE », de David S. Landes, Gallimard, Bibliothèque des histoires, traduit de l'anglais par Louis Evard, 284 pages, 135 F.

UNE histoire totale ? Peut-être pas. Mais « globale ». Elle transcende les frontières des nations ; elle puise, à toutes mains, dans les recherches des historiens français, anglais, allemands... David S. Landes dépeint à grands traits le tableau des révolutions industrielles de nos côtés de l'Atlantique. Elles ont transformé de fond en comble, entre le dix-huitième et le vingtième siècle, le paysage humain et naturel, dans tout l'Occident. Cette « Europe technicienne » suppose chez son auteur une érudition immense, la maîtrise des sources, la capacité aussi de retenir l'essentiel, en éliminant l'accessoire. Qualités rares parmi les chercheurs : ils prétendent, et c'est compréhensible, la confirmation minutieuse d'une monographie à la composition soignée d'une grande fresque.

Tout s'est joué, dans les débuts, à l'extrême nord-ouest du Vieux Continent, en Angleterre, en Écosse. Dès 1700, le revenu de l'Anglais moyen (bébé, adulte ou vieillard) était deux fois supérieur à celui de l'habitant actuel du Nigeria. Et la révolution industrielle était encore à venir ! Énumérons donc, avec David S. Landes, les divers facteurs de cette rupture féconde, enregistrée vers 1750-1800, chez les Britanniques, soit une confortable avance, dès le début, un commencement de révolution agricole ; des butins fructueux rapportés de l'Inde et de l'Empire ; les mines de charbon ; une forte « demande » de biens, formulée par les populations anglaises ; enfin, et « last but not least », la science d'un peuple de bricoleurs, aptes à inventer comme à fabriquer des machines pour filer le coton, pour utiliser la vapeur, etc. Tout cela réunit, explique « mieux que ne le ferait une abondance d'objets de copieux, fort problématiques » le démarrage local de la révolution industrielle (textile, métallurgique, charbonnière) en Écosse, en Lancashire et dans les Midlands. Quelques chiffres nous laissent rêveurs et flatteraient certaines nostalgies anti-inflationnistes : la consommation de coton par l'industrie anglaise est multipliée par mille entre 1700 et 1860 ; mais le prix du coton reste stable à 7,5 pence le demi-kilo, entre ces deux dates ! Stabilité à laquelle n'est pas étranger l'écouage des Noirs, sur les plantations cotonières...

« L'entrée de jeu, l'auteur cite un manuscrit du treizième siècle qui semble décrire pour la thèse de la source directe du catholicisme. Il y est dit que Philippe Auguste « envoya son fils en Allemagne pour anéantir l'hérésie des Bogoures dans ce pays ». Quant au mot « bogoures », il désigne simplement les Bulgares (Bougres) ».

L'hérésie tient son nom du grec Bogomites, qui le conquit et le prêcha. L'auteur en décrit les traits originaux : elle est caractérisée par un dualisme nuancé, tempéré, qui laisse place à l'optimisme. Et à quelque contradiction. Comment voir dans la création tout entière, humaine comprise, l'œuvre exclusive du diable ; et discernar dans l'homme, en particulier dans le peuple, « une partie de l'âme divine » ?

Mais en touchant ici à la véritable originalité de bogomilisme, au ressort de sa « force », à sa « dévotion » historique : l'hérésie spirituelle porte en elle sa conséquence politique. Tout pouvoir étant d'essence estannique, le bogomilisme est nécessairement rébellion, non seulement contre le pape, mais contre le roi, et contre le boyard. L'auteur a raison de voir dans ce contenu révolutionnaire l'importance de l'hérésie bulgare et la cause de sa fortune assez étonnante par toute l'Europe, même s'il ne grossit peut-être un peu (en va-t-il pas ainsi de tout « être pour son sujet ?) et oublie que, sur un point capital, le catholicisme lui est « étranger », qui n'a cessé d'unir, jusque sur le bocher, toutes les « classes » dans la même foi.

Le bogomilisme, en tout cas, donne à Borislev Primov matière à un vaste tableau où il est conduit — bien naturellement aussi — à montrer, dans le royaume bulgare, une puissance centrale rayonnante qui résonne au fait trembler l'Occident, de Toulouse à Byzance.

### Les vieux mythes

De fait, David S. Landes, en 1975, se repart d'avoir été, dans sa jeunesse, mauvais prophète quant à la France : pour ce pays, voici vingt-cinq ans, il n'avait prévu que stagnation décadente. Entre 1950 et 1970, c'est tout le contraire qui va se produire ; l'usage des données scientifiques, l'unification commerciale de l'Europe, le savoir économique et la volonté de croissance, conjugués leurs effets ; de quoi provoquer, non sans injustices et inégalités,

### Le faux départ des années 20

Les années 1920 marquent, pour l'économie de l'Occident, un faux départ, vite annulé par la crise de 1929, (puis par la seconde

### Des Bogoures aux Parfaits

« LES BOUGOURES », de Borislev Primov, traduit du bulgare par Monette Ribeyrol, Payot, 228 p., 65 F.

### Une fascination morose

Le continent, lui, n'était pas mal préparé pour une évolution « à l'anglaise », après des siècles d'accumulation manufacturière et intellectuelle. Il est plus lent, néanmoins, à s'ébranler. L'industrie française parait « bien partie » au dix-huitième siècle. Mais elle sera plus qu'à moitié torpillée par les « événements » de la Révolution et de l'Empire, bénéfiques sous bien d'autres rapports, mais catastrophiques quant au développement d'une économie d'avant-garde. La Belgique « décollera » ; mais la Ruhr, elle, sera encore à la traîne en 1851.

De 1851 à 1873, dans l'ouest de notre continent, obvièrent la construction des chemins de fer et l'épanouissement du libre-échange en un marché commun première-manière. En 1873, les lampions de la « fête impériale » sont éteints en France, mais certains retards déjà sortis, en partie, comblés. Les trois grandes puissances industrielles de l'Occident (Belgique, Allemagne, France) peuvent s'allier, sans trop de « complexés », sur les réussites du Royaume-Uni.

Après 1873, c'est la crise, la purge concurrentielle, que suivront,

### Le faux départ des années 20

Les années 1920 marquent, pour l'économie de l'Occident, un faux départ, vite annulé par la crise de 1929, (puis par la seconde

### Des Bogoures aux Parfaits

« LES BOUGOURES », de Borislev Primov, traduit du bulgare par Monette Ribeyrol, Payot, 228 p., 65 F.

(Publicité)

A PARIS  
UN ÉDITEUR  
SUR LA RIVE GAUCHE

## LA PENSÉE UNIVERSELLE

RECHERCHE  
« manuscrits inédits de romans, poésies, essais, théâtre, étude formulée avec participation aux frais. Adresses manuscrites et courrielles vites »

M. LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE « LA PENSÉE UNIVERSELLE »  
3 bis, Quai aux Fleurs, 75004 PARIS  
TÉL. : 326.85.44

SSU



### Les athlètes de la foi

(Suite de la page 17.)

Et l'on peut, entre ces « sports » terrifiants ou admirables en leur genre, en faire un peu de tout. Saint Siméon, et saint Simeon, spécimens de l'abjection. Sainte Isidon compte fort peu de femmes, ne sont pas très bien considérés, et le plus souvent, elles se font travestir, sainte Isidon, si humble qu'elle simule la Jean d'Égypte, de l'espèce « brutaux », qui vécut cinq ans dans sa hutte, tout nu, et griaient à quatre portes les 1 du bon Dieu. Saint Flor, qui a cinq olives par jour. Saint thé, qui attend la canicule transporter des pierres. Le r Bessarion, qui ne se remet à pêché original et pleure sa instant de repos. Jean le Pat arraché tous les jours un morceau en terre. Jacques de l'en Syrie, plus immobile que pierre, au point que la lui recouvre sans qu'il s'en aperçoive. Saint Maron, qui réside à onze ans dans un tronç d' Simon, et « qu'une foule im- vinent contemporain ou somnif- colorme. Chanouki, enfin, s'attache une semaine à une avant de fonder des monac dans lesquels il conduit ses res à la beauté en leur f- sont les os à coups de bâton

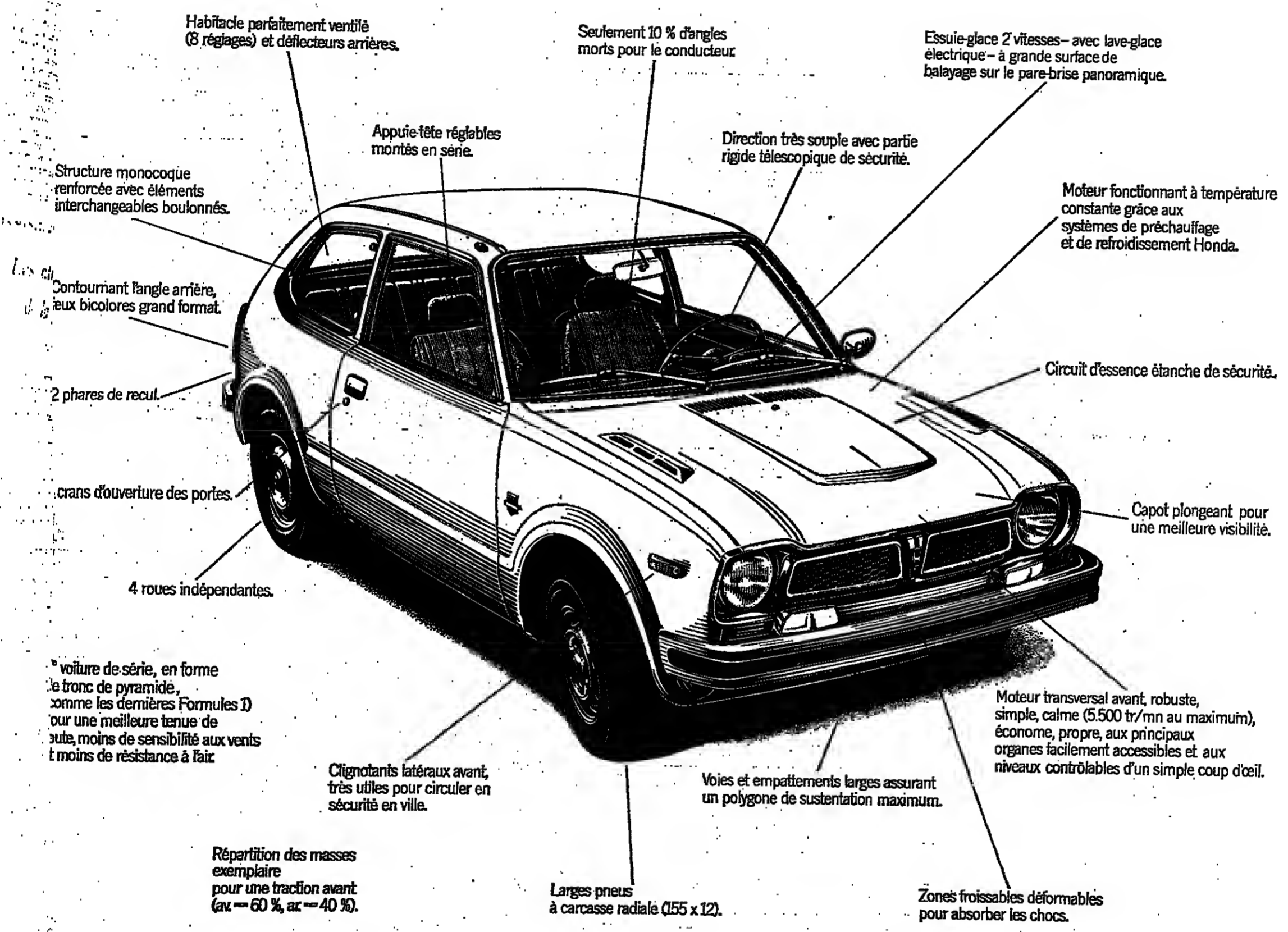
Telle est l'étrange, l'im- ble peuplade du désert. M- serait injuste de lire le très livre de Jacques Lacc comme un catalogue d'a- stors ou même comme une : galerie de portraits. Lacc s'il se déclare athlète, par- peur extrême aux « athlètes fol ». Il les interroge avec sion ; ces spectres en halion égares aux grands yeux ren- ces corps martyrisés, qui sont- quelle est leur cible ? Sont-ils saints, des fous, des lé- faut-il les regarder comme hommes engagés dans un dis- défilant avec l'éternité au- comme des hors-la-loi, des gés, des sortes de moines Jacques Lacarrière ne prêtent leur arracher leur secret, n- établit clairement l'ambition hauteur de l'entreprise. Mar- miche, arrachés au temps ; de désir, de tendresse ou de- moire, inopées à l'avenir, d- enfin, des contraintes du corp- héliocentrique de l'arrière-monde, vient Dieu, touchant aux- société de leur langage et à- vers celle-ci, haute, majesté- noble. Et peut-être, en dress- leurs bêtises et leurs viles pou- pierres et les durées de p- édités... l'histoire, en ré- qu'ils attendaient changer ?

GILLES LAPROU

مكتبة الهلال

L'HISTOIRE  
MÉCANIQUE  
technicien

# La Civic rassure les assureurs.



Une "compacte" qui roule sans forcer 130 km/h sur l'autoroute, avec à son bord 4 personnes bien installées, qui se joue des côtes et des virages, et qui roule longtemps sans s'essouffier, sans broncher, ni sous les rafales de vent, ni sous la pluie, cela ne se voit pas tous les jours. Et pourtant on voit aujourd'hui beaucoup de "compactes". Dès lors, comment s'étonner que la Civic soit actuellement la seule voiture vendue en France à bénéficier d'un contrat

d'assurance-assistance exceptionnellement avantageux pour son propriétaire? Ce contrat - le contrat "Trois A" - a été établi en exclusivité pour Honda-France par PB Assurances avec Europ-Assistance. Il offre un tarif d'assurance annuel (1) très compétitif et donne droit à toutes les garanties d'Europ-Assistance quand une panne ou un accident se produisent à plus de 40 km de votre domicile. A plus forte raison quand cela arrive à l'étranger. C'est dire combien la Civic a

été au préalable sévèrement testée et combien elle a passé avec succès toutes les épreuves, les pires. Elle a prouvé, entre autre, qu'une voiture peut être peu encombrante (3,54 m de long) pratique (le hayon arrière permet une transformation facile en break) en étant aussi très robuste, confortable, remarquablement stable et sûre. Lisez attentivement les légendes fléchées autour de la Civic ci-dessus, elles détaillent pour vous les nombreux points forts de

cette voiture. Seul le prix reste faible : 14.215 F en version mécanique (2) et 15.535 F en version transmission automatique (2).

(1) Pour renseignements sur le Contrat "Trois A" chez PB Assurances 22, rue Général de Gaulle 92270 BOIS-COLOMBES. Tél. 781.12.97.  
(2) Prix TTC au 1<sup>er</sup> mai 1975 + taxes de transport et de mise en route.

## HONDA CIVIC

CARNET

Mariages

M. et Mme Jacques Paul-Dau... M. et Mme Francis Barbeset... M. et Mme Pierre Raynaud...

Décès

On nous prie d'annoncer le décès de Mme Yvonne BERNARD... On nous prie d'annoncer le décès de Mme Odile SON...

Monsieur LITTAÏE - PEYR... M. et Mme Gilbert Lafon... M. et Mme Jean-Paul Bireb...

On nous prie d'annoncer le décès de Mme Marie-Jeanne VAYR... On nous prie d'annoncer le décès de Mme Marie-Françoise DEBLENNE...

Mlle Hyacinthe Pasqualini... M. Antoine Pasqualini... M. Mathieu PASQUALINI...

Mme Henri SCHILL... M. et Mme Jean-Pierre et Jacqueline SCHILL... M. LE GRAND RABBIN...

Visites et conférences

VENREDI 23 MAI... VENTES... M. et Mme Xavier BERTAGNA...

A L'HOTEL DROUOT

Ventes... M. et Mme Jean-Paul DANDIEU... M. et Mme Jean-Bernard HUCHET...

COPIN ORFÈVRE JOAILLIER FABRICANT. Listes de mariage argent massif métal argenté.

VENTE A VERSAILLES... M. F. et J. MARTIN... M. et Mme Jean-Paul DANDIEU...

PRESSE

ATTACQUÉS, SELON LA DIRECTION DU QUOTIDIEN, PAR DES OUVRIERS DU LIVRE

Deux camions de livraison du « Parisien libéré » venant de Belgique ont été vidés de leur chargement

Deux camions de livraison du « Parisien libéré » venant de Belgique... Le premier incident s'est produit à 4 h. 30 jeudi matin... M. Antoine Pasqualini, son frère, ses neveux et nièces...

UNE LETTRE DE M. BELLANGER

Invocant son droit de rép M. Claude Bellanger nous dresse le texte suivant...

VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES MOBILIER DU CHATEAU DE VILLARCEAUX... LE DIMANCHE 8 JUIN 1975, à 14 h. 15 et 20 h. 45 SUR PLACE Au Manoir de VILLARCEAUX (95 - Val-d'Oise)...

HERMÈS. Tendance 440 F. Hermès sacs et accessoires.

Handwritten notes and signatures at the bottom of the page.





OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

Vente le 27 mai, à 14 h. au Tribunal à CORBEIL-ESSONNES, EN 3 LOTS 7 PAVILLONS de 1 PARCELLE DE TERRAIN à MENECY (91)

UN PAVILLON AVEC JARDIN à ORSAY (Essonne) 14, RUE BUFFON MISE A PRIX : 200.000 F

LOCAUX à USAGE COMMERCIAL SIS à IVRY-SUR-SEINE (94) 22, RUE PIERRE-CURIE et 23, RUE JEAN-MARIE-POULMACH MISE A PRIX : 300.000 FRANCS

UNE PROPRIÉTÉ à RAMBOUILLET (Yvelines) Dénommée LE BOIS JOLI - 1, r. de la Commerce - Cant. 20 A 35 CA MISE A PRIX : 150.000 FRANCS

OFFICINE DE PHARMACIE AVEC BAIL DES LOCAUX COMMERCIAUX A PARIS (19e) - 150, RUE DE FLANDRE

1er Lot UN LOCAL COMMERCIAL ou rez-de-chaussée et 4 EMPLACEMENTS DE VOITURES au sous-sol 2e lot - UN APPARTEMENT au 5e Étage SIS à VILLEMOMBLE (93)

D'UN IMMEUBLE SIS à SACLAS (91) Lieudit « La Cave » Compt. un PAVILLON D'HABITATION

17, RUE RAMPONNEAU - PARIS (20e) GRAND ATELIER dans la cour avec dépendances et droit à la jouissance de l'écoule et 243/100 des parties communes

DIFFÉRENTS BIENS IMMOBILIERS SIS à SACLAS - BOISSY-LA-RIVIÈRE et ST-CYR-LA-RIVIÈRE (91) PREMIER LOT Chemin Départemental n° 168

DIVERS LOCAUX PARIS-14e Dans immeuble en cours de construction dépendant d'un ENSEMBLE IMMOBILIER s. à 14, rue CABANIS

Propriété et de chasse à 20 km Sud de Gien 2 heures Sud PARIS par A.S. comp. 1) Pavillon d'habitation et terrain

VENTE-REPARATION COLOMBES (92) 14, r. Gabriel-Péri Bail local : 2 propr. 394 et 890 m2

MATIERES PREMIÈRES Export Produits Semi-Fini en Film à BOULOGNE (92) 80, rue de PARIS

UN PAVILLON Cinq Pièces sis à RIS-ORANGIS (Essonne) 23, rue des Collines MISE A PRIX : 80.000 FRANCS

RUEIL-MAILMAISON (92) 8 bis et 10, bd de l'Hippodrome-Stiel et 3 bis et 5, bd de l'Industrie MISE A PRIX : 30.000 FRANCS

MAISON av. JARDIN autour COVERVILLE Lieudit le Gravelin Cont. 1.199 m2 - M. à p. 20.000 F

UN APPARTEMENT sis à MASSY (Essonne) Bâtiment C - 2 et 4, avenue du Président-Salvadore-Allende

Le Monde Service des Abonnements 75257 PARIS Cedex 13 C.C.P. 4287 - 23

RADIO-TÉLÉVISION

CORRESPONDANCE

Antenne 2 et M. Mitterrand

A la suite de notre article paru dans le Monde du 15 mai 1975, M. Georges Leroy, rédacteur en chef des Informations Télévisées

M. Christian Chapon, nommé administrateur-délégué de la C.L.T., n'a pas réintégré le Conseil d'Etat

LES PROGRAMMES

JEUDI 22 MAI

CHAÎNE I : TF 1 19 h. 45 Feuilleton : Christine. 20 h. 35 Série : Columbo. « Au-delà de la folie »

CHAÎNE II (couleur) : A 2 19 h. 45 Feuilleton : Une Suédoise à Paris. 20 h. 35 Entretien : Giscard un an après, par J. Chancel

VENDEDI 23 MAI

CHAÎNE I : TF 1 19 h. 45 Feuilleton : Christine. 20 h. 35 Au théâtre ce soir : « La Brume que l'on croit »

CHAÎNE II (couleur) : A 2 19 h. 45 Feuilleton : Une Suédoise à Paris. 20 h. 35 Chien-chien et le Shanghai-Geste

TRIBUNES ET DÉBATS

M. Alfred Grosser, professeur de sciences politiques, est invité d'Étienne Mougeotte à propos du projet d'Andréas Bader sur Europe

Monsieur Nicolas dévoilé

Quel talent ce Birelli. Quelle merveille cette Sara ! Pour moi un grand moment de télévision. Un regard neuf sur un climat, un auteur, une œuvre. Même pas neuf, d'ailleurs, lucide photo. Parce que, enfin, au siècle de Louis XV, de Sade à Rousseau, le Rousseau des Conférences, et même à Marivaux, le Marivaux des romans

Le Monde publie tous les samedis, numéro daté du dimanche

LES PROGRAMMES

CHAÎNE III (couleur) : FR 3 19 h. Pour les jeunes : Les chentilles. 19 h. 40 Tribune libre : Les jeunes socialistes

FRANCE-CULTURE 19 h. Théâtre d'été : « Domino » de M. Achard F. P. P. L. n. o. u. z. avec G. Pierrucci, J. Arthur (réalisation J. Choussy)

FRANCE-MUSIQUE

CHAÎNE III (couleur) : FR 3 19 h. Pour les jeunes : Omnia lauriphanta. De l'écran pour nous.

FRANCE-CULTURE 20 h. (S.) La musique et les hommes : Esthétique du mort / 23 h. 30. Entretien avec Edmond Jabès / 23 h. 45. La musique et ses classiques / 1 h. 30. Nocturnes.

FRANCE-MUSIQUE

ROGER GHEYSENS auteur du livre LES ESPIONS (ELSEVIER) participe, vendredi, à APOSTROPHES

KRUPS Duomat de Krups: Elle aime le café. Elle préfère le thé. La Duomat fait les deux à la fois.

secur... wan: le s...

هكذا من الأصل

ARTS ET SPECTACLES

Exposition  
Couvre-lits anciens du Québec

On ne s'est pas une exposition... Mais, soivent, des pièces où le langage occupé sont retenues... La revue « Techniques et architecture » a obtenu la médaille d'or... On regrettera que l'exposition présente à la verticale des pièces dont la beauté réside dans l'adéquation de leur rythme décoratif à leur emplacement fonctionnel...

Musique  
"i. 330", de Jacques Bondon

Musique et sciences-fiction n'ont pas l'habitude de faire ménage... Le metteur en scène René Terrason, à qui l'on doit la commande de cette œuvre... Le Théâtre Jean-Vilar de Surcouf présente les 29 et 30 mai, à 20 heures, et le 31 mai, à 21 heures, « Chana », de Cornelie...

Danse  
Alvin Ailey au Palais des sports

C'était en 1964 au Théâtre des Champs-Élysées... Alvin Ailey et sa troupe commencent une vaste pérégrination qui allait révéler à l'Europe le nouveau visage de la danse noire américaine... Il y a cette année une nouvelle recrue de choix, le Portoricain Christopher Aponte...



Les sécurités de l'ordinateur Alvan

Advertisement for Alvan computer system. Text: 'L'ordinateur Alvan est simple: il ne demande pas de connaissance particulière de l'informatique.' Includes images of the computer hardware and a list of features.

Alvan: le savoir faire et... le faire savoir

Form for requesting Alvan computer information. Fields include: 'Je suis comme St Thomas', 'Je souhaiterais', 'recevoir la liste des références de l'ordinateur Alvan', 'recevoir une démonstration de l'ordinateur Alvan', 'recevoir une documentation sur l'ordinateur Alvan', 'Mon nom', 'Ma firme', 'Mon adresse', 'Tél.'.









Table with 3 columns: OFFRES D'EMPLOI, DEMANDES D'EMPLOI, PROPOSITIONS COMMERC.

ANNONCES CLASSEES

Table with 3 columns: L'IMMOBIELIER, EXCLUSIVITES, L'AGENDA DU MONDE.

L'immobilier

Main real estate advertisement section with multiple columns for various properties (Paris, Boulogne, St-Mandé, etc.), commercial spaces, villas, and real estate services.

Delta Construction advertisement: 'Il y a des endroits en plein Paris...' featuring a map of Paris and details about a property in the 13th arrondissement.



RELIGION

LA NOMINATION DE Mgr JEAN RÉMOND

Pour la première fois un prêtre-ouvrier devient évêque

souligne Mgr Huyghe
C'est la première fois, note M. Gérard Huyghe, évêque...

Combien de fois ai-je souhaité, dit Mgr Huyghe, que Rome...

Six cents ouvriers à plein temps et cent cinquante employés

Les prêtres-ouvriers en France ont à une certaine date...

A ce chiffre, il faut ajouter les cinquante prêtres...

Soixante-cinq jeunes du mouvement des prêtres-ouvriers...

ÉDUCATION

SOMMIS AU SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX UNIVERSITÉS

Un rapport souhaite l'extension des expériences d'enseignement « en alternance »

Populariser l'idée de formation en alternance dans l'enseignement supérieur et scientifique...

M. Guillebeau juge d'abord nécessaire de créer un courant favorable à la mise en place d'un enseignement supérieur en alternance...

Il faudrait non seulement utiliser ces cas, mais en établir d'autres avec les grandes centrales syndicales...

COURS DE VACANCES

pour garçons en Suisse Centrale. Séjour de trois à six semaines entre le 12 juillet et le 22 août 1975...

CROCUS Systèmes d'exploitation des ordinateurs. Coll. "Dunod université" 95 F

de la BBC A L'ÉCOLE DE LONDRES. Toutes les explications en Français. Abonnement 12 n° par an, F 38,40

J. TEMPIER Mini-ordinateurs dans la gestion industrielle et le contrôle des processus. DUNOD 87 F

Le parti socialiste critique l'avant-projet «croupion» du gouvernement et présente huit mesures immédiates

M. Louis Mexandeau, député du Calvados, délégué du parti socialiste à l'éducation nationale...

PRÉPARATION A SC.PO par correspondance du 15 juillet au 30 août

AUTOPSIE DE L'ÉCOLE CATHOLIQUE. G. GOUREAUX J. RICOT. "CHEVAL DE TROIE DE L'ENSEIGNEMENT PATRONAL"

CORRESPONDANCE

Communisme et exigences de l'Évangile

La publication dans le Monde du 13 mai de deux textes sur les chrétiens et le socialisme...

Autant le texte des « chrétiens et le socialisme » sonne faux, pédonisme s'accompagnant...

Deux livres de grande qualité, moins, font le point avec sagesse et modération...

Le salut, c'est voir entrer dans son mystère. Vouloir son salut...

Un grand psychologue de notre siècle, saint François de Sales (fut-ce un « théologien traditionnel ») a écrit : « La frontière entre le royaume du bien et le royaume du mal passe par mon cœur... »

Jusqu'au 30 septembre 1975 industriels! des prêts à des conditions exceptionnelles. financés sur les ressources de l'emprunt national 1975 peuvent être obtenus dès maintenant

Un grand psychologue de notre siècle, saint François de Sales (fut-ce un « théologien traditionnel ») a écrit : « La frontière entre le royaume du bien et le royaume du mal passe par mon cœur... »

(1) Saint Thomas d'Aquin disait que la vertu n'est pas possible sans un minimum de confort matériel (N.D.L.R.)



# EQUIPEMENT ET RÉGIONS

A PROPOS DE...

## LA PROTECTION DU LITTORAL BRETON

### Pas d'autos dans les bruyères du cap Fréhel

Faut-il, pour le plus grand plaisir des automobilistes et des touristes, tracer des routes nouvelles la plus près possible du littoral? Ou bien, dans un souci de protection des sites sauvages encore vierges, les interdire? Question fondamentale que vient d'illustrer récemment une affaire dans les Côtes-du-Nord, sur les landes du cap Fréhel.

Là, dans un paysage magnifique où les ajoncs et les bruyères maintiennent leurs sentiers battus au ras des cailloux de Phérel, défendent la nature et agriculteurs ne cessent d'affronter vainement la commune concubine. La commune concubine veut ouvrir une route qui silloterait directement le phare du cap Fréhel — où accablent localement les automobilistes du momentiste habitué du Fort-La-Latte perché sur un éperon de rochers plongés dans la mer. Cette route emprunterait sur une zone classée en réserve naturelle (le cap Fréhel est en Europe une des plus riches terres pour toutes sortes d'oiseaux de mer). Mais la nouvelle voie remplacerait l'ancienne desservie, étroite et tortueuse, où l'effacement des routes, l'été, rend la circulation dangereuse. Les élus locaux et les agriculteurs sont favorables à ce projet. Les « citadins », qui possèdent des résidences secondaires, et les écologistes, eux, s'y opposent.

À l'évidence, accepter un tel projet serait pour les communes publiques faire un « faux pas ». Le gouvernement, par le vote des ministères de l'aménagement du territoire, a récemment déclaré à plusieurs reprises depuis deux ans, qu'il ne fallait plus construire des routes en bordure de mer, car celles-ci constitueraient des « barrières » et défigureraient les paysages. La question est épineuse d'une « sensibilité » particulière en Bretagne où, on le sait, les élus ont pro-

## M. CHIRAC EN LORRAINE EN JUIN

M. Jacques Chirac se rendra en Lorraine, au cours du mois de juin, pour annoncer M. Claude Coulaud, député R.I. de Meurthe-et-Moselle. M. Coulaud a proposé au premier ministre de se rendre dans la région lorraine pour attirer son attention sur les équipements routiers et la préparation du VII<sup>e</sup> Plan. M. Chirac se rendra à Nancy et à Metz et pourra participer à une réunion du conseil régional. La date précise de ce voyage n'a toutefois pas été fixée. (Corresp.)

## TOURISME

### L'ENTRÉE DU PARTHÉNON INTERDITE AUX VISITEURS

Depuis le 21 mai, l'entrée du Parthénon est interdite aux touristes qui visitent l'Acropole d'Athènes. C'est à pour assurer la sécurité de la statue de marbre du temple, qui montre des signes d'usure, que M. Constantin Trypanis, ministre grec de la culture, a pris cette décision. Désormais, l'accès à l'intérieur du monument sera limité à un nombre réduit de visiteurs, d'importants travaux de restauration sont en cours. On estime à environ deux millions le nombre des touristes qui viennent chaque année visiter le célèbre colosse athénien.

● INVALIDES - ROISSY SANS CHANGEMENT DE CAP. — Air France a décidé de ne pas décaler les vols de Roissy-Charles-de-Gaulle. Il faut auparavant changer d'autobus au terminal de la porte Maillot. Le prix du voyage sera de 10 francs.

## HONORAIRES MÉDICAUX

### Divergences entre les médecins et la Sécurité sociale sur le relèvement des tarifs

Les représentants des syndicats médicaux (C.S.M.F. et F.M.F.) et ceux des caisses d'assurance-maladie, qui se sont réunis le 21 mai pour essayer de conclure un accord transitoire de six mois avant l'élaboration d'une nouvelle convention nationale, n'ont pas réussi à dégager un compromis. Une nouvelle réunion doit avoir lieu mercredi 28 mai.

La C.S.M.F. avait vivement réagi ces dernières semaines aux projets des caisses de modifier l'ancienne convention, les accusant un peu rapidement de vouloir créer une « médecine de caisse » et de porter ainsi un coup fatal à la médecine libérale. Les négociations du 21 mai n'ont pas débouché sur ces propositions de fond mais sur les questions plus terre à terre des honoraires.

Des points de convergence se sont, en effet, dessinés : pour reprendre les termes du docteur Monier, président de la C.S.M.F., « les questions de principe, telles que les types d'exercice de la médecine (article 19). Les caisses qui, comme la F.M.F., proposent de reprendre pour six mois l'ancienne convention, dans l'attente d'un accord plus global, ont accepté d'ajourner un protocole sur les orientations de la future convention.

Des divergences profondes sont cependant apparues sur deux points. La C.S.M.F. refuse, pour l'instant, de reconduire provisoirement plusieurs clauses de l'ancienne convention, notamment sur l'autodiscipline, ce qui revient, selon M. Durin, président de la caisse des salariés, à voter la convention de la moitié de son contenu. Deuxième divergence, et de taille,

## CONFLITS ET REVENDICATIONS

### LES NAVIGANTS D'AIR INTER REPRENNENT LE TRAVAIL

Les navigateurs de la compagnie Air Inter ont décidé de suspendre la grève-surprise de vingt-quatre heures renouvelable qu'ils avaient déclenchée mercredi matin 21 mai. Ils réclamaient que l'augmentation de 3 % accordée le 1<sup>er</sup> avril dernier au personnel au sol leur soit intégralement appliquée. La direction ne leur avait pas donné satisfaction.

L'an dernier, indique la direction, les salaires mensuels des navigateurs d'Air Inter ont été compris en moyenne entre 14 000 et 27 900 francs pour les commandants de bord, de 8 800 et 11 000 francs pour les pilotes, 8 700 et 15 300 francs pour les officiers-mécaniciens. En 1974, toujours selon la direction, l'activité de ce personnel n'a pas dépassé en moyenne quarante-cinq heures par mois.

D'autre part, les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. ont appelé le personnel au sol d'Air France à cesser le travail le jeudi 22 mai, de 8 heures à 13 heures, afin d'obtenir « l'ouverture de négociations sur les revendications en cours ».

De son côté, le Syndicat national des contrôleurs du trafic aérien C.F.T.C. « s'étonne, dans un communiqué, que les promesses de négociations lancées en 1973 ne soient toujours pas tenues ». Il « engage tous ses adhérents à manifester leur mécontentement devant cette situation et appelle toutes ses sections à organiser l'action dans les délais les plus brefs pour mettre un terme à l'attitude dans laquelle se complaisent les pouvoirs publics ».

JEAN-PIERRE DUMONT.

## Faits et projets

### aménagement

#### territoire

M. BERNARD LABBE, PRÉSIDENT DE LORDEX. — M. Bertrand de Mandray, conseiller et président de la société de développement régional Lortex, vient de céder la présidence de cet organisme à M. Bernard Labbé. Celui-ci, industriel, est maître de Gorty (Meurthe-et-Moselle). Il est également le dirigeant des brèves de Saunès et Gorty, président national du Syndicat et du tréfilage et président de l'Union de la métallurgie de Langwy-Villupt. (Corresp.)

### financement

#### REQUIEM TERMINÉ POUR QUATRE ÉRABLES

Les quatre érables qui entourent la statue de Thiers, place la Gare, à Nancy, sont tombés dans la nuit de mercredi à jeudi 22 mai (« le Monde » du 23 mai). Une quarantaine de manifestants s'étaient rassemblés sur la place, face aux six étages de la tour métallique de la tour Eiffel. Sur une banderole, on avait lu : « Martin, crois-tu l'arbre du Front? nous t'en fait Les communistes, jeunes de tous bords politiques, ont annoncé qu'ils grimperont dans les arbres pour empêcher qu'on ne les abatte. Malgré les cris de protestation, trois arbres ont été abattus à 21 heures. D'abord, par deux cents personnes, quatrième érable à 22 heures, à 23 heures, au petit matin, également abattus, l'arbre tombé.

LES GREVISTES DE LA «ADM SATISFAIT. — Les autogrévistas de la faim — ainsi lesquels deux employés S.D.F. — dont l'action avait commencé le 21 avril dernier ont protesté contre la politique anticongressiviste de l'U.D.R. (le fonds du 23 avril) ont interrompu leur jeûne, le mercredi 1 mai, au lendemain de la projection du film de Claude

Ozenberger les Atomes sont venus du bien? sur le 22 mai, les grévistes de la faim ont estimé que le débat public télévisé qu'ils avaient réclamé et marqué la fin d'une infirmité internationale et tendancieuse ».

### P.T.T.

● LA C.F.D.T. DEMANDE LA CREATION DE 44 000 EMPLOIS. — Estimant que 20,3 milliards de francs d'investissements en 1976 obligent les P.T.T. à recruter massivement du personnel, la Fédération C.F.D.T. des P.T.T. demande la création de 44 000 emplois d'ici à la fin de l'année 1976. Le secrétaire d'Etat aux Postes et Télécommunications n'en proposerait que 15 500. L'amélioration de la qualité du service public des P.T.T., déclare la C.F.D.T., passe par d'importantes créations d'emplois.

### Région parisienne

● CONTRE LE PEAGE SUR L'A 4. — Le conseil général du Val-de-Marne a été unanime, le 21 mai, pour demander au gouvernement de revenir sur sa décision d'instituer un péage sur l'autoroute de l'est (A 4) à partir du pont de Charenton. Les élus de la majorité (U.D.R., R.I. et modérés) ont voté une motion dans laquelle ils se déclarent prêts à démissionner collectivement au cas où le projet de péage serait maintenu. Quelques jours auparavant, le conseil général de la Seine-Saint-Denis, dont le président est M. Georges Talbot (communiste), avait adopté une motion pour exprimer sa son opposition absolue au péage urbain, mesure contraire aux engagements gouvernementaux qui pénalisent la population de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée et compromettent le développement de celle-ci ».

### Transports

● LES TRANSPORTS EN TERRES DE CRISE. — Sur proposition de M. Robert Galley, ministre de l'équipement, M. Paul Bastard, directeur des ports maritimes et des voies navigables, a été confirmé dans ces fonctions par décret en conseil des ministres, « en temps de crise ». La motion de « temps de crise » s'applique aux périodes de mobilisation générale ou d'état de guerre. La coordination des services administratifs en ce cas est assurée par un « commissaire général aux transports en temps de crise ». Le prédécesseur de M. Bastard dans ces fonctions était M. Jean Chapon, ancien directeur des ports maritimes et des voies navigables, actuellement secrétaire général à la marine marchande.

# EBIC-LA COMMUNAUTE BANCAIRE EUROPEENNE POUR LES AFFAIRES INTERNATIONALES

L'Ebic (European Banks International) ce sont sept grandes banques européennes indépendantes avec 9000 agences: Amsterdam-Rotterdam Bank, Banca Commerciale Italiana, Creditanstalt-Bankverein, Deutsche Bank, Midland Bank, Société Générale de Banque (Belgique) et Société Générale (France).

Chacune a sa propre individualité juridique et nationale mais toutes ensemble peuvent vous faire bénéficier de leur puissance financière sur quelques-uns des marchés les plus concurrentiels.

Voici comment:

En Europe, la Banque Européenne de Crédit (BEC) à Bruxelles et l'European Banking Company (EBC) à Londres sont à même d'intervenir dans les financements internationaux des projets de grande envergure. (L'European Banking Company a également une agence à Chicago.)

Aux Etats-Unis, vous trouverez les European-American Banks. L'European-American Banking Corporation a des bureaux à New York, Los Angeles et San Francisco.

L'European-American Bank and Trust Company a plus de 100 agences dans le périmètre de New York.

Dans le Sud-Est Asiatique, l'European Asian Bank est présente sur les principales places commerciales et financières (Singapore, Hong-Kong, Jakarta, Karachi et Kuala Lumpur).

En Australie, l'Euro-Pacific Finance Corporation est installée à Melbourne et Sydney.

Pour entrer en relation avec ces organismes, il vous suffit de prendre contact avec l'une des 9000 agences des sept banques de l'EBIC.



(Publié)  
STAGE  
FORMATION PERMANENTE  
M. MERLIN, Professeur à l'Institut d'Urbanisme de l'Académie de Paris, animera du 16 au 21 juin 1975 un stage sur villes nouvelles :  
- La politique néo-urbaine d'urbanisme  
- Les villes nouvelles de la Région parisienne (avec études sur place)  
- Inscriptions et inscriptions : Université de Paris-VIII, Service Formation Permanente, 10 rue de la Tourne, 75711 PARIS DEK 12 - Tél. 800-86-14, p. 383.



# LA VIE ÉCONOMIQUE

## COMMERCE

### Cent soixante-six demandes de création de magasins ont été refusées en 1974

Le ministre du commerce et de l'industrie a fait le point, le 15 mai, devant le conseil des ministres, de l'évolution du commerce de grandes surfaces, qui a enregistré un ralentissement des demandes de créations nouvelles dès le début de l'année ainsi que des études en cours sur la répartition de la distribution, notamment par une séparation du commerce de gros et des circuits de commercialisation des biens industriels de consommation.

Les premières commissions départementales, chargées d'autoriser ou de refuser l'ouverture de magasins, ont commencé leurs travaux en avril 1974, et la commission nationale (qui conseille le ministre, en cas de recours, et qui est présidée par le ministre) en juillet dernier.

Les commissions départementales, au cours de deux cent douze réunions, ont pris quatre cent trente-cinq décisions autorisant l'ouverture de deux cent soixante-trois magasins (230 674 mètres carrés de surfaces de vente) et refusé la création de deux cent douze magasins (1 258 552 mètres carrés).

Les décisions ont été examinées par la commission nationale, et cinquante et une ont été refusées.

53 ouvertures (44 en annulant le refus des commissions départementales, et 9 en confirmant leur accord) et d'en refuser 98 (97 confirmant la décision négative des départements, et 2 refusant une autorisation donnée localement). Neuf dossiers de recours ont été retirés par les promoteurs avant décision ministérielle.

Au total, en 1974, en tenant compte des décisions de 11 départements, 279 magasins ont été autorisés à s'installer (1 180 055 mètres carrés) et 166 ont été refusés (1 012 mètres carrés de surfaces de vente).

Sur la totalité de la surface de vente autorisée, la part du commerce indépendant est restée majoritaire : 40 % sont destinés à des boutiques installées dans des galeries marchandes, et 20 % sont tenus par des commerces de biens d'équipement de la maison.

Un décret sera prochainement soumis au Conseil d'Etat, qui a pour objet de limiter la durée de validité des autorisations et d'instituer des sanctions en cas d'infraction à la loi d'orientation.

Cette dernière disposition vise manifestement les « agrandissements sauvages » pratiqués par certains qui refusent de respecter les décisions des commissions ou qui n'attendent pas qu'elles aient statué pour réaliser leurs projets.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### HITACHI, Ltd

La cent sixième assemblée générale ordinaire des actionnaires se tiendra le 23 mai 1975 à Tokyo.

Le conseil d'administration d'Hitachi, Ltd soumettra à l'approbation de l'assemblée les comptes au 31 mars 1975 (société mère seulement) dont les éléments essentiels sont repris ci-après :

EN MILLIONS DE YEN	100 <sup>e</sup> SEMESTRE FINANCIER		101 <sup>e</sup> SEMESTRE FINANCIER	
	(Du 1 <sup>er</sup> octobre 1974 au 31 mars 1975)	(Du 1 <sup>er</sup> avril 1974 au 30 septembre 1974)	(Du 1 <sup>er</sup> octobre 1973 au 31 mars 1974)	(Du 1 <sup>er</sup> avril 1973 au 30 septembre 1973)
Revenus nets	547.288	572.170	547.288	572.170
Dividende ordinaire	2.500	2.500	2.500	2.500
Dividende extraordinaire	0	0	0	0
Yen 2,50 par action				
Net de commandes à la fin de la période	820.682	786.654		

### SOCIÉTÉ SÉQUANAISE DE BANQUE (S.S.B.)

Assemblée générale ordinaire des actionnaires qui s'est tenue le 23 mai 1975 à Paris (1<sup>er</sup>), 388, rue de la Chapelle, a approuvé les comptes de l'exercice 1974.

Le règlement de la répartition du dividende net de 388 987,51 F par action a été décidé par le conseil d'administration, qui a approuvé la répartition de ce dividende par le directeur, qui procédera à la remise des certificats nominatifs ou remis du coupon n° 32.

et la mise en paiement d'un dividende net de 3 F par action (l'impôt déjà versé au Trésor s'élevant à 250 F, le dividende global est de 750 F).

Le règlement du dividende s'effectuera pour les cinq cent mille actions formant le capital social, à partir du 30 mai 1975, sur présentation des certificats nominatifs ou remis du coupon n° 32.

## ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES

A L'HOTEL JACQUES BOREL

aéroport Charles-de-Gaulle (Roissy-en-France)

JEUDI 29 MAI 1975 - 17 h. 30

Actionnaire ou non, vous pouvez participer à l'Assemblée



Pour recevoir une invitation et la documentation envoyez cette annonce à

JACQUES BOREL INTERNATIONAL  
Tour Maine-Montparnasse  
33, avenue de Maine  
75755 PARIS CEDEX 15

NOM : .....  
Adresse : .....

## Même les grandes Sociétés ont besoin de petites surfaces

Parmi 17 Sociétés, KIDDICRAFT a loué 105 m<sup>2</sup> au Centre d'affaires Paris Nord.

G.I. LAFONT  
Centre d'affaires Paris Nord  
93 Le Blanc-Mesnil tél. 931.31.90

# SIEMENS

## Information destinée aux actionnaires de Siemens

### Le volume des commandes nouvelles a progressé de 3%

Au cours du premier semestre de l'exercice commencé le 1<sup>er</sup> octobre 1974, le montant des commandes enregistrées a atteint 19,2 milliards de francs, soit une augmentation de 3% par rapport à la même période de l'exercice précédent. La croissance s'est donc quelque peu ralentie.

Le marché intérieur a connu des taux d'accroissement légèrement supérieurs à ceux du marché extérieur.

L'enregistrement de commandes nouvelles s'est révélé difficile dans les pays industrialisés, frappés dans leur totalité par un affaiblissement persistant de la conjoncture économique. Les commandes portant sur le matériel de série notamment, ont accusé un net recul qui pourrait avoir une incidence défavorable sur le chiffre d'affaires de l'exercice en cours.

Le chiffre d'affaires, en hausse de 9%, a atteint 15,5 milliards de francs au terme du premier semestre. Le taux de croissance de l'an passé a donc pu être maintenu.

Si le montant des commandes en portefeuille est passé de 28,2 à 31,2 milliards de francs, le carnet de commandes de quelques secteurs d'activité n'en commence pas moins à se dégrader.

L'évolution des affaires a fortamment varié d'un secteur à l'autre. L'informatique et la télégraphie, l'électronique médicale ainsi que les télécommunications ont encore

augmenté leur volume de commandes nouvelles. Les composants subissent le contre-coup du fléchissement de la demande à l'échelle mondiale. Le matériel d'installation se ressent toujours du refroidissement de l'industrie du bâtiment. Le gros matériel électrique avait fait l'objet, l'an dernier, de commandes de très grande envergure; ce secteur a donc eu du mal à maintenir le volume des commandes reçues à un niveau aussi élevé.

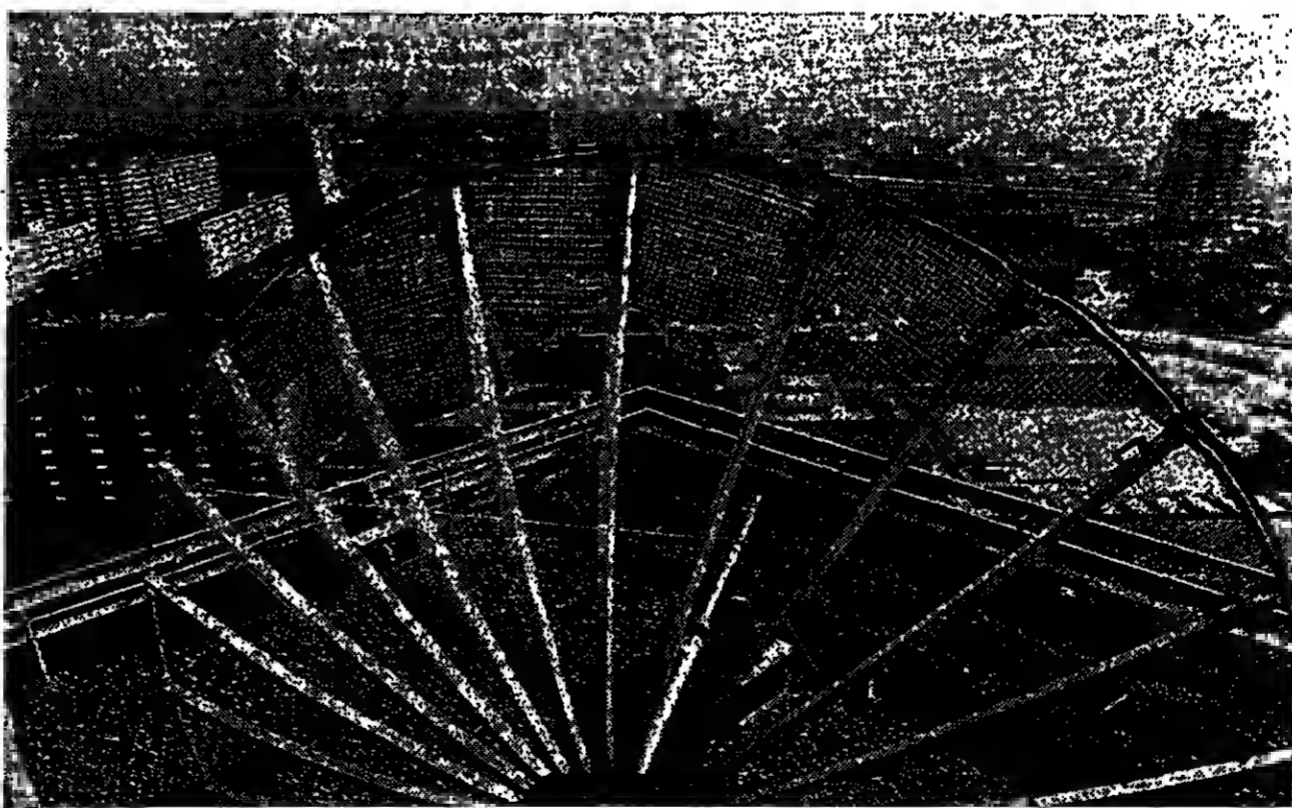
En dépit du ralentissement économique, nous avons poursuivi notre programme d'investissement, consacré essentiellement à la rationalisation. Les investissements ont progressé de 15% au cours du premier semestre; pour l'ensemble de l'exercice néanmoins, nous escomptons un taux de croissance moindre.

Le bénéfice net représente 2,7% du C.A. contre 2,9% l'an dernier à la même époque. Ce recul est dû dans une large mesure à une hausse des coûts de l'ordre de celle de l'exercice précédent et à l'utilisation insatisfaisante d'une partie de nos capacités de production.

Selon nos prévisions, le montant de commandes enregistrées pour l'ensemble de l'exercice 74/75 sera identique à celui de l'an dernier et le chiffre d'affaires connaîtra une progression un peu moins forte.

	1 <sup>er</sup> semestre 1973/74	1 <sup>er</sup> semestre 1974/75	Variation	30.9.1974	31.3.1975	Variation
Commandes enregistrées (en milliards de francs)						
Sociétés en Allemagne dont à l'exportation	14,2	14,6	+ 3%	28,2	31,2	+11%
Marché allemand	9,2	9,6	+ 5%	221	214	- 3%
Marché étranger	9,4	9,6	+ 2%	88	90	+ 2%
	18,6	19,2	+ 3%	309	304	- 2%
Chiffre d'affaires (en milliards de francs)				1 <sup>er</sup> semestre 1973/74	1 <sup>er</sup> semestre 1974/75	
Sociétés en Allemagne dont à l'exportation	11,2	12,1	+ 8%			
Marché allemand	8,1	8,3	+ 3%			
Marché étranger	6,1	7,2	+18%			
	14,2	15,5	+ 9%			
Commandes en carnet (en milliards de francs)						
Personnel (en milliers)						
Allemagne						
Etranger						
Frais de personnel (en milliards de francs)				6,5	7,5	+15%
Investissements (en millions de francs)				834	958	+15%
Stocks (31.3.) en % du C.A.				37%	38%	
Bénéfices nets (en millions de francs)				411	414	
en % du C.A.				2,9%	2,7%	

Montants convertis au cours moyen coté à la bourse de Francfort le 31 mars 1975: 100 F = 55,75 DM.



### Une seule antenne pour 100 000 habitants

Les grandes antennes collectives de télédiffusion, dont voici l'exemple de la région de La Haye (en photo), permettent par rapport aux antennes individuelles, d'améliorer la réception et de capter un plus grand nombre de stations

de radio et de chaînes de télévision. Par l'intermédiaire d'un réseau de câbles, on peut ainsi alimenter en programmes radio-télévisés des localités étendues, voire des villes entières, et faire disparaître des toits les inesthétiques forêts d'antennes.

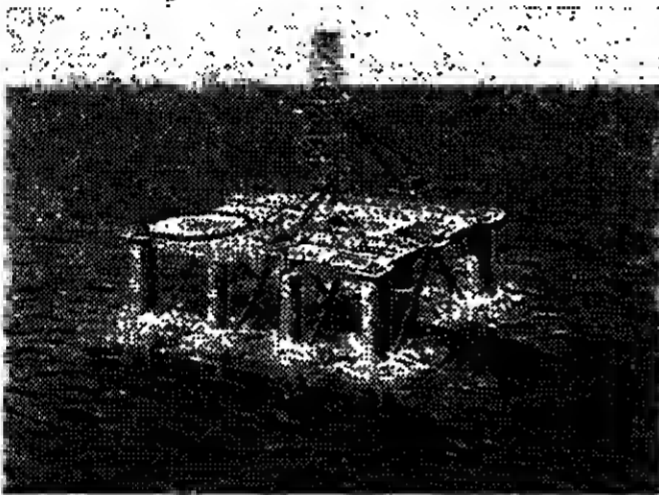
**Siemens AG** En France: Siemens Société Anonyme  
93200 Saint-Denis, 39, Boulevard Ornano

## Une plate-forme pour la recherche de pétrole s'étend de la mer du Nord à l'Alaska. Chemical Bank la construit.

Notre plate-forme est financière. Mais elle est aussi solide que les huit piliers massifs qui soutiennent cette plate-forme de prospection d'une valeur de 25 millions de dollars.

C'est un des nombreux ouvrages de ce type que la Chemical Bank aide à édifier pour exploiter les vastes champs pétroliers de la mer du Nord.

Notre groupe "financement de projets" est associé à beaucoup d'autres entreprises de grande envergure dans cette zone. Par exemple à la prospection du gisement pétrolier Ekofisk au large de la Norvège et à la construction de l'oléoduc Noordgas-transport.



Notre participation à la recherche mondiale d'énergie.

A Londres et à New York, la Division Pétrole et Minerais de Chemical Bank aide à financer la recherche et l'exploitation de gaz naturel et de pétrole dans le monde entier.

Nous avons participé au tout premier accord financier conclu pour l'exploration de l'anticlinal de l'Alaska. Et nous finançons un oléoduc qui traverse le Canada depuis l'Alberta jusqu'à l'Ontario.

Dans le Sud de l'Italie, nous avons dirigé le financement d'un vaste complexe pétrochimique.

Chemical Bank est chef de file et cogestionnaire d'un syndicat de 45 banques internationales qui a octroyé un prêt de plusieurs millions de dollars à la Sonatrach, l'Office des hydrocarbures de l'Etat algérien. Et nous dirigeons le groupe qui donnera en location quatre méthaniers pour le transport de gaz naturel liquéfié de l'Indonésie vers le Japon.

### A la fois ingénieurs, géologues et banquiers.

Notre faculté d'entreprendre des projets aussi spectaculaires - dont plusieurs sur base de non-recours - ne se limite pas à la recherche d'énergie. Mais c'est là un bon exemple de l'expérience technique qui a fait de nous un leader dans chaque secteur du financement international de projets.

Notre Division Pétrole et Minerais dispose d'ingénieurs et de géologues qui sont aussi des experts bancaires. Scientifiques, ils portent un jugement professionnel sur la valeur d'un projet. Banquiers, ils élaborent les modes de financement les plus nouveaux, les plus créatifs.

Si votre projet exige une plate-forme financière solide, parlez-en à Ted Frothingham ou Peter Alexander à Paris, ou au représentant Chemical Bank le plus proche.

### Chemical Bank dans le monde.

Succursale à Paris: 85, avenue Marceau-75116 Paris - Tél.: 720-74-30

Siege central: New York.  
Les Bermudes, Beyrouth, Birmingham, Bogota, Bruxelles, Buenos Aires, Caracas, Chicago, Djakarta, Francfort, Hong Kong, Iles Anglo-Normandes, Londres, Madrid, Manille, Mexico, Milan, Monrovia, Nassau, Paris, Rio de Janeiro, San Francisco, São Paulo, Singapour, Sydney, Taïpeh, Tokyo, Vienne et Zurich.

## CHEMICAL BANK

International business. When needs are financial, the reaction is Chemical

## LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LE NÉGOCE BORDELAIS DU VIN SUR LA SELLETTE

### Quand les châteaux se rebiffent...

A Bordeaux, les « affaires », comme on dit, se suivent et s'enchaînent. Le procès Cruse n'a pas fini de rebondir — il vient le 25 mai devant le tribunal d'appel — que déjà grossit la rumeur Gineestet. Vendra-t-elle pas ? Et à qui ? C'est de nouveau le sort d'une des meilleures maisons de commerce de vins, aujourd'hui dans une passe financière délicate, qui se joue. Et surtout, au travers d'elle, la propriété d'un domaine viticole sans doute le plus fameux du monde : château Margaux, classé premier grand cru du Médoc.

Les Gineestet céderont-ils ce joyau et à quel prix ? 120, 130 millions de francs ? Ou bien, comme plus probable, prendront-ils des associés mais jusqu'à quel niveau ? C'est à ces questions que nous allons essayer de répondre.

Le rumeur a vite été, car elle atteint, comme le procès, l'un des tout premiers rôles du gotha bordelais : M. Bernard Gineestet, l'anti-conformiste de talent, le P.-D. G. potiche, la quarantaine chevêtu, chemise rouge et chaussures roses, dans son bureau laqué bleu. L'anti-Cruse, la copie inversée du négociant chartronnais, encaustiqué. Depuis dix ans, avec une application sympathique et gamine, M. Bernard Gineestet n'a jamais arrêté de donner des coups de pied dans le terrier de quelques peu fossilisés du commerce bordelais, rimant entre deux cash-flow, posant dans le magazine L'Unité avant que ça ne devienne à la mode, se présentant comme candidat malheureux à la députation contre M. Aymar Achille-Fould, brochant ses collègues à haute voix, alors que Bordeaux écarquille en chuchotant. Et voici qu'en pleine difficulté personnelle, il leur fait encore un joli pied de nez : la *Boutille bordelaise*, un livre publié chez Flammarion dans les prochains jours, et où il décortique les mécanismes de la spéculation dans laquelle l'économie viticole bordelaise s'embourbe depuis quelques années. C'est tout le monde ici n'a pas fini de payer le prix.

#### Gineestet et les autres

Gineestet n'est qu'une société touchée parmi d'autres. La révente actuelle des grands vins de Bordeaux laisse encaisser presque toutes les maisons de la place et ce, pour des raisons bien faciles à saisir. Revenons-nous. Au cours de l'hiver 1972-1973, des investisseurs étrangers donnent le branle à la ruée sur les grands vins de Gironde, les châteaux, l'« or rouge ». C'est l'invasion des managers internationaux qui achètent massivement les vins à des cours trois à quatre fois supérieurs à ce qu'ils étaient en 1970 et à ce qu'ils sont devenus en 1975. Bon, très, mal, très, le commerce bordelais s'aligine. En 1974, les managers américains, japonais, suisses ont déjà abandonné le terrain, aussi vite qu'ils sont venus, car ils ont compris que le client ne suivait pas. Le négoce de la place achète alors moins de vins qu'en 1973, mais, « sur la lanterne », il le paie encore à des prix presque doubles de ceux d'aujourd'hui. Là-dessus éclate la crise économique, qui porte un coup de plus à la demande internationale des grands

vins, laquelle entre-temps a diminué comme peu de chagrin à la suite de la flambée des prix de 1973.

Aujourd'hui, le négoce bordelais a en cave une récolte et demi de vins de châteaux, invendable, faute d'acquéreurs. Le stock a perdu de 40 à 60 % de sa valeur. Aux taux d'intérêt actuels, il en coûte cher de le garder. Jamais les négociants n'ont été aussi endettés. Des renseignements fournis par une dizaine de sociétés, il ressort que les frais financiers supportés par celles-ci atteignent, en moyenne, 11,75 % de leur chiffre d'affaires, contre 3,5 % en 1972, et que leurs emprunts à deux ans représentent 45 % du montant de leurs stocks.

#### La fin d'un certain négoce

D'où, évidemment, des mesures draconiennes — au moins un bon millier de licenciements discrets — et des situations financières explosives. De trois choses l'une. Ou les négociants bordelais avaient des réserves qu'ils ont pu mobiliser : ce serait le cas de Cordier, Moueix, Dourthé et de la maison Cruse, qui, depuis le premier procès, a revendu le château Pontet-Canet à une situation d'intérêt coquette, avant de se faire reprendre en gérance par une de ses propres filiales. Ou ils ont reçu le manna des groupes étrangers auxquels ils appartiennent, mais qui peuvent décaler demain de mettre la clé sous la porte : il en irait ainsi de Barton Guestier (Seagram), Delora (Allied Breweries), Lichine (Bass Charrington), etc. Ou, producteurs, leurs vins seraient achetés un tiers en dessous du coût de revient. D'où un climat de vive tension dans les régions des côtes et de l'Entre-deux-mers.

« Nous avions toujours écarté les propositions d'alliance, explique son P.-D. G. Maintenant nous les étudions. Et elles sont nombreuses. Mais rien n'est fait. » Il semble pourtant que les négociations avancent avec Rémy-Martin, société de Cognac, et un ou deux autres partenaires. L'affaire de négoce et la propriété de château Margaux pourraient être reprises par un pool dont la famille Gineestet serait le principal actionnaire, sans avoir la majorité. « De toute manière, le négoce de papa a vécu », tranche avec un sens intact de la provocation M. Bernard Gineestet. Beaucoup d'observateurs pour une fois le rejoignent sur ce point.

L'économie viticole du Bordelais est en pleine mutation. Jusqu'en 1972 une douzaine de maisons de commerce tenaient le plupart des leviers de commande. Elles acquerraient les vins en spéculant faisant par tradition et grâce à des estives parfois assez croquignolètes leurs bénéfices à l'achat plutôt qu'à la vente. « Dans nos familles, les plus intelligentes ont toujours été chargés d'acquiescer les vins et les plus sois de les commercialiser », ironise un représentant d'une des plus vieilles familles des Chartrons. Dans ce système, les gros viticulteurs, propriétaires en Médoc ou à Saint-Émilion, sortaient leur épingle du jeu, plus ou moins bien selon la réputation de leurs châteaux. Au contraire les vignerons modestes, produisant les petits bordeaux du côté de Langon ou de Blaye, étaient vraiment la langue. C'est à peine s'ils vendaient le vin 20 à 30 centimes de plus que le gros rouge du Languedoc.

Les axotes de l'hiver 72-73 ont fait sauter ce corset. Le négoce a sérieusement entamé son autorité pour n'avoir su résister ni aux mirages de la spéculation ni aux facilités des fraudes. Depuis un an, toute de moyenne, il n'a acquis aucun grand vin, ce qui met dans l'embarras financiers les châteaux du Médoc et de Saint-Émilion. Le volume des affaires, dira-t-on, est redevenu normal sur les petits bordeaux. C'est vrai mais à quels cours ? 1 400 francs le litre neau contre 3 850 francs en mars 1973. Les prix sont retombés à leur niveau de 1970 et, à en croire les producteurs, leurs vins seraient achetés un tiers en dessous du coût de revient. D'où un climat de vive tension dans les régions des côtes et de l'Entre-deux-mers.

Le vigneron bordelais se rebiffe.

Chacun, selon ses moyens. Pour suer leur trésorerie Lafitte-Rothé et Mouton-Rothé, deux très grands crus du Médoc, mettent en œuvre milliers de caisses de millésimes aux enchères à Lur en court-circuitant le négoce. d'Estoumlet, second grand cru, lie à la vente directe des vins plusieurs domaines. Château Berley embauche des cadres cédés par la société Lichine, 15 millions de francs et se à corps perdu dans le com en grignotant la clientèle de société. Château Martinet ou autre petit domaine sérieux de tre-deux-mers développe galamment le mise au domaine avec poir de se tailler une clientèle fidèle. « Même vendus à la pièce, la bouteille rapporte que le même vin commercialisé ailleurs ».

Il s'exerce surtout une pr générale pour que le négoce avec les vignerons les bases économie contractuelle. Les taux réputés cherchent à dé système de financement et d'a qui leur permettrait de faire eux-mêmes leurs vins, lesquels seraient commercialisés « pr boire », alors qu'ils le sont d'hui en premier deux ans vers mis en bouteilles, ce qui pré aux coups de bourse. Les f leurs de petits bordeaux rôt la fixation de prix planchers : fonds interprofessionnel de n action des marchés.

Toutes ces réformes, en voie d'adoption, tourneraient l sur deux siècles d'économie latine. Mutation autrement tante tout de même que la chateau Margaux, le second Cruse ou la rumeur Gineestet

PIERRE-MARIE DOUTRELA

Disponible rapidement

## USINE EN NORMANDIE (76)

A vendre ou à louer - Proximité Rouen 9.000 m2 de bâtiments pouvant être divisés, possibilité d'extension - Personnel qualifié disponible - Convientrait à industries légères petite mécanique, électricité, électronique, textile, montages, etc.

APPELER : 277-81-05

Le meilleur avocat de La Défense:

# la tour Fiat

La Tour Fiat. La meilleure raison de louer vos bureaux à La Défense.

Hubert LE FEAL enseigne

### PAROLE FACILE

Dans la conversation Dans les réunions En public Consultation gratuite et sans engagement. Tél. 222-07-45 (18 h. à 20 h.)

le journal mensuel de documentation politique

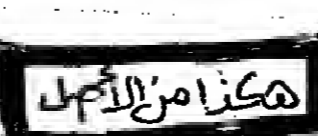
### après-demain

(non vendu dans les kiosques)

Offre au dossier complet sur :

### CHOMAGE ET EMPLOI

Envoyez 8 francs (timbres ou chèque) à APRES-DEMAIN 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé (40 % d'économie qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.



ET SOCIAL  
SUR LA SELLE  
e rebiffent

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS  
21 MAI

Nouveau recul

réponse des primes a eu lieu  
ar à la Bourse de Paris. Mais  
ontrendus engagements ayant  
abandonnés du fait de la  
moyenne des cours de 3 %  
on d'un mois à l'autre, elle  
pas entraîné un grand sur-  
accroissement. Les profession-  
sont donc contentés d'écou-  
r les affaires courantes.  
ne dit que les déshangés  
quere été nourris. Et jusque  
e demandé suffisante, les  
r françaises ont poursuivi  
repli.  
tendance, toutefois, est ap-  
légèrement plus résistante  
la veille, surtout après les  
tières cotations, et une vng-  
de titres seulement se sont  
ts en recul sensible (- 3 %)  
re plus de trente mardi. Mais  
simple constatation ne per-  
aucune vue d'ensemble.  
qu'une amélioration est  
he. La situation économique  
pour le moins préoccupante  
e déclin de la croissance, qui  
ent à la rigueur disposés d'  
d'arceher la reprise attendue  
le quatrième trimestre, sont  
siblement détournés de l'em-  
prunt national de 5 mil-  
ds de francs.  
de La Hérisse, Prisel, S.N.I.,  
S.I.A.S., C.D.C., Pécot, G.  
Peugeot, Générale d'Éner-  
G. Trains, Travaux de Mar-  
Trales de Laxenau, J.-Borel,  
ries Lafayette, Nouvelles Ca-  
s C.A.E., B.P., Industrie  
omique, Radiotechnique, Si-  
z, Creusot, Pompey, Agri-  
Française B.P., Bellon-  
pe et 1.  
s le marché de For, les cours  
continuent de progresser. Le  
de a encore gagné 30 F à  
5,5 F. Seul le kilo de barre  
pas varié à 22 160 F. Le pou-  
des transactions a un peu  
sentié à 10,36 millions de  
de contre 7,57 millions de  
selle et forte avance de la  
e à 1 1/2 % 1973.  
niveau reculé des valeurs  
gères. Seules les mines d'or  
nt fermes.

LONDRES

Le fait saillant à l'ouverture du  
Stock Exchange, lundi, est la nou-  
velle hausse des mines d'or, dont  
l'indice bas à nouveau tous ses  
records, en liaison avec la stabilis-  
sation de la livre sterling. Sur le  
reste du marché les affaires sont  
calmes dans l'attente de la publi-  
cation des résultats trimestriels  
d'I.C.I. et l'effacement est de règle  
dans presque tous les compart-  
ments. Seules les pétroles sont  
soutenues. Stabilité des banques et  
des fonds d'Etat.

Table with columns: Valeurs, Cloture, Cours. Lists various financial instruments and their prices.

NEW YORK

La baisse s'accroît  
Le mouvement de baisse s'est  
notamment accentué mercredi à  
Wall Street, où l'indice des Indus-  
trielles est établi en clôture à  
818,86, soit à 11,82 points au-dessous  
de son niveau de la veille, ce qui  
porte à 48,66 points le montant de  
ses pertes en cinq séances.  
L'activité a été un peu ralentie  
à 17,54 millions de titres ont changé  
de mains contre 18,31 millions pré-  
cédemment.  
Le marché, qui jusqu'à ce der-  
nier temps était plus influencé par  
les tensions que par les mauvaises  
nouvelles, paraît désormais réagir de  
façon totalement inverse. Des don-  
nées d'informations dont il a eu connais-  
sance, il n'a retenu que celle qui  
est défavorable à l'industrie.  
En revanche, l'annonce de la pro-  
gression d'environ 10 % des com-  
mandes de biens durables au cours  
du même mois l'a, semble-t-il, laissé  
indifférent, bien que ce résultat soit  
le meilleur depuis décembre 1967.  
Il est vrai qu'en arrière-plan  
l'incertitude persiste quant à l'effe-  
tissement du prix du pétrole et  
rien pour réduire les opérations.  
Les pétroles, les produits phar-  
maceutiques, les cultures et les métaux  
ont été particulièrement lourds. Un  
seul compartiment, celui des  
mines d'or, a été en hausse. Les  
autres valeurs ont été en baisse.  
Sur les 297 valeurs traitées, 1 009  
ont baissé, 237 ont monté et  
166,43 (- 1,80) : services publics.  
77,17 (- 0,85).

Table with columns: Valeurs, Cloture, Cours. Lists various financial instruments and their prices.

MARCHE MONÉTAIRE

Le franc se maintient à son niveau  
de parité avec le dollar.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

Table showing exchange rates for the Dollar in Tokyo.

INDICES QUOTIDIENS

Table showing daily indices for various markets.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

GAZ ET EAUX - Résultat net  
pour 1974 : 1,49 million de francs  
contre 2,04 millions et, plus-values  
comptées, 8,75 millions de francs  
contre 8,7 millions. Dividende glo-  
bal : 22,50 F contre 21,75.

MARCHE MONÉTAIRE

Le franc se maintient à son niveau  
de parité avec le dollar.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

Table showing exchange rates for the Dollar in Tokyo.

INDICES QUOTIDIENS

Table showing daily indices for various markets.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

GAZ ET EAUX - Résultat net  
pour 1974 : 1,49 million de francs  
contre 2,04 millions et, plus-values  
comptées, 8,75 millions de francs  
contre 8,7 millions. Dividende glo-  
bal : 22,50 F contre 21,75.

Main financial table with multiple columns for various markets and instruments.

BOURSE DE PARIS - 21 MAI - COMPTANT

Table showing Paris stock market data for the 21st of May.

MARCHÉ A TERME

Table showing forward market data for various commodities and currencies.

Table showing Paris stock market data for the 21st of May (continued).

COTE DES CHANGES

Table showing exchange rates for various currencies.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table showing gold market prices for various locations.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 23-4. LE DEJEUNER DE PRESSE DE M. BISCARD... 427. EUROPE... 8-9. AFRIQUE... 10-11. PROCHE-ORIENT... 11. ASIE... 13-16. POLITIQUE...

LE MONDE DES LIVRES

Pages 17 à 23... LE PEUILLERON de R. Pol-ros-Delpuch... LITTELLERATURE ET CRÉATIVITÉ...

27 à 29. ARTS ET SPECTACLES... FESTIVALS : à Cannes... DANSE : Alvin Ailey...

33. RELIGION... Pour la première fois, un prêtre-ouvrier devient évêque.

34. JUSTICE... Le procès des fausses factures à la cour d'appel de Lyon.

35. EQUIPEMENT ET REGIONS... ENVIRONNEMENT : menaces sur le cup fréhel.

35 à 38. LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE... Le négoce bordelais du vin sur le séjette...

LIRES EGAGEMENT... RADIO-TELEVISION (37)...

Pour louer une voiture en Grèce, réserver chez Europcar au : 645.21.25

DECORATION LES NOUVEAUX TISSUS D'AMEUBLEMENT... Velours "Dralon" Jacquard...

RODIN... 38, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

LES PARTIS D'OPPOSITION DE DJIBOUTI SOUHAITENT L'INDEPENDANCE

La délégation des partis d'opposition de Djibouti regroupés au sein de la Ligue populaire africaine pour l'indépendance (L.P.A.I.)...

Une lettre du général Brasart

Nous avons reçu du général Pierre Brasart, commandant supérieur des forces armées du T.F.A.J. la lettre ci-dessous :

le foie gras frais de canard chez Cantarel 12, avenue du Maine, réservations : 548.59.35

WATERMAN Créateur de stylos depuis 1854

M. Sauvagnargues évoque les dangers « qui grandissent » en Méditerranée orientale

Belgrade. — Arrivé mercredi 21 mai, dans l'après-midi, à Belgrade, M. Sauvagnargues, ministre des Affaires étrangères, a été accueilli à l'aéroport de Sarajévo par M. Minitich...

En Rhodésie M. SMITH RENCONTRE UNE DÉLÉGATION DE L'A.N.C.

Salisbury (Rhodésie). — Une délégation du Conseil national africain (A.N.C.) s'est entretenu pendant une heure et demie, jeudi 22 mai, à Salisbury avec M. Ian Smith...

L'activité des émigrés politiques

Un des thèmes des entretiens fut, comme prévu, celui de l'activité des émigrés politiques yougoslaves en France. Ce problème délicat qui, à plusieurs reprises, eut donné lieu à d'âpres polémiques...

Une nouvelle pelouse pour le Parc des Princes

Coût : 3 millions de francs. M. René Ansart, l'expert désigné par le tribunal administratif, a recommandé que le stade du Parc des Princes à Paris reste fermé pendant dix mois afin que la pelouse soit restaurée...

En Corse LE MOUVEMENT « GIUSTIZIA PAOLINA » REVENDEQUE LA PLUPART DES ATTENTATS COMMIS PENDANT LA NUIT DU 20 AU 21 MAI

Ajaccio. — Dans un communiqué adressé au mensuel Egra, à Bastia, le mouvement Giustizia Paolina, qui observait la trêve depuis le 29 décembre 1974...

FÊTE DES MÈRES CAFETIÈRES ÉLECTRIQUES ELECTRO-MÉNAGER

CAFETIÈRES ÉLECTRIQUES - Soupapeur - Rafraîchir - ELECTRO-MÉNAGER - Séche-cheveux - Miroirs - BROUSSE - COUVERTOUR

FÊTE DES MÈRES CROCODILE ET COUR 395 F

large sélection sacs et cadeaux à tous les prix. A la Grande Maroquinerie de F RIVE 156, rue de R

Piano center. Commandez notre luxueux catalogue gratuit en couleurs. Consultez-le à tête reposée, puis venez nous voir en nos magasins. Nous nous ferons un plaisir de vous guider dans votre choix final.

هنا من الأفضل. 500 pianos et orgues, Funmachine. Plus de 20 marques sélectionnées. Crédit de 2 à 5 ans exclusivité PIANO-BAIL.